



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les dossiers du PCF(mlm)
La France au XXe siècle

Le Parti Communiste français



mai 2013 (1^{re} édition)

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)



Résumé

S'intéresser à la France d'avant-guerre – celle de 1914-1918 pour laquelle va s'enflammer une partie de la population, c'est s'intéresser à un pays dont le poids de la culture du monde agricole est immense. La grande industrie s'est développée de manière particulièrement lente comparée à l'Angleterre et la majeure partie de la population est rurale. En 1913, les localités de moins de 2000 habitants rassemblaient 22 715 011 habitants, contre 16 537 234 aux villes. Qui plus est, la moitié des terres est aux mains de 65 000 familles, le reste étant composé d'un grand nombre de parcelles d'un quart d'hectare, ce qui a fait qu'on a parlé de la France comme le pays de la « petite-propriété ». A cet émiettement s'ajoute le fait que 32% des ouvriers travaillent dans la petite industrie, c'est-à-dire qu'ils font face à la culture patriarcale typique d'une activité issue du féodalisme, tout comme le tiers des paysans qui sont en fait des journaliers. Mais le reste des ouvriers n'échappe pas pour autant, avec la bourgeoisie industrielle, à la culture paternaliste, comme en témoigne la petite ville de La Machine dans la Nièvre, totalement organisée autour des activités minières (cité Sainte-Marie dans les années 1850, cité Sainte-Eudoxie dans les années 1870, club sportif organisé par l'entreprise, etc.). La France d'avant-guerre a donc une mentalité foncièrement individualiste, un individualisme se fondant d'un côté sur les rapports économiques existants, avec 44% des actifs présents dans une agriculture protégée depuis des décennies par les droits de douane, et deux millions et demi de rentiers vivant de leurs investissements financiers.

Table des matières

1re partie : Avant le PC, une France entre nationalisme et syndicalisme.....	2
2e partie : 1917 et l'appel de la Russie soviétique.....	11
3e partie : Classe contre classe - naissance d'un parti bolchévique en France.....	20
4e partie : Face à la montée du fascisme en France.....	29
5e partie : Le Front populaire.....	38
6e partie : La guerre et l'Occupation.....	46
7e partie : La lutte armée.....	53
8e partie : Le Parti des fusillés.....	61

1re partie : Avant le PC, une France entre nationalisme et syndicalisme

1. La culture du mouvement ouvrier en France à la veille de la première guerre mondiale

S'intéresser à la France d'avant-guerre – celle de 1914-1918 pour laquelle va s'enflammer une partie de la population, c'est s'intéresser à un pays dont le poids de la culture du monde agricole est immense. La grande industrie s'est développée de manière particulièrement lente comparée à l'Angleterre et la majeure partie de la population est rurale. En 1913, les localités de moins de 2000 habitants rassemblaient 22 715 011 habitants, contre 16 537 234 aux villes. Qui

plus est, la moitié des terres est aux mains de 65 000 familles, le reste étant composé d'un grand nombre de parcelles d'un quart d'hectare, ce qui a fait qu'on a parlé de la France comme le pays de la « petite-propriété ».

A cet émiettement s'ajoute le fait que 32% des ouvriers travaillent dans la petite industrie, c'est-à-dire qu'ils font face à la culture patriarcale typique d'une activité issue du féodalisme, tout comme le tiers des paysans qui sont en fait des journaliers. Mais le reste des ouvriers n'échappe pas pour autant, avec la bourgeoisie industrielle, à la culture paternaliste, comme en témoigne la petite ville

de La Machine dans la Nièvre, totalement organisée autour des activités minières (cité Sainte-Marie dans les années 1850, cité Sainte-Eudoxie dans les années 1870, club sportif organisé par l'entreprise, etc.)

La France d'avant-guerre a donc une mentalité foncièrement individualiste, un individualisme se fondant d'un côté sur les rapports économiques existants, avec 44% des actifs présents dans une agriculture protégée depuis des décennies par les droits de douane, et deux millions et demi de rentiers vivant de leurs investissements financiers.

Mais un individualisme qui repose également sur toute une tradition politique. La culture dominante est celle issue de l'écrasement de la Commune de Paris de 1871, avec ses 35 000 morts et ses déportations : le Sacré-Coeur étant érigé au coeur de Paris comme symbole de l'expiation des péchés de l'insurrection.

L'histoire de la III^{ème} République est celle du « ralliement » des cliques monarchistes et cléricales à la République, avec des « affaires » profitant aux courants réactionnaires traditionnels (constitution de 1875, tentative brutale de renforcement du rôle du président aux dépens du Parlement le 16 mai 1877, scandale de Panama, affaire du putschiste Boulanger en 1888-1889, affaire Dreyfus qui commence en 1894...). Dans ce cadre, la culture populaire est fondée sur la défensive.

Défensive « républicaine » tout d'abord, dont la plus grande figure est Jean Jaurès, grand théoricien de la classe ouvrière comme ayant le rôle de « sauver la République », notamment face au cléricisme. Cette tendance au parlementarisme est d'autant plus forte que le mouvement socialiste est alors coupé du mouvement syndical qui, à l'opposé d'autres pays, a pris une tournure « apolitique ».

La C.G.T. naît indépendamment des structures politiques socialistes avec son premier congrès à Limoges en 1895 et surtout en 1902 au congrès de Montpellier. La Charte d'Amiens de 1906 souligne son indépendance vis-à-vis de « de

toute école politique ». C'est-à-dire qu'au réformisme parlementaire de Jaurès s'oppose l'économisme de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, dont c'est l'apogée en France.

La conception anarcho-syndicaliste s'est développée dans les années 1870, en triomphant de la tendance marxiste représentée par Jules Guesde, dont la Fédération nationale des syndicats formée en 1886 s'effondre en 1895 pour laisser la place à la CGT. Les anarcho-syndicalistes ont également dominé les tendances anarchistes individualistes, qui marquent les années 1890-1894 par de nombreux attentats. La grande figure de cette époque est Ravachol (1859-1892), qui à son procès en 1882 expliqua :

« Si je prends la parole, ce n'est pas pour me défendre des actes dont on m'accuse, car seule la société, qui, par son organisation, met les hommes en lutte continuelle les uns contre les autres, est responsable. En effet, ne voit-on pas aujourd'hui dans toutes les classes et dans toutes les fonctions des personnes qui désirent, je ne dirai pas la mort, parce que cela sonne mal à l'oreille, mais le malheur de leurs semblables, si cela peut leur procurer des avantages. »

A l'opposé des théoriciens de l'anarchisme que sont Kropotkine, Jean Grave, Errico Malatesta, Sébastien Faure, les théoriciens anarcho-syndicalistes rejettent catégoriquement la politique. Fernand Pelloutier mettait ainsi l'accent sur les bourses du travail, dont il entendait préserver le côté « intégral » (bureaux de placement, caisses de solidarité, caisses de maladie, chômage, décès...). Il explique, dans sa Lettre aux anarchistes précédant le congrès général du Parti Socialiste français (décembre 1899), que

« Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire,

ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste le germe de groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste. Devons-nous donc, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique. »

A côté de Pelloutier, l'autre grande figure est Emile Pouget. Dans son journal *Le père peinar*, on retrouve une prose anarchiste, anticléricale, anti-militariste :

« La politique ? Le vieux gniaff s'en occupera juste assez pour en fiche sa salopise en lumière ; par l'accumulation des faits, il prouvera la malfaisance permanente des gouvernants. Puis, c'est avec une faramineuse jubilation qu'il croquera les souteneurs de la société actuelle. Les Gallonards qui abrutissent nos fistons dans leurs casernes, au point de les transformer en assassins de leurs paternels, de leurs frangins et de leurs amis. Les Ratichons qui rêvent le rétablissement de l'Inquisition et qui, avec leurs cochonnes de Croix, empoisonnent le pays. Les Jugeurs qui distribuent l'Injustice au gré des dirigeants, sont patelins avec les gros bandits et teignes avec les mistouffiers. Pas un de ces chameaux, non plus que les autres vermines, ne passera au travers et n'évitera l'astiquage du père peinar. » (numéro du 14 janvier 1900)

Emile Pouget a été l'une des grandes figures de la CGT et de l'anarcho-syndicalisme ; il a participé à l'élaboration de la Charte d'Amiens et est l'auteur du « classique » syndicaliste-révolutionnaire qu'est *Le sabotage*. Selon lui, « Le sabotage ouvrier s'inspire de principes généreux et altruistes : il est un moyen de défense et de protection contre les exactions patronales ; il est l'arme du déshérité qui bataille pour son existence et celle de sa famille ; il vise à améliorer les conditions sociales des foules ouvrières et à les libérer de l'exploitation qui les étirent et les écrase... Il est un ferment de vie rayonnante et meilleure », et n'est qu'une réponse au sabotage pratiqué par la bourgeoisie.

Un autre théoricien est Pierre Monatte, le

fondateur de la revue de la CGT, *La vie ouvrière*, ou encore Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT de 1902 à 1909 et auteur de *l'Action syndicaliste* (1908), où il définit ainsi la position syndicaliste-révolutionnaire : « A cette théorie [guesdiste de l'action du syndicat], nous opposons la nôtre : adversaires de l'État et de toutes ses institutions au point de vue politique, adversaires de l'État et de toutes ses institutions au point de vue syndical. »

Enfin, il faut mentionner une série de théoriciens ayant eu une grande influence sur l'anarcho-syndicalisme, mais s'étant éloignés de cette position. Il en va ainsi de Georges Sorel, le véritable philosophe du syndicalisme révolutionnaire et le concepteur du mythe mobilisateur de la « Grève générale ». Ses *Réflexions sur la violence* soulignent également le rôle de la violence comme démarche empêchant toute intégration dans le « système ». A ses côtés, idéologiquement, Hubert Lagardelle a été le fondateur de la revue théorique du syndicalisme révolutionnaire, *Mouvement socialiste*, qui a été publiée de 1899 à 1914. Ces deux auteurs ainsi que Georges Valois seront à la source du fascisme français (voire espagnol et italien), combinant syndicalisme et nationalisme.

A l'opposé de l'anarcho-syndicalisme prônant le tout ou rien, on trouve alors le socialisme parlementaire.

La conception de Jean Jaurès est en quelque sorte un « républicanisme » : selon lui, il existe la possibilité démocratique pour la classe ouvrière de prendre le contrôle de la République. Jaurès considère que « Par le suffrage universel, par la souveraineté nationale qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine, qu'émanent les lois et le gouvernement. » (*République et socialisme*) ; « Il faudra que dans les conseils des sociétés par actions et dans les règlements des bénéfices la

classe ouvrière toute entière soit repré sentée par ses corporations de tous les degrés, syndicats, fédérations, confédération. Alors la voie sera ouverte qui pourra conduire par étapes à la socialisation intégrale... » (L'Armée nouvelle).

Si Jaurès peut s'imposer au début du 20ème siècle, c'est parce que la voie réformiste réussit à se structurer suite à l'échec de la Commune de Paris.

Profitant de l'échec électoral de 1881, l'ancien anarchiste Paul Brousse avait pris les rênes de la Fédération du parti des travailleurs socialistes français qu'il transforma en organisation réformiste – on la qualifia alors de « possibiliste », partisane des réformes « possibles » – alors que la plate-forme était initialement marxiste. A ses côtés on trouve Benoît Malon, une grande figure de la Commune de Paris traumatisée par la défaite. Mort en 1893 et enterré au Père-Lachaise, 10 000 personnes participèrent à son enterrement; un monument pour recueillir ses cendres fut érigé face au Mur des fédérés et Jean Jaurès se chargea du discours.

Autre figure de la Commune, Jean Allemane qui, lui, fonde le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, sur une base syndicaliste, républicaine, ouvrière et favorable aux coopératives. Et une personnalité essentielle est ici Alexandre Millerand, qui va bouleverser la culture social-démocrate européenne en entrant en 1899 dans le ministère «républicain » formé par Waldeck-Rousseau, et où se trouvait en même temps le général Gaston de Galliffet, le bourreau de la Commune de Paris.

Millerand avait déjà fait approuver par tous les socialistes, au banquet de Saint-Mandé, « la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel ». Ce grand passage au « ministérialisme » aboutit à la naissance du Parti socialiste français en 1902. Le Parti socialiste français est l'union de toutes les tendances réformistes : la Fédération du parti des travailleurs socialistes français de Paul Brousse,

le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire de Jean Allemane et bien entendu les socialistes indépendants dirigés par Jean Jaurès. Et au début du 20ème siècle, ce courant arrive à neutraliser les opposants favorables au marxisme.

Ceux-ci avaient fondé en 1902, s'opposant au Parti Socialiste français, le Parti Socialiste de France. On y retrouve Jules Guesde, qui après la prise de contrôle de la Fédération du parti des travailleurs socialistes français par Paul Brousse, avait regroupé les marxistes dans le Parti Ouvrier français. Jules Guesde est, à la fin du 19ème siècle, le principal théoricien marxiste français ; sa ligne peut se résumer avec son mot connu : « Vous croyez que la bourgeoisie se suicide ? Non, on la suicide. »

Il est le principal critique de Jaurès : « Les sources du jaressisme, c'est l'aboutissement, dans le domaine économique, des principes de 89. » Mais Guesde ne rejette pas la révolution française, il s'attache simplement à la période de la Terreur : « La conquête révolutionnaire du pouvoir ne suffit pas. Il faut aussi la dictature du prolétariat devant laquelle, en 1793, tremblaient les grands bourgeois révolutionnaires. »

Aux côtés de Guesde, on trouve le Parti Socialiste Révolutionnaire, fondé en 1898, dirigé par Edouard Vaillant et issu de l'organisation d'Auguste Blanqui, le « Comité Révolutionnaire Central ». Cette dernière organisation, à la culture républicaine, activiste et prônant la conspiration, athée et se référant au jacobinisme, s'était littéralement effondrée lorsque la majorité rejoignit le mouvement ultra-nationaliste et putschiste du général Boulanger. Elle ne subsista qu'avec l'arrivée de l'Alliance Communiste Révolutionnaire, formée de militants quittant Jean Allemane.

Mais la pression électorale était trop forte, le socle théorique bien trop faible, et finalement le Parti Socialiste de France décida de sa fusion avec le Parti socialiste français en 1905, pour former le Parti socialiste unifié, section française

de l'Internationale ouvrière (PSU-SFIO), dont on peut lire dans les statuts ratifiés en avril 1905 à Paris à la salle du Globe :

« Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, le Parti socialiste n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution. Les élus du Parti au Parlement forment un groupe unique en face de toutes les fractions politiques bourgeoises ; ils doivent refuser les crédits militaires, les crédits des conquêtes coloniales, les fonds secrets et l'ensemble du budget. »

L'unité permet la pénétration des idées socialistes, et de 30 parlementaires en 1906 le Parti socialiste passe à 103 en 1910, le nombre d'adhérents passant lui de 34 668 en 1905 à 72 765 en 1914.

2. L'union sacrée et le mouvement ouvrier

Le 1er août 1914, le président de la République française Raymond Poincaré déclare la guerre à l'Allemagne dans son Appel à la Nation française. Avec cette déclaration s'évaporent instantanément toutes les prétentions pacifistes des socialistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires. C'est la fameuse Union sacrée et le soutien à la nation qui rentre en guerre. Un élément va servir de catalyseur à cette vague patriotique touchant la quasi totalité des mouvements socialiste et anarchiste : l'assassinat de Jean Jaurès par un nationaliste.

Le meurtre a lieu trois jours avant le début de la Première Guerre mondiale et a justement facilité la déclaration de guerre par l'intégration du mouvement ouvrier à la mobilisation potentielle. Jaurès a été assassiné le soir même où il devait écrire un grand article résumant dans l'Humanité les positions pacifistes qu'il a défendues au nom de la délégation socialiste devant le président du Conseil.

Sa liquidation lance l'engrenage : Léon Jouhaux, anarcho-syndicaliste et secrétaire général de la CGT depuis 1909, annonce aux

obsèques, qui ont lieu le 4 août 1914 : « Au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand. »

Le discours qu'il tient explicite quant au soutien à la mobilisation :

« Que dire à l'heure où s'ouvre cette tombe ? Ami Jaurès, tu pars, toi l'apôtre de la paix, de l'entente internationale, à l'heure où commence, devant le monde atterré, la plus terrible des épopées guerrières qui aient jamais ensanglanté l'Europe. (...) Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtimement. (...) Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. (...)

Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons « présent » à l'ordre de mobilisation. Jamais nous ne ferons de guerre de conquête. Non, camarades, notre idéal de réconciliation humaine et de recherche du bonheur social ne sombre pas. (...) Empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne. Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté, pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente entre les nations, par l'alliance entre les peuples. Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre. C'est l'ombre du grand Jaurès qui nous l'atteste. »

Le mélange de nationalisme et de syndicalisme pave la voie à l'idéologie fasciste. Le ralliement à la guerre est absolument générale. A côté d'importantes figures

anarchistes comme Jean Grave ou Kropotkine, on trouve en effet des personnalités syndicalistes révolutionnaires comme Emile Pouget. L'ancien apôtre du sabotage n'a pas hésité à se lancer dans l'union sacrée, affirmant un tonitruant « Il y a de l'héroïsme dans l'air. L'atmosphère en est saturée » dans la rubrique « La rue » de *La guerre sociale*.

Ce dernier journal d'ailleurs, dont le rédacteur en chef est Gustave Hervé, figure antimilitariste, va se transformer en *La victoire* et diffuser un ultra-nationalisme. Jules Guesde, qui, lui, avait toujours refusé toute participation socialiste à un ministère bourgeois, entre le 27 août 1914 comme ministre d'État dans le gouvernement français (et y restera jusqu'en décembre 1916) !

Dans cette nouvelle logique social-patriote qui se lance ouvertement, Gustave Hervé fondera en 1919 le Parti socialiste national, où il est notamment rejoint par Alexandre Zevaès, ancien député socialiste guesdiste devenu l'avocat de l'assassin de Jaurès, et par Jean Allemane. Lors de la Marche sur Rome en 1922, Hervé chantera « mon vaillant camarade Mussolini ». Hubert Lagardelle, le principal théoricien syndicaliste-révolutionnaire, finira pareillement comme ministre du travail du régime de Vichy.

Logiquement, dans le cadre du ralliement de l'ensemble des mouvements socialiste et anarchiste, l'État n'a même pas à mener de répression conséquente ; l'engouement est tel que n'est même pas utilisée la liste de pacifistes à arrêter, le « Carnet B », et on dénombre à peine 1,5% de défections. La CGT a également généré en septembre 1914 un « comité d'action », qui travaille avec l'État pour la gestion de problèmes sociaux liés à la guerre (loyers, allocations, approvisionnement...).

L'assassin de Jean Jaurès ne sera ainsi jamais inquiété : après 56 mois de préventive, il est acquitté lors de son procès le 29 Mars 1919, les jurés estimant qu'il a rendu service à la patrie (« Si l'adversaire de la guerre Jaurès s'était

imposé, la France n'aurait pas pu gagner la guerre ») ; la veuve de Jaurès dut même payer les frais du procès ! Réfugié en Espagne, les Républicains en 1936 exécutèrent ce nationaliste pour espionnage au profit de l'armée franquiste.

Rares sont les foyers de pacifisme ; on trouve Limoges, Paris, Oyonnax, Lyon et Grenoble. Mais les réactions sont sentimentales et désordonnées, souvent marquées par quelques figures individuelles ; en tant que tel, il n'existe aucune opposition à la guerre. Les masses ont suivi le courant social-patriote ou bien sont, au mieux, dégoûtées, ne croyant plus en rien ni en personne. Cette expression populaire se retrouve dans le roman *Le feu*, journal d'une escouade où Henri Barbusse, engagé volontaire à 41 ans, raconte de manière réaliste la désillusion générale et les débuts d'espoir en une révolution. L'ouvrage obtient le prix Goncourt en 1916 dans un climat de scandale en raison de ce qui est raconté.

De fait, la prise de conscience grandit lentement mais sûrement et un véritable commencement a lieu avec la conférence de Zimmerwald en Suisse, du 5 au 8 septembre 1915 ; on y retrouve deux délégués français de la minorité syndicale de la CGT, qui avait obtenu 27 voix contre 81 (et dix abstentions) le 15 août 1915 à la conférence des fédérations. L'appel qui en sort est considéré comme trop léger selon Lénine et les bolchéviks, qui soutiennent néanmoins le mouvement.

On peut y lire :

« Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes. Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. (...) Les

capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre, affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations. De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter. (...)

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples. Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphelins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : Par-dessus les frontières par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées: Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les deux délégués français, Merrheim et Bourderon, faisaient partie du « Comité pour la Reprise des Relations Internationales » (CRRI), fondée un mois avant la conférence de Zimmerwald. Ses membres ne sont pas liés aux bolchéviks, mais à la social-démocratie dite internationaliste (Trotsky, Martov notamment) ; son mot d'ordre n'est aucunement la révolution mais simplement : « Pour la paix ».

Le comité est divisé en une section politique et une section syndicale, qui mène un travail soit dans le Parti Socialiste, soit dans la CGT ; il n'y a pas d'actions de masse, ni agitation ni propagande, aucune clandestinité. Tous les espoirs sont placés dans la reprise au niveau international des relations entre socialistes. Ces résultats font donc suite non pas à l'activité du CRRI, mais à la réalité de la guerre : au congrès socialiste de Noël 1915, la motion Bourderon, qui représente les « zimmerwaldiens » français, n'obtient que 76 voix sur 2736, mais le 9 avril 1916 au conseil national elle obtient 960 voix

contre 1900 majoritaires. La clef de ce succès repose dans l'alliance des « zimmerwaldiens » avec les partisans de Jean Longuet. Celui-ci, fils du communard Charles Longuet et de Jenny Marx (fille de Karl Marx), représente une ligne pacifiste ultra conciliatrice dénoncée par Lénine.

Dans ce climat a alors lieu, du 24 au 30 mai 1916, la conférence de Kienthal, également appelée seconde conférence de Zimmerwald. Les délégués du CRRI n'ont pas eu de passeport et n'enfreignent pas la loi, aussi ce sont trois parlementaires socialistes de province, longuettistes, qui vont à la conférence, où ils acquerront comme surnom « les trois pèlerins de Kienthal ».

La ligne pacifiste, critique de la guerre causée par le capitalisme mais sans prôner le sabotage de la guerre ni la rupture avec le patriotisme, perpétue l'alliance entre « zimmerwaldiens » et longuettistes, qui au conseil national des 6 et 7 août 1916 obtiennent 1081 voix contre 1850 à la majorité. La victoire est même obtenue fin décembre 1916, ce qui va amener un grand élan de soutien au président des USA, Wilson, pour ses « initiatives » en faveur de la « paix ». Des adresses de félicitations lui sont envoyées par des sections socialistes ainsi que des fédérations de la CGT. Se fonde alors la gauche qui va aboutir à la naissance du Parti Communiste.

Ce sont tout d'abord Merrheim et Bourderon qui sont, pour leurs signatures aux adresses à Wilson, exclus du CRRI. Fernand Loriot va alors en Suisse discuter avec Lénine. Le journal Demain, édité en langue française en Suisse, soutient les positions de celui-ci. A Paris, Inessa Armand, proche collaboratrice de Lénine, fonde au sein du CRRI le « Comité pour la brochure Les socialistes zimmerwaldiens et la guerre », qui se charge de la diffusion de la brochure de Lénine sur la première conférence de Zimmerwald (connue aujourd'hui sous le nom de Le socialisme et la guerre).

L'histoire se charge du reste : l'écho de la révolution russe de février 1917 est énorme. Le CRRI rassemblera ainsi 10 000 personnes pour

un meeting le premier mai 1917, suivi d'une manifestation de soutien à la révolution russe ; un manifeste y déclare : « Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leur gouvernement de classe, pour mettre à sa place le pouvoir des délégués des ouvriers et des soldats passés au peuple. La révolution russe est le signal de la révolution universelle. » L'agitation sociale gronde (de 314 grèves en 1916, pour 41 000 grévistes, on passe à 696 grèves, pour 294 000 grévistes, en 1917) et prend une tournure politique.

Sur le front, la situation est également tendue et pour faire face au mouvement populaire l'État avait lancé le thème de « l'offensive de printemps », soit-disant décisive. Ce fut l'hécatombe du Chemin des dames, qui mit 110 000 hommes hors de combat (morts ou blessés) et conduisit à de grandes mutineries touchant 60% des divisions de l'armée française. Des divisions entières se dirigèrent vers Paris et furent alors pilonnées d'obus de 75 ; on fusilla par centaines.

Un million de francs or en plus de la démobilisation furent promis à qui dénoncerait l'auteur de la chanson populaire la Chanson de Craonne, dont les paroles ont été recueillies par le futur communiste Paul Vaillant-Couturier et ont comme refrain :

« Adieu la vie, adieu l'amour,
 Adieu toutes les femmes
 C'est bien fini, c'est pour toujours
 De cette guerre infâme
 C'est à Craonne sur le plateau
 Qu'on doit laisser sa peau
 Car nous sommes tous des condamnés
 Nous sommes les sacrifiés
 Ceux qu'ont le pognon, ceux-là
 reviendront
 Car c'est pour eux qu'on crève
 Mais c'est bien fini, car les trouffions
 Vont tous se mettre en grève
 Ce s'ra vot' tour messieurs les gros
 D'monter sur le plateau
 Et si vous voulez faire la guerre

Payez-la de votre peau. »

Les grèves touchent le textile, la métallurgie, les transports, le bâtiment... Le mouvement touche même les délégués d'ateliers, créés par le gouvernement à l'instigation d'Albert Thomas, un socialiste acquis à la guerre, responsable de la coordination des chemins de fer, de l'État-Major et du Ministère des Travaux publics dès 1914, puis très vite de la production du matériel de guerre : Albert Thomas a été le grand organisateur des usines militarisées et des commandes d'État à l'industrie ; c'est lui l'envoyé en Russie pour « faire tenir les Russes jusqu'au bout », après la guerre il deviendra le premier président de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Le mouvement est prolongé : à Lyon le 19 janvier 1918 se déclenche une grève générale de trois jours avec manifestation en plein centre-ville. A Paris, une conférence des délégués d'atelier, représentant la majorité des ouvriers de la région parisienne, exige l'armistice sous menace de grève générale. Dans les tranchées se diffuse massivement, malgré les censures, les exemplaires de la Vague, « organe pacifiste, syndicaliste et féministe ». Lancé par Pierre Brizon, l'un des trois « pèlerins de Kienthal », sa ligne n'est pas très prononcée mais le journal a un énorme succès en raison de la publication des lettres des « poilus ».

Très vite, Pierre Brizon et Marcelle Capy sont dépassés : Marcelle Capy, féministe, qui avait passé quelques semaines entre novembre 1917 et janvier 1918 dans une usine de guerre pour enquêter et raconter son expérience :

« L'ouvrière, toujours debout, saisit l'obus, le porte sur l'appareil dont elle soulève la partie supérieure. L'engin en place, elle abaisse cette partie, vérifie les dimensions (c'est le but de l'opération), relève la cloche, prend l'obus et le dépose à gauche. Chaque obus pèse sept kilos.

En temps de production normale, 2 500 obus passent en 11 heures entre ses mains. Comme elle doit soulever deux fois chaque engin, elle soupèse en un jour 35 000 kg. Au bout de 3/4 d'heure, je me suis avouée

vaincue.

J'ai vu ma compagne toute frêle, toute jeune, toute gentille dans son grand tablier noir, poursuivre sa besogne. Elle est à la cloche depuis un an. 900 000 obus sont passés entre ses doigts. Elle a donc soulevé un fardeau de 7 millions de kilos. Arrivée fraîche et forte à l'usine, elle a perdu ses belles couleurs et n'est plus qu'une mince fillette épuisée. Je la regarde avec stupeur et ces mots résonnent dans ma tête : 35 000 kg. » (La voix des femmes).

L'écho de la révolution d'octobre en Russie accentue la pression et le gouvernement passe sous la main d'un homme sûr pour la bourgeoisie : Georges Clemenceau.

Celui-ci se charge d'une répression féroce ; surnommé le « tigre », il pratique un large populisme réussissant à gagner les masses tout en appliquant à la lettre son mot d'ordre : « Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre ! » La ferveur populaire atteindra son paroxysme lorsqu'il est blessé grièvement de trois balles de pistolet lors d'un attentat anarchiste en 1919 ; il se permettra, dans un élan patriarcal magnanime, de commuer la peine de mort du tireur en dix années de réclusion. Avec Clémenceau, le cap est maintenu et la ligne dure triomphe de masses désorganisées : il faut attendre l'appel de la Russie pour qu'une organisation concrète se monte.

3. Barbusse : « Le Feu, journal d'une escouade »

Henri Barbusse avait quarante et un ans en 1914 ; appartenant au service auxiliaire il s'est engagé volontairement dès les premiers jours d'août. Il partait au nom de « la guerre qui tuera la guerre », pour défendre la démocratie, abattre « le sabre, la botte et la couronne », contribuer à la paix par le Droit international et le désarmement général, convaincu de servir ses idées en prenant les armes, comme il l'a écrit dans une lettre adressée le 9 août au directeur de l'Humanité.

Incorporé à sa demande dans le 231ème

régiment de ligne placé sur le front, il est gazé, évacué à l'arrière et rédige Le Feu, journal d'une escouade lors de son séjour dans les hôpitaux de Chartres et de Plombières. Commencé à la fin de 1915 et rédigé en six mois, l'ouvrage a un succès foudroyant, avec une parution en feuilleton, puis en volume, avec obtention du prix Goncourt. Ici un extrait représentatif de cette oeuvre.

« BARQUE me voit écrire. Il vient vers moi à quatre pattes à travers la paille, et me présente sa figure éveillée, ponctuée par son toupet roussâtre de Paillasse, ses petits yeux vifs au-dessus desquels se plissent et se déplissent des accents circonflexes. Il a la bouche qui tourne dans tous les sens à cause d'une tablette de chocolat qu'il croque et mâche, et dont il tient dans son poing l'humide moignon.

Il bafouille, la bouche pleine, en me soufflant une odeur de boutique de confiserie.

- Dis donc, toi qui écris, tu écriras plus tard sur les soldats, tu parleras de nous, pas?

- Mais oui, fils, je parlerai de toi, des copains, et de notre existence.

- Dis-moi donc... Il indique de la tête les papiers ou j'étais en train de prendre des notes.

Le crayon en suspens, je l'observe et l'écoute. Il a envie de me poser une question.

- Dis donc, sans t' commander... Y a quéqu' chose que j' voudrais te d' mander. Voilà la chose si tu fais parler les troufions dans ton livre, est-ce que tu les fais parler comme ils parlent, ou bien est-ce que tu arrangeras ça, en lousdoc ? C'est rapport aux gros mots qu'on dit.

Car, enfin, pas, on a beau être très camarades et sans qu'on s'engueule pour ça, tu n'entendras jamais deux poilus l'ouvrir pendant une minute sans qu'ils disent et qu'ils répètent des choses que les imprimeurs n'aiment pas besef imprimer. Alors, quoi ?

Si tu ne le dis pas, ton portrait ne sera pas r'ssemblant c'est comme qui dirait que tu voudrais les peindre et que tu n'ettes pas une des couleurs les plus voyantes partout où elle est. Mais pourtant ça s' fait pas.

- Je mettrai les gros mots à leur place,

mon petit père, parce que c'est la vérité.

- Mais dis-moi, si tu l' mets, est-ce que des types de ton bord, sans s'occuper de la vérité, ne diront pas que t'es un cochon ?

- C'est probable, mais je le ferai tout de même sans m'occuper de ces types.

- Veux-tu mon opinion ? Quoique je ne m'y connais pas en livres, c'est courageux, ça, parce que ça s' fait pas, et ce sera très chic si tu l'oses, mais t'auras de la peine au dernier moment, t'es trop poli !... C'est même un des défauts que j' te connais depuis qu'on s'connait. Ça, et aussi cette sale habitude que tu as quand on nous distribue de la gniole, sous prétexte que tu crois que ça fait du mal, au lieu de donner ta part a un copain, de t' la verser sur la tête pour te nettoyer les tifs. »

2e partie : 1917 et l'appel de la Russie soviétique

1. La naissance de la SFIC

C'est donc au milieu des vicissitudes que se forme le noyau dur du futur Parti Communiste, et très clairement sous l'impulsion des bolchéviques.

C'est en effet sous l'influence d'Inessa Armand et des initiatives bolchéviques que les opposants à la guerre arrivent à se coordonner. Le dirigeant du CRRI est alors Fernand Loriot, qui rassemble un petit cercle de propagandistes : il utilise pour mettre en avant ses idées une revue anarchiste sympathisante de la révolution russe, la Plèbe, où est également publiée la plate-forme du groupe en mai 1918 ; des oeuvres de Lénine et des documents de la Russie soviétique sont également imprimés et diffusés clandestinement. Le mouvement est fort chez les cheminots, où Gaston Monmousseau parvient à construire une grande minorité dans le syndicat, qui obtient 49 458 voix contre 106 710.

Loriot suit les exigences de Lénine en ce qui concerne l'indépendance organisationnelle par rapport aux « centristes » que sont les partisans de Longuet, qui parviennent à triompher dans le Parti socialiste sans l'aide du CRRI (1544 voix pour les longuettistes contre 1172 à l'aile droite

et 152 à Loriot, au conseil national du Parti socialiste les 28-29 juillet 1918).

Les longuettistes sont eux-mêmes obligés de suivre l'énorme mouvement de masse qui se développe et qui exige le soutien à la Russie soviétique ; sous prétexte de se revendiquer de 1793, les longuettistes se revendiquent tout autant d'Emile Vandervelde, réformiste belge et figure typique du socialisme parlementaire, et de Rosa Luxembourg, farouchement opposée à la guerre et figure de l'insurrection ! Une contradiction qui s'explique par la tension existante alors dans le pays ; les luttes de classe s'aiguisent et il y a même une contre-manifestation d'anciens combattants le 14 juillet 1919.

L'Humanité est obligée, sous la pression des masses, d'appeler le 24 juin à la lutte contre l'intervention en Russie et pour le retrait des troupes et de la même manière, le Parti socialiste et la CGT, initialement réticents, avaient dû suivre le mouvement en faveur du premier mai 1919 : un demi-million de manifestants qui mettent Paris en état de siège, des colonnes de 30 000-40 000 personnes rompant les barrages de police, alors que les soldats appelés en renfort par le gouvernement refusent de tirer voire fraternisent.

Il y a eu – selon les chiffres officiels – 430 blessés dans la police, dont plusieurs dizaines très grièvement, et un jeune ouvrier métallurgiste, du nom de Lorne, a été tué. L'enterrement de celui-ci rassemble 300 000 personnes, autant que lors de la manifestation contre l'acquittement de l'assassin de Jean Jaurès le 6 avril, alors qu'en juin commence une vaste grève à revendications mi-économiques mi-politiques : le coût de la vie en 1919 est 400 fois celui de 1914. Il y a 500 000 grévistes rien qu'à Paris pour les premiers jours : dans le métro, les grands magasins, les métaux, jusqu'aux travailleurs du Journal Officiel.

Le mouvement est également fort dans le Nord avec la grève générale des mineurs ; 30 000

travailleurs du textile dans la région de Rouen ont rejoint le mouvement ainsi que 80 000 travailleurs des produits chimiques. Malgré la pression réformiste qui tente de calmer le jeu, le mouvement de grève va s'étaler sur dix-huit mois. A cela s'ajoute les grands événements concernant l'intervention militaire contre la Russie soviétique, malgré la propagande assimilant « boche » et « bolchévik ». Dès décembre 1918, l'agitation bolchévik touchait de fait les troupes françaises, et le mouvement de fraternisation est tel dans les premiers mois de 1919 que celles-ci sont évacuées.

Entre temps avait eu lieu l'exécution à Odessa de Jeanne Labourbe ainsi que de dix autres communistes menant l'agitation au sein des troupes françaises... Le 16 avril a lieu la révolte de l'escadre de la Mer Noire, notamment sur le Waldeck-Rousseau, le France, le Jean Bart, le Justice... Et bien entendu le torpilleur le Protet, qu'André Marty tente de faire passer dans le camp des rouges. Condamné à vingt ans de prison en juillet 1919, il est soutenu par les communistes de France (mais également en Russie où les ouvriers de l'usine « Dynamo » l'élisent au Soviet de Moscou) et libéré en 1923 sous la pression des masses.

En liaison avec la condamnation de Marty et des mutins, des mutineries accompagnées de manifestations d'ouvriers, de soldats et de marins éclatent à Brest, Toulon, Toulouse. Car le mouvement va en s'amplifiant : 1919 voit se dérouler 2026 grèves, rassemblant 1 151 000 grévistes, et le mouvement croît encore en 1920, avec 1832 grèves et 1 317 000 grévistes, c'est-à-dire des grèves plus denses et plus longues.

Les effectifs augmentent en parallèle : le Parti socialiste passe de 35.793 membres au 31 décembre 1918 à 133 327 membres au 31 décembre 1919, plus de 178 000 au 1er octobre 1920, la CGT qui rassemblait 600 000 membres en 1914 passe à 1 800 000 en 1919 puis, à la fin de 1920, à 2 millions et demi de cotisants, la fédération des cheminots passant, elle, de 30 000 à 320 000 membres. Ce climat est propice à un

activisme débordant et à une foule de journaux, feuilles révolutionnaires : la Vague (qui tire désormais à plus de 100 000 exemplaires), le Bolchévik (censuré par l'État il prendra le nom de « le Titre censuré »), le Populaire, l'Internationale, Ce qu'il faut dire, la Franchise, la Vie ouvrière, le Bulletin communiste, le Libertaire...

La culture révolutionnaire hégémonique consiste alors en un anarchisme sympathisant de la dictature du prolétariat exercé en Russie ; il y aura même des syndicalistes et des anarchistes fondant un « Parti Communiste » lors d'un congrès du 25 au 28 décembre 1919, « Parti Communiste » au nom néanmoins trop choquant pour les libertaires, qui adopteront ainsi le nom de « Fédération Communiste des Soviets ».

Les participants au premier congrès régional du « Comité de la IIIème Internationale », nouveau nom du CRRI, témoignent de cet état de fait : on y retrouve, parmi d'autres, l'Union des syndicats de la Drôme, les étudiants socialistes révolutionnaires ainsi que les jeunesses syndicalistes de la région de Lyon, la Fédération socialiste du Rhône ainsi que le Comité de défense sociale anarchiste.

Dans ce climat de mouvement de masse et de confusion idéologique, la répression était inévitable. Elle commence dans les rangs socialistes eux-mêmes : les 700 000 grévistes visant un 1er mai de combat et la « nationalisation des transports » voient leur mouvement brisé par les dirigeants syndicaux, qui ont réussi à le casser en le divisant en des « vagues successives » de grève, battues une à une. Le président du Conseil Millerand accuse alors les meneurs de complot contre la sûreté de l'État, arrêtant 18 militants, dont les principaux dirigeants du « Comité de la IIIème Internationale ».

Pour Millerand, qui sera président de 1920 à 1924, il fallait à tout prix ne pas reconnaître la Russie des Soviets, selon lui « une organisation de guerre permanente. » Et à l'annonce du 1er mai, le ministre de la guerre André Lefèvre,

annonce clairement : « Il faut bien qu'on sache que l'armée reste la force publique, et qu'à l'avenir on n'ignore plus qu'elle sera munie de cartouches. »

Aux élections, l'hégémonie est ainsi conservée par un régime qui fait toutes sortes de promesse en expliquant que « l'Allemagne paiera » : indemnisation des victimes, à chacun sa maison, lois sociales mirobolantes...

Et sur plus de 8 millions d'électeurs, le Parti socialiste n'obtient que 1 800 000 voix. Ces échecs font la force du longuettisme, qui préserve la chèvre révolutionnaire et le chou réformiste dans les rangs du Parti socialiste, notamment au congrès de Strasbourg en 1920. Mayéras, proche de Longuet, dira ainsi que « Oui, nous nous sommes aperçus qu'on nous a trompés, que la France luttait pour des buts impérialistes. Cependant, fidèles à l'héritage de Guesde, nous ne voulons pas que cette France soit sabotée par l'invasion et perdue pour le socialisme. »

Paul Faure explique qu'il faut abandonner la seconde Internationale, mais qu'aller à la troisième serait de l'aventurisme. Même une partie du « Comité de la IIIème Internationale » cède aux exigences du longuettisme, et même Loriot, qui se dissocie de la critique de Longuet par Lénine et reconnaît que la thèse du « défaitisme révolutionnaire » de Lénine était acceptable pour la Russie, mais pas pour la France (« J'ai hésité au début de la guerre parce qu'il me semblait que le défaitisme c'était appeler la révolution sur les cadavres de 20 millions de prolétaires »).

Dans ce contexte, la ligne longuettiste triomphe (3031 voix pour les « reconstituteurs » dont 732 pour les partisans du « centriste » Léon Blum, et 1621 pour la motion de la IIIème Internationale). Mais la rupture avec la seconde Internationale est acceptée, par 4330 voix contre 337, et une délégation est envoyée en Russie soviétique, afin de rendre compte de la situation et « des moyens d'aboutir au rétablissement de l'unité socialiste internationale ».

La délégation, composée de Marcel Cachin et de Ludovic-Oscar Frossard, arrive à Moscou fin juin 1920 et envoie un télégramme concernant la nécessité de l'adhésion ; si Cachin était devenu communiste, Frossard avait lui déjà expliqué au congrès socialiste de Strasbourg que « Actuellement nous sommes dans la période d'exagération des bolchéviks. Ils excommunient et qualifient de traîtres les militants. Mais les bolchéviks seront forcés d'évoluer. »

Dans la jeunesse le mouvement en faveur de l'adhésion est énorme : le 25 juillet 1920 en conférence à Puteaux, la minorité des Jeunesses socialistes de France, proche du Comité de la IIIème Internationale, donne mandat à son délégué d'exiger la convocation dans les deux mois d'un congrès par le conseil national. L'objectif est la formation, majorité acquise ou pas, d'une Fédération des Jeunesses communistes, et la majorité est obtenue au congrès tenu à la coopérative de la Bellevilloise à Paris, fin octobre 1920 : les Jeunesses socialistes donnent leur adhésion à l'Internationale Communiste de la Jeunesse et se transforment en Jeunesses communistes, par 6943 voix contre 1958.

Les socialistes font eux face à une nouvelle donnée : à son second congrès de juillet 1920, l'Internationale communiste a décidé que, pour la rejoindre, il faudrait satisfaire à « 21 conditions », traitant notamment des questions d'organisation. Et ses critiques vis-à-vis du Parti socialiste sont nombreuses. Il y a en effet des dirigeants qui aident à l'intervention contre l'URSS, comme Marcel Sembat, Albert Thomas, Pierre Renaudel.

Le groupe parlementaire, de par son activité, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin des anarchistes. Il n'y a aucun travail parmi les soldats ni de soutien pour les militants arrêtés pour « complot ». La presse du Parti socialiste ne publie pas non plus les documents de l'Internationale Communiste, se contente de vagues protestations et refuse de rompre avec les briseurs de grève au sein de la CGT.

Avec ces critiques, les socialistes sont sous pression et c'est alors que commence la campagne réelle pour l'adhésion à la IIIème Internationale, avec un grand meeting au Cirque de Paris le 13 août 1920. Le courant des « reconSTRUCTEURS » se désagrège, une partie renforçant les rangs des partisans de l'adhésion à l'Internationale Communiste ; la campagne renforce également la minorité de la CGT, qui au congrès d'Orléans (du 27 septembre au 2 octobre 1920) remporte 659 voix contre 1485 à la majorité. C'est dans ce climat d'enthousiasme grandissant que va se tenir le congrès de Tours du Parti socialiste, du 25 au 30 décembre 1920. Le principal théoricien du refus de l'adhésion est Léon Blum.

Pour lui, le bolchévisme, c'est la caserne. Mais le congrès est un succès pour les partisans de l'adhésion, et est même marqué par la venue de Clara Zetkine. La grande révolutionnaire allemande, à soixante-dix ans passés, est venue clandestinement en France pour saluer le congrès : « Camarades, il faut choisir ; il faut se séparer nettement de toutes les tendances politiques qui veulent maintenir le prolétariat dans les voies de l'ancienne politique de compromission et d'opportunisme. Il faut, d'un autre côté, faire l'union nationale et internationale avec tous les éléments révolutionnaires communistes, non pas seulement sur le sol de France, mais au-delà des frontières de la France... Le prolétariat ne doit pas être ramené au règne du capitalisme, à la barbarie. Il doit marcher à la conquête du pouvoir... »

La résolution d'adhésion a 3028 voix, à laquelle il faut ajouter les 44 voix de la motion d'extrême-gauche, alors que la motion Blum-Paoli n'a que 1022 mandants et celle de Pressemane en a 60. Blum annonce alors ce que sera la ligne de ceux qui « restent » socialistes : capter ceux qui se sont « trompés », c'est la fameuse thèse de la « vieille maison ».

Il dit : « Quel sera le nouveau parti que vous voulez créer ? Au lieu de la volonté populaire se

formant à la base et remontant de degré en degré, votre régime de centralisation comporte la subordination de chaque organisme à l'organisme qui lui est supérieur ; c'est au sommet un comité directeur de qui tout doit dépendre, c'est une sorte de commandement militaire formulé d'en haut et se transmettant de grade en grade, jusqu'aux simples militants, jusqu'aux simples sections...

Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-mêmes, que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison... Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide... Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes ; malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir. »

C'est la naissance du Parti socialiste – Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), qui prendra le 31 octobre 1921 le nom de Parti communiste – Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) ; quant à l'Humanité, le 8 avril 1921 « journal communiste » est placé sous le titre, au lieu de « journal socialiste ». 150 000 adhérents sont à la SFIC, contre seulement 30 000 à la « vieille maison » de Blum.

2. La nouvelle culture « soviétique »

La naissance de la nouvelle organisation a naturellement un grand côté mobilisateur. Un aspect important est que la SFIC a, en plus des ouvriers des centres urbains, un grand écho chez les paysans.

Cela n'a pas échappé à l'oeil aiguisé du dirigeant communiste italien Antonio Gramsci, qui explique le 4 janvier 1921 que : « Le congrès de Tours a une portée profonde, non seulement pour la classe ouvrière, mais aussi pour la classe paysanne. Le fait que la majorité des sections rurales ait voté en faveur de la IIIe Internationale et pour un parti plus homogène et doté d'un centralisme révolutionnaire plus

fort, ne peut être interprété comme une manifestation d'impulsivité que par ceux qui se refusent à voir l'ampleur de la crise qui décompose la vieille structure de la société française. La légende de la France pays de petits propriétaires n'a plus aucune consistance.

Dès avant la guerre, la désagrégation des vieilles formes économiques avait atteint une phase aiguë et les agitations fréquentes et massives de la classe paysanne en étaient la preuve. Les chiffres que voici, qui concernent l'année 1913, apportent des précisions sur les conditions de répartition de la propriété en France, conditions qui ont été énormément aggravées par la guerre, dans la mesure où la guerre a provoqué un drainage de la richesse vers les coffres-forts d'une minorité : pour 1913, en représentant la richesse globale française par le chiffre 1000, et le nombre de citoyens juridiquement capables d'être propriétaires par le même chiffre 1000, on avait la répartition suivante : 470 Français, soit 47 %, de la population, sans aucune propriété, 406 Français propriétaires de 120 unités, soit 40%, de très petits propriétaires, 85 Français, soit 8,5% de la population propriétaires de 400 unités et 39 Français soit 4% de la population propriétaires de 470 unités. L'aggravation de la condition économique générale explique suffisamment l'élan révolutionnaire des classes rurales qui s'est révélé lors du congrès de Tours. »

Mais si la nouvelle organisation possède idéologiquement une dimension énorme avec la vague populaire issue notamment et principalement de la révolution russe, la situation n'en est pas moins extrêmement complexe en son sein. Lénine constatait ainsi : « La transformation d'un parti européen de type ancien, parlementaire, réformiste dans les faits et à peine teinté de couleur révolutionnaire, en parti de type nouveau, réellement révolutionnaire et réellement communiste, est une chose extrêmement ardue. L'exemple de la France est sans doute celui qui montre le plus nettement cette difficulté. » (Lénine, Notes d'un publiciste, février 1922).

De nombreux traits typiquement « français » se révèlent en effet dans la naissance de la SFIC, notamment le dédain revendiqué et assumé par rapport aux principes formels. Ainsi, le « Parti socialiste – SFIC » né à Tours n'est en fait nullement la SFIC, parce que l'Internationale Communiste n'a pas encore statué à ce sujet. Au mieux faudrait-il parler de « demande d'adhésion ». Qui plus est, le congrès de Tours n'a pas entériné les 21 conditions exigées par l'Internationale Communiste. Cela signifie que ces conditions et leur application sont au mieux laissées dans le flou absolu, car il existe en réalité de nombreux « centres » qui dans le nouveau Parti lui-même prônent telle ou telle ligne tandis que chaque centre est suivi par l'ensemble de ses sympathisants !

Le Parti socialiste – SFIC est ainsi un véritable bric à brac. Si en face la « vieille maison » – qui a pris le nom de Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) – n'a que 30.000 membres, ceux-ci sont des cadres et forment la grosse majorité des anciens militants. Alors que la toute jeune SFIC est, elle, composée d'éléments très divers.

A côté du comité de la III^{ème} Internationale, on a les pacifistes du Journal du peuple et du Club du Faubourg à Paris, ceux de la Vague, de nombreux éléments de la Ligue des Droits de l'Homme et de la franc-maçonnerie, ainsi que des anarcho-syndicalistes s'étant plus ou moins rapprochés, selon, des positions bolchéviks.

Mais, ces « gens nouveaux » désireux de pratiquer une politique « nouvelle » sont paradoxalement organisés de manière « traditionnelle ». La scission a donné lieu à des batailles dans les congrès des fédérations départementales, pour les caisses, les journaux, les imprimeries, etc, et c'est là-dessus que la SFIC s'est formée : elle est donc composée de fédérations départementales et de sections locales, comme l'ancien Parti socialiste. Le congrès administratif de l'été 1921 n'arrive ainsi à rien, même pas à élaborer des statuts. A cela s'ajoute la naissance d'une tendance «

regrettant » la scission, tendance organisée autour du Journal du peuple du pacifiste Henri Fabre aidé de son acolyte journaliste Victor Méric, ainsi que du journal du soir l'Internationale de Daniel Renoult, ou encore la Vague de Brizon.

Ce dernier qualifie l'insurrection allemande de mars 1921 d' « insurrection des manches à balai ». Le jeune Parti ne mène ainsi aucune action contre la mobilisation de la classe 19 par l'armée française contre la révolution allemande. Quant à Henri Fabre, il explique que « tout communiste doit garder et défendre sinon sa liberté d'action, tout au moins sa liberté d'expression. » C'est également la position revendiquée par les anarchistes. Et à côté de ces tendances libérales, prônant un parti souple sur les principes, sans oublier bien entendu les critiques contre « l'ingérence de Moscou dans les affaires françaises » lancées par certains, on trouve naturellement des positions « gauchistes », surtout dans la jeunesse.

La IVème Entente des Jeunesses communistes critique ainsi carrément le nouveau Parti car celui n'a « pas encore pris la position qui s'impose, le refus de rejoindre l'armée et la grève générale insurrectionnelle révolutionnaire. » Parfois ces positions se rejoignent, notamment sur l'antimilitarisme qui va jusqu'à... combattre même l'idée d'une armée rouge. Le congrès de Marseille de l'organisation est ainsi lourd de tension et de conflits, au point que la principale position de la « gauche » est de demander aux bolcheviks la possibilité de scissionner.

Les communistes doivent en plus de ces problèmes affronter la répression socialiste. La CGT expulse en effet à tours de bras tous les opposants ; rien que dans le Nord 20.000 syndiqués sont exclus et à la fin de l'année 1921 se réunissent à Paris quatre cents syndicats exclus en une grande conférence à laquelle participent 1100 syndicats de la minorité de la CGT. C'est alors la fondation de la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire).

La CGTU est également un lieu de conflit :

dans la CGT, il y avait déjà des « comités syndicalistes révolutionnaires », composés de communistes donc, mais également de « syndicalistes communistes » ou de syndicalistes révolutionnaires, ceux-ci étant opposés à la « politique ».

Ceux-ci se débrouillent pour contrôler la CGTU à sa naissance à l'aide d'un « pacte » secret (art. 1 : « Ne révéler à personne l'existence de notre comité ») signé en février 1921 avec les éléments les plus à droite, afin de garantir l'indépendance politique du nouveau syndicat. Cette tendance anti-politique est tellement forte que ses partisans peuvent même se permettre le luxe de s'affronter idéologiquement, avec d'un côté les syndicalistes-révolutionnaires voulant séparer syndicat et parti, mais pas nécessairement opposés à l'existence d'un parti, et anarcho-syndicalistes refusant catégoriquement tout parti. Mais le scandale causé par le pacte et la confusion idéologique des anti-politiques amène la victoire des communistes au premier congrès de la CGTU, qui se tient du 24 juin au 2 juillet 1922 à Saint-Etienne, par 714 voix contre 406. Au congrès de Bourges du 12 au 17 novembre 1923, la minorité réunissant syndicalistes révolutionnaires et anarchistes ne représentera plus qu'un quart des adhérents.

La mise en avant de la ligne du « front unique » par l'Internationale Communiste va alors pousser à la liquidation des « anti-politiques » dans les rangs de l'organisation elle-même. Le programme de l'Internationale Communiste définissait le « front unique » comme « le moyen le plus efficace de lutte contre le Capital et de mobilisation des masses dans un esprit de classe ; moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes, c'est un des éléments de la tactique des partis communistes pendant toute la période pré-révolutionnaire. » Le front unique consiste à faire des propositions concrètes de lutte sur la base de mots d'ordre afin que les masses en mouvement fassent leurs propres expériences et développent leur conscience de classe, voyant la nature de traître

de la social-démocratie.

Initialement les anti-politiques maîtrisaient l'appareil de l'organisation et, en janvier 1922, une conférence des secrétaires fédéraux repousse le front unique, le Comité Directeur affirmant même à l'unanimité moins une voix l'impossibilité du front unique en France. En avril, au conseil national d'Aubervilliers, le front unique est repoussé par 3370 voix contre 627. Seule l'Internationale Communiste arrive à faire pression pour que la ligne favorable au front unique se maintienne et se développe, l'aile gauche de l'organisation démissionnant même de tout poste à la rédaction de l'Humanité.

Et c'est le IVème Congrès de l'Internationale Communiste qui va résoudre le problème en attaquant la « droite » sur le plan de l'organisation. Le IVème congrès décide en effet que seront exclus tous les membres des Partis Communistes qui n'auront pas rompu publiquement avec la franc-maçonnerie avant le 1er janvier 1923, les membres ayant reconnu leur appartenance et démissionnés seront écartés de tout poste responsable pendant deux ans.

L'Internationale Communiste tape ainsi en plein dans le mode opératoire de la bourgeoisie radicale, qui agit par l'intermédiaire de cette « société secrète » ; sont pareillement visés des membres appartenant en France à la Ligue des Droits de l'Homme ou écrivant pour la presse bourgeoise, comme Paul-Louis, rédacteur de politique étrangère dans l'Humanité mais écrivant également pour le Progrès de Lyon et la France de Bordeaux. Il ne s'agit pas de simples mesures, mais bien d'une stratégie, fondée sur le fait que « La stagnation, la stabilité relative et le parasitisme des formes économiques, le grand nombre de petits propriétaires ruraux, développent un conservatisme qui se reflète dans la classe ouvrière.

Un long passé « démocratique » parlementaire dans un milieu conservateur a comme résultats profondément ancrés dans le mouvement ouvrier un régime de sectes révolutionnaires et pseudo-révolutionnaires

luttant entre elles (guesdisme contre jaoussisme, etc...) ou limitant leurs sphères d'influence conformément au principe de non-immixtion (socialisme et anarcho-syndicalisme). L'existence même de chaque groupe paraît à ce groupe et particulièrement à sa bureaucratie une fin en soi.

A cela se joignent des considérations inévitables de carriérisme, places de journaliste, sièges de député, etc... Ces habitudes et ces traditions sont encore dans la période d'après-guerre très fortes dans le mouvement ouvrier français. » (L'Internationale Communiste dans son message au congrès de Paris du Parti Communiste – SFIC d'octobre 1922).

Le résultat ne se fait pas attendre, avec les premières scissions ; naissent ainsi le Parti communiste unitaire (PCU) créé en 1923 par Ludovic-Oscar Frossard, qui avait été le premier secrétaire général de la SFIC et la quitte, avouant au dernier moment son appartenance à la franc-maçonnerie, mais également l'Union fédérative socialiste ou Union fédérative des travailleurs socialistes révolutionnaires, elle, créée dès décembre 1922 par d'autres exclus : Raoul Verfeuil, Pierre Brizon, Albert Mathiez (spécialiste de la Révolution française et fondateur de la Société des études robespierristes, Henri Sellier (auteur en 1921 de La crise du logement et l'intervention publique en matière d'habitat populaire, fondateur de l'Association française pour l'urbanisme et inventeur des « Cités Jardins »), André Morizet (futur SFIO, maire de Boulogne Billancourt y compris sous l'Occupation, il est également l'arrière grand-père de Nathalie Kosciusko-Morizet, Secrétaire d'État française chargée de l'Écologie de Sarkozy en 2007). Les deux organisations fusionneront quelques mois plus tard en Union socialiste-communiste (USC), qui prendra en 1927 le nom de Parti socialiste-communiste (PSC).

3. Document : les « 21 conditions »

Il s'agit des 21 conditions posées en Juillet 1920 par l'Internationale Communiste (à son

second congrès) pour qu'un parti puisse y adhérer. Elles sont à la source de la rupture entre socialistes et communistes.

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III^e Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité méusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III^e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, – sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang –.

3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir

au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e internationale.

5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6. Tout Parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de

préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix. L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III^e Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III^e Internationale à la II^e.

8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimés et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9. Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

10. Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec

ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12. Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

13. Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

14. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétiques.

15. Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser

sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste.

16. Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

17. Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler Parti Communiste de... (section de la III^e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

18. Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

19. Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2^e Congrès de

l'Internationale Communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20. Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la III^e Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2^e Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la III^e Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

3e partie : Classe contre classe - naissance d'un parti bolchévik en France

1. La bolchévisation

Une fois l'aile « droite » du nouveau Parti communiste exclu, processus s'étant déroulé en France mais également dans d'autres pays, l'Internationale Communiste a les coudées franches pour accentuer la pression. Celle-ci va prendre le terme de « bolchévisation » : l'ensemble des partis communistes qui se sont formés doivent avoir comme modèle le parti bolchévik et la révolution russe.

« La bolchévisation des sections de l'Internationale communiste consiste à étudier et à appliquer dans l'action les expériences acquises par le Parti communiste russe au cours de trois révolutions et aussi, bien entendu, les expériences de toutes les autres sections ayant à leur actif des luttes sérieuses. A la lumière de cette expérience les sections de l'Internationale

communiste doivent comprendre les tâches qui leur incombent et généraliser leur propre expérience. » (Thèses sur la bolchévisation, Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste, 25 mars-16 avril 1925).

Un modèle qui ne doit donc pas être accepté schématiquement : le maître-mot étant l'adaptation aux conditions concrètes de chaque pays. L'Internationale Communiste explique ainsi que « La bolchévisation consiste à savoir appliquer les principes généraux du léninisme à chaque situation concrète dans chaque pays. La bolchévisation est en plus l'art de saisir le « chaînon » le plus important qui permet de tirer toute la chaîne. Ce « chaînon » ne peut être identique dans tous les pays à cause de la diversité de leurs conditions sociales et politiques. » (Thèses sur la bolchévisation, Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste, 25 mars-16 avril 1925).

Mais cette bolchévisation ne se déroule pas en pleine guerre civile ; au contraire on est dans l'après-guerre, le capitalisme s'est stabilisé. La vague ouvrière retombe, comme en témoignent les chiffres :

Année	Nombre de grèves	Grévistes
1919	2,026	1,151,000
1920	1,832	1,317,000
1921	475	405,000
1922	665	290,000
1923	1,068	331,000
1924	1,034	256,000
1925	895	241,000
1926	723	338,000
1927	436	122,000

Les gouvernements bourgeois passent même à l'offensive en Europe afin de juguler la progression de l'idéologie communiste. De 1919 à 1924 c'est la domination électorale du « Bloc national », alliance de la droite et du centre ; c'est de cette époque que date la caricature du communiste, « l'homme au couteau entre les dents ».

La France occupe la Ruhr et peut même criminaliser pour « complot contre la sûreté

extérieur de l'État » toute une série de dirigeants communistes, alors qu'une énorme agitation de masse est conjointement menée avec le Parti Communiste d'Allemagne, y compris dans l'armée. Le Parti communiste se voit obliger de mener sa campagne électorale par rapport à une demande d'amnistie, car sa ligne est légaliste et il n'y a pas de résistance illégale, à part dans la Fédération de la Seine qui organise des manifestations de rues illégales, réunissant 2 000 à 3 000 membres sur les grands boulevards parisiens ou le jardin du Luxembourg.

Le Parti est composé de 90 fédérations plus au moins autonomes et le nombre d'adhérents, qui n'est même pas connu avec certitude, est en chute libre, comme en témoigne le tableau suivant (pour 1919 et 1920, il s'agit du parti socialiste encore unifié) :

Année	Nombre d'adhérents
1919	133,077
1920	179,287
1921	118,260
1922	78,808
1923	74,278
1924	66,293
debut 1925	60,000

Mais les chiffres ne doivent pas cacher un changement en profondeur lorsque la bolchévisation se met en place. Car celle-ci amène à ce que les communistes soient regroupés par lieux de travail, par « cellules d'entreprise ». La France est découpée en 24 régions, elles-mêmes découpées en « rayons » et « sous-rayons ». Le premier rayon communiste de la région parisienne comprenait ainsi les 1^{er}, 11^{ème}, X^{ème}, XIX^{ème} arrondissements de Paris et la commune de Saint-Denis.

Ceux qui sont habitués à la vie tranquille des sections partent au fur et à mesure, alors qu'il y a un afflux d'ouvriers. En 18 mois, l'organisation a renouvelé 70% de ses membres, un taux énorme. Les bastions sont les centres ouvriers : la région parisienne (16 674 cartes en 1925), le Nord (9 440) et la région lyonnaise (4

215). Le centre de la vie du Parti Communiste devient l'usine.

A cela s'ajoute la naissance d'« appareils », qui permet au Parti Communiste d'être totalement centré sur son activité et de rompre y compris sur le plan de l'organisation avec la culture « clientéliste » de la social-démocratie.

Est ainsi organisé un appareil central, avec des sections de travail composées de militants spécialisés, un appareil de dirigeants régionaux et de rayons reliés au Comité Central. Une section coloniale est formée, alors que le Parti Communiste affirme son soutien à ceux qui combattent la France dans les territoires coloniaux du Maroc et de la Syrie.

Le Parti Communiste dispose aussi d'un organisme généré très important : l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC). Elle a été fondée en mai 1917 par l'écrivain Henri Barbusse et deux jeunes intellectuels : Paul Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre, ainsi qu'un ouvrier métallurgiste, Georges Bruyère. L'ARAC avait pris comme devise « Guerre à la guerre » et rassemble les anciens combattants dans un front favorable aux communistes.

A cela s'ajoute les « comités d'unité prolétarienne » et le groupe « Clarté », qui font participer des ouvriers et des minorités socialistes et syndicales, ainsi que des ouvriers sans-parti. Ont ainsi lieu une série de congrès ouvriers au cours de l'été 1925, notamment à Paris, Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg et Béziers ; y participent 7 230 délégués dont 200 socialistes, 320 syndiqués réformistes, 31 syndiqués autonomes, 1 173 sans-parti et plus de 200 sont des délégués de villages.

La grève générale contre l'intervention au Maroc en est un thème central, mais celle-ci aura du mal à se mettre en place et malgré 900 000 ouvriers en grève, 274 militants sont condamnés à plus de 120 années de prison et le militant communiste Sabatier est tué à Puteaux, en région parisienne, 100 000 travailleurs

participant à ses obsèques.

Reste la question électorale et une autre question, totalement nouvelle, qui se pose : celle du fascisme. Le combat antifasciste a immédiatement été au centre de la politique communiste, au point que l'Internationale Communiste fait un rappel à l'ordre à la veille du quatrième congrès de la SFIC, des 17 au 21 janvier 1925 à Clichy en banlieue parisienne (où 224 délégués sur 239 sont des ouvriers) : « Le paragraphe de vos thèses concernant le Bloc antifasciste doit également être complètement modifié. Dans sa forme actuelle, ce paragraphe contient, non seulement de la confusion, mais des idées très dangereuses sur le rôle du Parti.

Certes, le Parti doit chercher à créer contre le fascisme un vaste front unique de tous les ouvriers, des paysans et des couches accessibles des classes moyennes, mais il ne doit pas former avec ces éléments un bloc politique dans lequel il se confondrait avec des éléments petits-bourgeois sur un programme d'opposition au fascisme. Il faut bien indiquer dans ce large mouvement anti-fasciste le rôle prédominant du prolétariat et le rôle de guide du Parti Communiste, qui doit devenir le centre de la lutte de classe antifasciste, et non le composant d'extrême-gauche d'une opposition antifasciste comprenant des éléments de la bourgeoisie.

Le prolétariat doit s'allier aux paysans, qui sont ses alliés naturels dans la lutte révolutionnaire et parmi lesquels le Parti doit travailler intensément pour pouvoir vaincre le fascisme. Il doit, par contre, chercher non à s'allier à la petite-bourgeoisie, mais à la neutraliser ou à entraîner ses couches les plus prolétarisées et les plus accessibles à la propagande.

Il doit, à cet effet, avoir une base idéologique pour mener ses campagnes afin d'arracher les ouvriers, les paysans et certaines couches de la petite-bourgeoisie à l'influence des partis soi-disant de gauche en voie de fascisation. Il doit abandonner complètement la notion de classe travailleuse, qui, outre la classe ouvrière et les

paysans, englobe les intellectuels et les petits-bourgeois. On ne peut parler que des classes travailleuses (parmi lesquelles prolétariat et paysannerie doivent être intimement unis pour la lutte).

La notion qui est et qui doit demeurer au centre de toute notre action, et particulièrement de notre action antifasciste, est celle de la classe ouvrière, du prolétariat, qui doit avoir l'hégémonie sur toutes les autres classes travailleuses. »

Cette conception du statut d'avant-garde antifasciste que s'attribue la SFIC est d'une grande importance, notamment en raison du fait que depuis 1924 c'est le « cartel des gauches » qui gouverne. Celui-ci est composé des radicaux indépendants, des radicaux-socialistes, des républicains socialistes, des socialistes indépendants et de la SFIO.

Quelle est l'attitude à avoir par rapport à ces structures opposées à la révolution prolétarienne, mais parfois ouvertes à des activités antifascistes ? Le problème se pose avec plus de profondeur qu'en Allemagne, où la social-démocratie, qui a assassiné Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, tente depuis le départ de briser les communistes, dans un contexte social bien plus dur.

La ligne de la SFIC est alors de se poser comme le pôle le plus révolutionnaire de la gauche ; telle est sa conception du front unique. Lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon le 23 novembre 1924, qui suit la victoire du Cartel des gauches aux élections de mai 1924, la SFIC rassemble plus de 150 000 personnes, avec 180 drapeaux rouges dépourvus de toute inscription et 300 pancartes portant des slogans comme « Guerre à la guerre par la révolution prolétarienne », « Instituons la dictature du prolétariat », « Aux ligues fascistes, opposons les centuries prolétariennes ».

Car, très concrètement, la SFIC mène la lutte armée contre les « Jeunesses Patriotes », dont l'un des avatars sera la fusillade de la rue

Damrémont, où la bourgeoisie criera au scandale lorsque plusieurs fascistes seront tués. Le programme aux élections municipales de mai 1925 tourne autour de ce même thème central, vu comme prioritaire (1. La lutte contre le fascisme ; 2. Pour l'unité syndicale ; 3. Pour des mesures fiscales énergiques contre la bourgeoisie ; 4. Pour la paix avec la Russie des Soviets).

La tactique électorale de la SFIC est définie ainsi : « Nous proposerons des listes communes avec des candidats socialistes en posant comme condition de prendre un certain nombre d'engagements comme celui de défendre en toute occasion les revendications les plus immédiates des travailleurs, de mener au sein des municipalités une lutte énergique en organisant au besoin des milices municipales antifascistes. »

La bolchévisation a naturellement des opposants. Leur chef de file est Souvarine, d'origine ukrainienne, qui dénonce en mars 1924 le « centralisme mécanique, bureaucratique, et irresponsable » et prône une orientation ouverte en direction des syndicalistes révolutionnaires. Il organise une véritable « fraction » au sein du Parti Communiste, publiant l'ouvrage de Trotsky « Cours nouveau », jusqu'à finalement son exclusion. Souvarine fondera en 1930 le « Cercle communiste démocratique », petit groupe éphémère centrant son activité sur la critique de l'URSS.

On trouve également Dunot et Lorient, qui prônent un retour à la social-démocratie, ou bien encore Monatte, Rosmer et Delagarde qui soutiennent Souvarine et sont pareillement exclus en 1924. Monatte et Rosmer fonderont la revue la Révolution prolétarienne, qui se maintiendra pendant plusieurs décennies et diffusera une conception syndicaliste du monde, dont l'absence absolue durant la Résistance contre l'occupation nazie scellera l'échec complet.

2. La culture classe contre classe

La bolchévisation est indéniablement une réussite : la SFIC n'a plus grand chose à voir en 1925 avec ce qu'elle était à sa fondation. Elle est

une organisation éprouvée par la lutte, totalement fondée sur les luttes d'entreprise et ayant une analyse conséquente de la société française. A son Vème congrès celle-ci est présentée de cette manière : « La vieille France démocratique se développant paisiblement dans les cadres du régime parlementaire fait place à une nouvelle France avec des conflits de classe aigus, avec une rapide radicalisation des couches ruinées de la population, avec les tentatives des différentes classes de poser le problème du pouvoir et de le résoudre par des moyens extra-parlementaires. »

Cette société a deux aspects. « A l'un des pôles politiques se trouve la grande bourgeoisie : industrielle, commerciale, terrienne, unie par les grandes banques. Elle tient dans ses mains le gouvernail de la dictature économique ; elle est fortement organisée en cartels et en trusts. » et « A l'autre pôle, le prolétariat qui peut jouer un rôle décisif dans les conflits sociaux prêts à éclater. »

Mais la SFIC est très au fait de l'existence des classes moyennes ; il est ainsi également dit : « Entre le prolétariat et la grande bourgeoisie se trouvent les couches moyennes éternellement hésitantes, économiquement appauvries, qui perdent peu à peu leur pouvoir politique (...). C'est justement dans le fait que le rôle économique amoindri de la petite-bourgeoisie ne correspond pas à son influence politique qu'il faut chercher la source de la crise politique permanente (...).

Nous sommes actuellement en France devant cette alternative : ou le prolétariat réussira à conquérir la majorité de la petite-bourgeoisie et des paysans et à résoudre par des voies révolutionnaires la crise actuelle sur le dos du gros capital, ou la petite-bourgeoisie, comme en Italie, suivra la grande bourgeoisie et celle-ci établira un régime réactionnaire basé sur une exploitation renforcée du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, qui fera peser sur leurs épaules tout le fardeau de la crise. »

Les mots d'ordre sont ainsi, dans un contexte

d'hyper-inflation, le monopole du commerce extérieur, la nationalisation des banques et des monopoles de fait, l'annulation de toutes les dettes de guerre, l'échelle mobile des salaires pour suivre la hausse des prix... La CGTU passe de 512 000 cartes en 1925 à 542 000 en 1926 et la SFIC dirige la plupart des grandes grèves (Château-Regnault, Laroque-d'Olmes, Dunkerque...) mais également des grèves de solidarité, comme celle en soutien à la grève générale des ouvriers et des mineurs en Angleterre, qui rassemble le 9 août 1926 100 000 mineurs sur 300 000.

La Jeunesse Communiste arrive à largement mobiliser contre les périodes de réserve de l'armée, avec des mouvements dans tout le pays, au point que le 22 avril 1927, à Constantine, le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut s'exclame : « Le communisme, voilà l'ennemi ! » Les affrontements sont fréquents, dont l'un des plus marquants est celui du 23 août 1927, lors des manifestations contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti aux USA. A Paris plus de 80 000 personnes, tantôt dispersées tantôt groupées en colonnes de mille personnes, débordent la police pendant des heures. Il y a très clairement une remontée de la vague populaire, comme en témoignent les chiffres :

Année	Nombre de grèves	Grévistes
1927	443	120,000
1928	943	222,000
1929	1,000	439,000
1930 (dix 1ers mois)	1,627	533,000

C'est dans ce contexte de poussée révolutionnaire qu'est alors décidée la ligne « classe contre classe ». Cette ligne remet en cause celle de la « discipline républicaine » et de la recherche de l'accord avec les directions du Parti socialiste et de la CGT. Cela signifie que lors des élections, la SFIC se maintiendra au second tour si la proposition de « Bloc ouvrier et paysan » est refusée par le candidat socialiste. Mais cela a également des conséquences profondes sur la position du Parti Communiste,

qui devra dès lors systématiquement assumer la position de dirigeant. Une partie importante de la SFIC est rétive à cette tâche, montrant la confiance en soi limitée de la jeune organisation.

D'où vient la ligne « classe contre classe » ? Il s'agit en fait d'une tactique décidée à l'échelle internationale. L'Internationale Communiste décide de celle-ci car la social-démocratie, notamment en Allemagne, est une formidable barrière au communisme, et cela alors que le fascisme ne cesse de grandir. En ce qui concerne la France, le neuvième Comité Exécutif de l'Internationale Communiste devait effectuer la résolution suivante sur la France, en février 1928 : « Le rôle économique de la petite-bourgeoisie ne cesse de diminuer et les forces sociales ont tendance à se polariser toujours davantage dans l'opposition fondamentale de la classe ouvrière et de la grande bourgeoisie.

Les effets de la rationalisation capitaliste, l'offensive contre les salaires, provoquent une accentuation des antagonismes de classe et poussent le prolétariat à la lutte pour la défense de ses conditions de vie. Un processus de radicalisation des masses se poursuit et oblige la bourgeoisie à jeter le masque démocratique et à intensifier la répression patronale et gouvernementale contre le prolétariat et ses organisations de classe.

Ces transformations économiques et sociales ont eu, au cours de ces deux dernières années, des répercussions particulièrement profondes dans la superstructure politique du pays, en particulier dans l'orientation politique des partis traditionnels de la petite-bourgeoisie française.

Le Cartel des Gauches qui, en 1924, se présentait comme un bloc d'opposition de la petite-bourgeoisie et d'une partie de la classe ouvrière à la politique du grand capital, a trahi son programme et ses promesses tout en conservant une phraséologie de « gauche » pour maintenir son influence sur les couches de la petite-bourgeoisie et du prolétariat qui la soutiennent, et a pratiqué en fait une politique de soutien actif de toute la politique

d'oppression et d'exploitation de l'impérialisme français, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Le Parti socialiste et la CGT réformiste, tout en prenant, pour les mêmes raisons, une position d'opposition formelle à l'Union nationale, ont collaboré activement et appuyé toute la politique fondamentale du grand capitalisme français : réorganisation militaire, colonialisme, rationalisation, etc...

La CGT proclame ouvertement sa volonté de collaboration de classe en s'efforçant de s'intégrer à l'État bourgeois par le Conseil national économique. Elle soutient l'effort de rationalisation aux dépens des travailleurs et trahit régulièrement les luttes économiques du prolétariat. La CGT et les socialistes renforcent en même temps leur lutte contre l'URSS et les ouvriers révolutionnaires.

La soi-disant gauche socialiste s'est révélée, au cours de cette période, non comme une opposition irréductible, fidèle aux principes fondamentaux du socialisme, mais davantage comme un groupe s'efforçant de retenir, par sa démagogie, les ouvriers sous l'influence du Parti socialiste et comme une barrière les empêchant de passer au Parti communiste. »

La théorie de la « barrière », voilà sur quoi se fonde la tactique « classe contre classe » ; l'influence de l'expérience allemande est déterminante, les communistes affrontant seuls les nazis, les socialistes empêchant qui plus est une large partie des ouvriers de rejoindre la combat.

Aux élections de mai 1928, la SFIC va donc seule au combat et enregistre un certain progrès, recueillant 1 070 000 voix, soit 200 000 de plus qu'en 1924. Le succès est marquant dans les zones ouvrières : Nord, Rhône, Loire, Alsace-Lorraine... En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, la SFIC lui reconnaît d'ailleurs le droit à l'autodétermination.

Qui plus est, les communistes restent présents au second tour dans 265 circonscriptions, où se reportent 251 794 voix sur les 425 751 du premier tour. Dans les

bastions de la SFIC seulement 9% des voix ne se reportent pas (Seine, Seine-et-Oise, Nord, Rhône, Haute-Vienne, Seine-Inférieure, Ardennes, Gard, Haut-Rhin). Dans les 81 circonscriptions les plus importantes, la SFIC recueille 80% de report des voix du premier tour. C'est indéniablement un succès dans cette épreuve de force.

Mais l'État a bien entendu organisé les élections pour que la SFIC en soit rejetée et, avec le mode de scrutin imposant un découpage « pourri », la SFIC n'a que 14 députés, alors que le SFIO qui a 1 600 000 voix en a 100. Cela n'empêche pas la ligne de se maintenir et aux élections municipales de mai 1929, une année après, les progrès se confirment, avec 115 conseils municipaux contre 70, dont 26 (contre 21 auparavant) dans les villes de plus de 5 000 habitants, des minorités dans 139 (contre 55) conseils municipaux et 107 646 voix (contre 98 400) à Paris.

Mais la question essentielle pour les communistes est celle de la base ouvrière, ou comme l'a formulé le sixième congrès de l'Internationale Communiste, en juillet-août 1928 : « Cette tactique [classe contre classe] modifie la forme, mais ne change nullement le contenu principal de la tactique du front unique.

Le renforcement de la lutte contre la social-démocratie déplace le centre de gravité du front unique vers la base, mais ne diminue nullement, augmente même encore, le devoir des communistes de faire la distinction entre les ouvriers social-démocrates, qui se trompent en toute sincérité, d'une part, et les leaders social-démocrates vils serviteurs de l'impérialisme, d'autre part. » Pour ce faire, les communistes multiplient les initiatives, mais se confrontent automatiquement à l'État. Les manifestations de masse tentées en 1928 ou pour le 1er mai 1929 sont des échecs, dans ce dernier cas ce sont 4 000 arrestations préventives qui ont lieu.

Les forces policières étaient déjà massivement présentes pour le 1er mai 1929. Au mois de juin 1929 il y a 80 000 grévistes et des affrontements

violents pour la libération du secrétaire du syndicat des terrassiers, arrêté après que 20 000 d'entre eux aient fait grève.

Et le 1er août (jour anniversaire de la déclaration de la première guerre mondiale), alors que la SFIC a appelé à la grève pour 11 heures (afin que celle-ci soit vraiment « d'entreprise »), l'État mène des arrestations préventives, lance la police, les gardes mobiles, l'armée ; les affrontements sont nombreux : à l'usine parisienne de Citroën, à Alais, Bezons, Waziers-Douai, Rouen, Nîmes, Troyes, Romilly, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Sète, Audincourt, Anzin...

L'État interdit la direction du Parti Communiste, celles des régions et des rayons ; les locaux du Parti Communiste, de la CGTU et de l'Humanité sont mis à sac par la police. Les dirigeants sont accusés de « complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État » et ne seront libérés qu'en mai 1930.

C'est la première grande expérience de l'illégalité par la SFIC, qui appelle une souscription qui est un immense succès, et des comités de défense de l'Humanité se forment, la plupart du temps spontanément (350 à Paris rien qu'en automne 1929). Il s'ensuit également une épuration de ceux qui trouvent que les choses vont trop loin et notamment des « six » (Louis Sellier, Jean Garchery, Charles Joly, Louis Castellaz, Camille Renault, Louis Gélis) qui formeront l'éphémère « parti ouvrier et paysan » qui rejoindra le « parti socialiste-communiste » pour fonder le « parti d'unité prolétarienne », qui rejoindra la SFIO en juin 1937).

Le même phénomène se déroule face à l'importante minorité de la CGTU qui a pris le nom de « Ligue syndicaliste », dont le dirigeant syndicaliste révolutionnaire Maurice Chambelland affirme : « Nous avons encore devant nous au moins 40 années de paix sociale », il n'y a pas de radicalisation des masses, le 1er août est une aventure, la politique de la CGTU nous mène à l'illégalité, en particulier est

dangereuse sa dépendance complète du Parti communiste.

Avec la ligne « classe contre classe » le Parti apparaît comme le Parti de l'insurrection, il a acquis une stature forte, indépendante, une identité très claire.

Dans un document d'époque de l'armée, intitulé Note sur la défense de la Région parisienne contre l'ennemi intérieur en temps de guerre, analysant les positions communistes dans la région parisienne, il est parlé d'insurrection assurée en cas de guerre, de « 260 000 insurgés véritables » à prévoir, en raison d'une « classe ouvrière plutôt campée qu'installée, mélangée à des déracinés de toutes origines – étrangers, gens de couleur... L'agglomération parisienne présente ainsi une répartition sociale donnant à la révolution l'avantage d'un véritable encerclement apriorique des organes du pouvoir. »

En cas d'insurrection, l'armée prévoit « un îlot central, véritable citadelle de l'agglomération parisienne, situé à l'intérieur de Paris, renfermant les ministères de guerre [guerre, marine et air], l'Hôtel de Ville, la Banque de France, le Central des PTT, de la DAT, le poste de TSF de la Tour Eiffel, la prison du Cherche-Midi... avec en son milieu, un réduit comprenant les Invalides et l'École militaire, à la fois siège du commandement, de ses réserves et de l'ultime défense. »

3. Document : « Front rouge » d'Aragon

De nombreux jeunes intellectuels vont sympathiser avec la SFIC, notamment ceux organisés dans la mouvance du surréalisme. Les motivations sont diverses et parfois ne dureront pas : Drieu La Rochelle deviendra vite un fasciste, Julien Gracq un auteur mystique conservateur, André Breton rejoindra le trotskysme.

D'autres auront un engagement plus durable, comme Tristan Tzara, Paul Eluard ou Louis Aragon, qui sera le premier à rompre totalement avec le surréalisme (au grand dam d'Eluard, qui

rejoindra par la suite pareillement le Parti Communiste et chantera Staline). La série de poèmes en l'honneur de la SFIC, dont voici des extraits, vaudra à Aragon d'être inculpé pour « incitation des militaires à la désobéissance » ainsi que « provocation au meurtre ».

Extrait de Front rouge :

« Une douceur pour mon chien
 Un doigt de champagne Bien Madame
 Nous sommes chez Maxim's l'an mil neuf
 cent trente
 On met des tapis sous les bouteilles
 pour que leur cul d'aristocrate ne se
 heurte pas aux difficultés de la vie
 [...]
 Il y a des fume-cigarettes entre la
 cigarette et l'homme
 [...]
 Les journées sont de feutre
 les hommes de brouillard
 Monde ouaté sans heurt
 [...]
 Et puis les bonnes oeuvres font traîner des
 robes noires
 dans des escaliers je ne vous dis que ça
 La princesse est vraiment trop bonne
 Pour la reconnaissance qu'on vous en a
 À peine s'ils vous remercient
 C'est l'exemple des bolchéviques
 Malheureuse Russie
 L'U.R.S.S.
 L'U.R.S.S. ou comme ils disent S.S.S.R.
 S.S. comment est-ce S.S.S.
 S.S.R. S.S.R. S.S.S.R. oh ma chère
 Pensez donc S.S.S.R.
 Vous avez vu les grèves du nord
 Je connais Berck et Paris-Plage
 Mais non les grèves S.S.S.R.
 S.S.S.R. S.S.S.R. S.S.S.R.
 [...]
 Paris il n'y a pas si longtemps
 que tu a vu le cortège fait à Jaurès
 et le torrent Sacco-Vanzetti
 Paris tes carrefours frémissent encore de
 toutes leurs narines
 Tes pavés sont toujours prêts à jaillir en

l'air
 Tes arbres à barrer la route aux soldats
 [...]
 Pliez les réverbères comme des fétus de pailles
 Faites valser les kiosques les bancs les fontaines Wallace
 Descendez les flics
 Camarades
 descendez les flics
 Plus loin plus loin vers l'ouest où dorment les enfants riches et les putains de première classe
 Dépasse la Madeleine Proletariat
 Que ta fureur balaye l'Élysée
 Tu as bien droit au Bois de Boulogne en semaine
 Un jour tu feras sauter l'Arc de triomphe
 Proletariat connais ta force
 connais ta force et déchaîne-la
 [...]
 Feu sur Léon Blum
 Feu sur Boncour Frossard Déat
 Feu sur les ours savants de la social-démocratie
 Feu feu j'entends passer
 la mort qui se jette sur Garchery
 Feu vous dis-je
 Sous la conduite du parti communiste
 SFIC
 [...]
 J'assiste à l'écrasement d'un monde hors d'usage
 J'assiste avec enivrement au pilonnage des bourgeois
 [...]
 Je chante la domination violente du Proletariat sur la bourgeoisie
 pour l'anéantissement de cette bourgeoisie
 pour l'anéantissement total de cette bourgeoisie
 [...]
 L'éclat des fusillades ajoute au paysage
 une gaieté jusqu'alors inconnue
 Ce sont des ingénieurs des médecins qu'on exécute
 Mort à ceux qui mettent en danger les conquêtes d'Octobre

Mort aux saboteurs du Plan Quinquennal
 [...]
 À vous Jeunesses communistes
 [...]
 Dressez-vous contre vos mères
 Abandonnez la nuit la peste et la famille
 Vous tenez dans vos mains un enfant rieur
 un enfant comme on n'en a jamais vu
 Il sait avant de parler toutes les chansons de la nouvelle vie
 Il va vous échapper Il court Il rit déjà
 Les astres descendent familièrement sur la terre
 C'est bien le moins qu'ils brûlent en se posant
 la charogne noire des égoïstes
 [...]
 Les yeux bleus de la Révolution
 brillent d'une cruauté nécessaire
 SSSR SSSR SSSR SSSR
 [...]
 Voici la catastrophe apprivoisée
 voici docile enfin la bondissante panthère
 l'Histoire menée en laisse par la Troisième Internationale
 Le train rouge s'ébranle et rien ne l'arrêtera
 [...]
 Le train s'emballer vers demain
 SSSR toujours plus vite SSSR
 [...]
 C'est le chant de l'homme et son rire
 C'est le train de l'étoile rouge
 qui brûle les gares les signaux les airs
 SSSR Octobre octobre c'est l'express
 Octobre à travers l'univers SS
 SR SSSR SSSR SSSR SSSR »

Extrait de Prélude au temps des cerises :

« [...]

 Il s'agit de préparer le procès monstre

 d'un monde monstrueux

 Aiguisez demain sur la pierre

 Préparez les conseils d'ouvriers et soldats

 Constituez le tribunal révolutionnaire

 J'appelle la Terreur du fond de mes

poumons
 [...]

Je chante le Guépéou qui se forme
 en France à l'heure qu'il est
 Je chante le Guépéou nécessaire de France
 Je chante les Guépéous de nulle part et de partout
 Je demande un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
 Demandez un Guépéou pour préparer la fin d'un monde
 pour défendre ceux qui sont trahis
 pour défendre ceux qui sont toujours trahis
 Demandez un Guépéou vous qu'on plie et vous qu'on tue
 Demandez un Guépéou
 Il vous faut un Guépéou
 Vive le Guépéou figure dialectique de l'héroïsme
 [...]

Vive le Guépéou véritable image de la grandeur matérialiste
 Vive le Guépéou contre dieu chiappe et la Marseillaise
 Vive le Guépéou contre le pape et les poux
 Vive le Guépéou contre la résignation les banques
 Vive le Guépéou contre les manoeuvres de l'Est
 Vive le Guépéou contre la famille
 Vive le Guépéou contre les lois scélérates
 Vive le Guépéou contre le socialisme des assassins du type
 Caballero Bancour Mac Donald Zoergibel
 Vive le Guépéou contre tous les ennemis du Proletariat
 VIVE LE GUÉPÉOU »

4e partie : Face à la montée du fascisme en France

1. « Que les bouches s'ouvrent »

La SFIC a réussi son pari : elle a réussi à se transformer en un parti de cadres qui dispose maintenant d'une audience certaine et également d'une forte expérience. Le Parti Communiste possède également un dispositif

clandestin de planques, d'imprimeries, des moyens financiers à l'abri d'une saisie, avec des dirigeants inconnus des services de police.

Le système est efficace : à son arrestation en 1929, Maurice Thorez était dans l'illégalité depuis deux années déjà. Mais une telle pratique militaire ne va pas sans une grande pression à l'intérieur de ses structures, notamment face à l'énorme répression exercée par l'État.

Celle-ci, pour l'année 1929, consiste notamment, si l'on ne compte pas les nombreuses attaques paramilitaires ou fascistes, 1127 poursuites, 597 condamnations totalisant 260 années de prison, amendes de plus d'un million de francs de l'époque. Les problèmes se cristallisent alors dans la plus grande crise que la SFIC vit depuis sa naissance. Profitant de la vague d'arrestations, Henri Barbé et Pierre Célor mettent véritablement la main sur la direction de l'organisation.

De décembre 1929 à juillet 1930, le Comité central de la SFIC ne se réunit même pas et les directives sont prises de manière administrative. Une ligne ultra sectaire prédomine avec, notamment, de retentissantes bagarres entre socialistes et communistes à Lens, Paris, Champigny. Le Parti se replie sur lui-même et les chiffres parlent d'eux-mêmes : celle-ci a 333 000 adhérents en 1921, 431 000 en 1927 mais retombe à 322 000 en 1931. L'Humanité perd 30 000 lecteurs entre 1929 et 1930, tombant à 150 000 ; la SFIC perd, elle, de nombreux adhérents, tombant à 38 000 au début de 1930 puis entre 25 000 et 30 000 membres en 1931.

Cette tendance n'est pas propre à la SFIC, elle est en fait internationale et l'Internationale Communiste lui donne le nom de « trotskysme ». 1929 a en effet été « l'année du grand tournant » en Russie et, depuis, sont combattues les tendances dites de « gauche » qui, selon Staline et, avec lui, la majorité de l'Internationale Communiste ainsi que du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchévik), forment une alliance objective avec la contre-révolution mondiale.

Cette période est marquée par un saut qualitatif dans l'Internationale Communiste, qualifiée de « stalinisation » par le courant trotskyste et de « passage au totalitarisme » par les historiens comme ceux du « Livre noir du communisme ».

Les Partis Communistes deviennent en effet des organisations militarisées et le centralisme démocratique est mis au centre du processus. La direction n'est plus simplement censée refléter les positions de la base, mais aller de l'avant ; les cadres sont alors triés sur le volet et le poste de secrétaire général acquiert une nouvelle signification.

En France, c'est le jeune ouvrier du Pas-de-Calais Maurice Thorez qui devient secrétaire général du Parti Communiste en 1930, à 30 ans. Celui-ci obtient un large succès aux élections du poste de député de Belleville, avec 4256 voix contre 1673 à la SFIO qui a mené une vigoureuse campagne anticommuniste et 3445 voix à la droite. Battu au second tour avec 4911 voix contre 5404, Thorez s'impose comme une véritable figure combative.

Se généralise également dans la SFIC la pratique de « l'autobiographie » : chaque militant doit établir son parcours personnel, une critique essentielle pour une organisation de combat mais au véritable cœur de la critique du « stalinisme ». La direction exige des comptes de la base, comme en témoigne également le principe de Lettre aux ouvriers socialistes que chaque cellule d'entreprise doit écrire, en analysant précisément la situation de l'entreprise, le rapport de forces entre socialistes et communistes, les revendications pouvant mobiliser les masses.

Et finalement Henri Barbé et Pierre Célor sont démis de leurs responsabilités, accusés d'avoir formé un « groupe » afin de maintenir la domination de leur ligne. Henri Barbé ira fonder l'organisation fasciste « parti populaire français » en 1934 et sous l'occupation rejoindra les collabos du « Rassemblement National Populaire », pour écrire après la guerre dans la

revue anticommuniste Est-Ouest et devenir un intellectuel catholique conservateur. Pierre Célor deviendra pareillement un catholique traditionaliste écrivant dans « Est-Ouest » après avoir rejoint le « parti populaire français » pendant l'occupation allemande.

Maurice Thorez débloque alors totalement la situation, avec une série d'articles qui en août et septembre 1931 façonne une nouvelle identité : « Pas de mannequins », « Que les bouches s'ouvrent », « Enfin on va discuter », « Jetons la pagaïe. » Une nouvelle rubrique s'ouvre dans l'Humanité : « Sous les feux de la critique ».

Pour contrer le sectarisme et replacer la tactique « classe contre classe » dans le droit chemin, d'intenses campagnes sont menées afin de gagner les couches populaires du Parti socialiste. Celui-ci n'est plus considéré comme un bloc réactionnaire homogène à l'instar de l'époque de la domination idéologique du « groupe Barbé-Célor ».

Au contraire, on en revient à la ligne du front unique par la tactique « classe contre classe. » Thorez est l'artisan essentiel du retour à cette position, qu'il avait notamment présentée dans La tactique du front unique (1930) :

« La politique socialiste est déterminée par les éléments petits-bourgeois qui dirigent effectivement le Parti socialiste, là même où les sections groupent une majorité d'ouvriers. Cette politique recherche et réalise la collaboration socialiste à toutes les entreprises décisives de la bourgeoisie impérialiste. »

Ce véritable redressement de la SFIC va jouer un rôle énorme vu le contexte du moment. La crise de 1929 bouleverse en effet l'économie des pays capitalistes et bouleverse encore davantage l'équilibre déjà précaire de la société française. De 1929 à 1934 la masse des salaires diminue d'un tiers. Les cours de la viande, du blé et du vin s'effondrent de 50% à la production et les petits exploitants s'effondrent dans les campagnes.

Dès 1932, le nombre de faillites est multiplié par deux. Sur une base de 100 en 1929, la

production industrielle est de 76 en 1932. Dans ce contexte, les communistes s'attendent à une poussée de la lutte de classe, mais également à un renforcement du fascisme : « La nouvelle aggravation, résultant de la crise économique, des principales contradictions du capitalisme, qui eut tout d'abord sa répercussion sur les points les plus faibles, le mécontentement croissant des grandes masses, l'influence grandissante du communisme, le prestige accru du pays de la dictature prolétarienne, tout cela conduit la bourgeoisie à utiliser toujours plus ouvertement l'appareil de la violence de sa dictature, d'une part, et amène, d'autre part, à une poussée révolutionnaire croissante... » (Thèse de la onzième assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale Communiste, avril 1931).

Thorez est alors l'homme de la situation vu son interprétation correcte du front unique à la base. Le septième Congrès du Parti Communiste (11-19 mars 1932) lance ainsi un Manifeste aux ouvriers, aux paysans, à tous les travailleurs ! : « Pour cette lutte quotidienne acharnée, le Parti Communiste appelle tous les ouvriers, tous les travailleurs à s'unir dans des Comités de lutte, dans des Comités du Bloc Ouvrier et Paysan, à entrer nombreux dans ses rangs et dans les syndicats unitaires. Il tend fraternellement la main aux ouvriers socialistes et les appelle à lutter en commun avec les ouvriers communistes contre la bourgeoisie dont la politique anti-ouvrière est soutenue par le Parti socialiste. »

La situation en 1932 marque indéniablement une large amélioration : la SFIC a 34 580 adhérents, contre 30 743 en 1931. Ceux-ci sont organisés dans 1419 cellules locales et 474 cellules d'entreprises, dont 563 pour le Nord et 292 pour la région parisienne. A côté de ses bastions, on trouve toutefois des régions industrielles comme la Garonne où il n'y a que sept cellules d'entreprises, ou encore les régions de l'Est et de la Basse-Seine, où il n'y en a aucune. Et aux élections législatives des 1er et 8 mai 1932, le scrutin d'arrondissement majoritaire dessert gravement le Parti

Communiste, qui avec 784 844 voix en a 280 000 de moins qu'en 1928.

Thorez assoit sa direction en l'emportant dans une circonscription comprenant Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine, Choisy-le-Roi, Orly et Thouais. Mais l'obstacle principale reste la SFIO, qui paralyse les masses et soutient de juin 1932 à février 1934 les gouvernements radicaux qui font payer la crise à la classe ouvrière, aux fonctionnaires dont le traitement est diminué...

Le Parti Communiste décide alors de générer différents organismes. Dès 1930 une note du Bureau Politique du Parti Communiste destinée aux « intéressés » explique :

« La tentative que nous faisons est inédite en France. Il s'agit de grouper et d'organiser au sein du Parti les chercheurs et les écrivains marxistes, d'en former de nouveaux, de créer une base à la science marxiste. »

Le mouvement se lance, il donnera naissance à la Commission scientifique du Cercle de la Russie neuve, à l'Académie matérialiste en juillet 1933, qui deviendra le Groupe d'Etudes Matérialistes, l'Université Ouvrière dirigée par Georges Politzer.

Il y a pareillement la naissance en 1931 de la Fédération du Théâtre Ouvrier Français, dont fera partie le « Groupe Octobre » dont le principal acteur était Jacques Prévert ou encore la « Phalange théâtre » appelé également « Phalange Bellevilloise », dont la pièce « Bougres de Nha-Qué » dénonçant la colonisation en Indochine fut interdite en 1933. Les groupes de théâtre ont une énorme signification pour l'agit-prop communiste ; la SFIC profite en fait des riches expériences du Parti Communiste d'Allemagne.

Le 25 octobre 1932, les deux organisations font un communiqué commun et le 31 octobre le secrétaire général du Parti Communiste d'Allemagne, Ernst Thälmann, est applaudi par 10 000 personnes. En janvier 1933, à la veille de la prise du pouvoir par les nazis, Maurice Thorez tient un discours à Berlin sur la tombe de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Existera également par la suite un Comité Thälmann, fondé à Paris en mars 1934, qui dès sa première année publie 20 000 brochures, 10 000 partitions du Chant de Thälmann, et produit 30 000 insignes, 32 000 cartes postales, trois publications d'un tirage total de 15 000 exemplaires, 260 000 tracts, 15 600 affiches... Ses meetings rassembleront 100 000 personnes tout au long de l'année 1935, il organisera un contre-tribunal avec 300 juristes, lâchera des centaines de ballons sur l'Allemagne, avec inscrits dessus « Liberté pour Thälmann » en allemand...

Cette solidarité internationaliste joue un rôle essentiel dans la culture communiste, qui informe de manière ininterrompue sur la guerre impérialiste, notamment contre la Chine. La lutte contre la guerre impérialiste est un leitmotiv de la propagande de la SFIC. Une ligue anti-impérialiste avait déjà été fondée en 1927 et un appel à la convocation d'un congrès mondial contre la guerre, est publié le 22 mai 1932 par Henri Barbusse et Romain Rolland. Des manifestations ont lieu en juillet et à Paris se tient un Congrès ouvrier et paysan contre la guerre, présidé par Pierre Sénard, avec 2000 délégués et 1000 invités des entreprises, dont des travailleurs socialistes.

Du 27 au 29 août se tient alors à Amsterdam le Congrès mondial contre la guerre, avec 38 nationalités représentées et des conférences particulières organisées pour différentes catégories (femmes, jeunes, ouvriers des industries de guerre et de transport, enseignants, anciens combattants, écrivains, médecins). Le 11 novembre, 40 000 manifestants se retrouvent contre la guerre à Vincennes en banlieue parisienne.

Au début de 1933, on compte 400 comités ; trois fédérations socialistes, des Côtes-du-Nord, de l'Ariège et des Landes, ainsi que 141 sections socialistes y participent. Début juin, à l'initiative de l'Internationale Syndicale Rouge, a lieu à la salle Pleyel à Paris le Congrès ouvrier européen antifasciste. Finalement le Congrès de

Pleyel et celui d'Amsterdam fusionnent pour donner le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, dit « Amsterdam-Pleyel » et présidé par Barbusse. Celui-ci est alors la grande figure intellectuelle du Parti Communiste. Barbusse animait déjà l'Association républicaine des Anciens Combattants (ARAC) ainsi que le mouvement Clarté, du nom de son second roman de guerre, qui regroupe des intellectuels progressistes en France et à l'étranger, puis l'hebdomadaire Monde en juin 1928 (qui durera jusqu'en 1935). Très proche des dirigeants soviétiques, il est pressé par ceux-ci d'organiser les intellectuels, ce qui aboutit à la naissance de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), section française de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires.

Sa fondation est annoncée au septième congrès du Parti Communiste, Paul Vaillant-Couturier y déclarant : « Acceptez notre plume si peu qu'elle vaille. Placez-la tout à côté de votre marteau et de votre faucille et soyez assurés que le jour où posant vos outils vous prendrez vos fusils, nous jetterons notre plume et courrons avec vous défendre cette barricade que nous aurons contribué à édifier ensemble. » Le programme de l'AEAR, c'est celui du « front culturel rouge », qui a comme but de « grouper à la fois des intellectuels petits-bourgeois qui veulent se mettre au service de la classe ouvrière et les éléments ouvriers assoiffés de culture et d'expression artistique ou littéraire de leur vie. Il les groupe sur la base du matérialisme dialectique. »

L'AEAR éditera la revue Commune, qui publiera des auteurs et informera des positions soviétiques sur la littérature. Il ne faut pas oublier dans ce cadre la « fête de l'Huma », devenue une tradition depuis 1930 où elle s'est tenue au parc Sacco et Vanzetti à Bezons. Mais la ligne de Barbusse – faire participer les sociaux-démocrates à Monde – heurte très largement la direction du Parti Communiste, amenant de larges frictions avant que l'Internationale Communiste – dont Barbusse

était une importante figure – ne chapeaute le tout, au profit de Barbusse.

Le point culminant de ce mouvement sera le congrès international des écrivains à la salle de la Mutualité à Paris en juin 1935. Y participent des écrivains antifascistes de 38 pays, avec une centaine d'intervenants et 230 délégués. On y retrouve André Gide, Romain Rolland, Julien Benda, Robert Musil, Aldous Huxley, Ilya Ehrenbourg, André Malraux, Max Brod, Klaus Mann, Johannes Becher, Alexei Tolstoï, Waldo Frank, Henri Barbusse, Alfred Kantorowicz, Gaetano Salvemini, Lion Feuchwanger, Heinrich Mann, Tristan Tzara, Ernst Bloch, Louis Aragon, Gustav Regler, Sophia Wadia, Jean Guéhenno, Boris Pasternak, Isaak Babel, René Crevel, Georges Dimitrov, Forster, Georges Friedmann, Ivan Luppol et, bien entendu Bertolt Brecht, qui expliquera que « La barbarie ne provient pas de la barbarie, mais des affaires qu'on ne peut plus faire sans elle. »

Le Congrès a une grande signification dans la lutte antifasciste, puisqu'il donne la parole aux écrivains exilés, à la littérature clandestine, Jan Petersen venant même d'Allemagne muni d'une fausse barbe et de lunettes noires où il menait clandestinement la lutte, en tant que responsable de l'Union des écrivains prolétariens d'Allemagne. Le congrès amène la fondation de l'Association internationale des écrivains pour la défense de la culture, qui organisera une conférence des écrivains à Londres en 1936 avec un projet de « nouvelle encyclopédie », puis un autre congrès en juillet 1937 à Valence, puis Madrid, Barcelone et Paris, pour la défense de la culture alors que la République espagnole est aux prises alors avec les hordes fascistes.

Une dernière conférence aura lieu à Paris en 1938. Le Congrès amène également la rupture définitive avec les surréalistes, dont le chef de file Breton fait tout pour saboter le congrès, arguant que le terme de « culture » ne veut rien dire. Il préfigure également les progrès du front unique antifasciste, que malheureusement Henri Barbusse ne verra pas, puisqu'il meurt le 30

août 1935. Cinq cent mille personnes participent à ses obsèques au Père-Lachaise.

2. Le front antifasciste

Le fascisme était depuis des années déjà l'un des thèmes centraux de la SFIC, et il n'y a rien d'étonnant à ce que les progrès du fascisme en France aient été compris, avec une attention d'autant plus particulière après la victoire nazie en Allemagne. La SFIC s'engage dans un combat culturel, s'attachant à « étudier et déceler les particularités » de la situation en France, « afin de pouvoir combattre efficacement les voies du fascisme en France. » (Maurice Thorez, La situation actuelle en France les tâches du Parti Communiste, décembre 1933). La SFIC profite également d'un large avantage sur le Parti Communiste d'Allemagne, pays où avait eu lieu de multiples insurrections communistes, écrasées entre autres par la social-démocratie. Pareillement, en Autriche les socialistes laisseront vaincre le putsch fasciste en 1934 malgré leur supériorité numérique et militaire, plutôt que de s'allier aux communistes.

Tel n'est pas le cas en France, ni dans la république espagnole, où la base socialiste est moins sous le contrôle de directions socialistes qui « en retenant les ouvriers de l'action révolutionnaire contre l'offensive du capital et contre le fascisme croissant, jouent le rôle d'un bouclier derrière lequel les fascistes ont la possibilité d'organiser leurs forces et fraient la voie à la dictature fasciste. » (Résolution de la douzième assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale Communiste)

L'Internationale socialiste avait ainsi rejeté l'appel fait par l'Internationale Communiste « pour la lutte commune des travailleurs socialistes et communistes », fait en mars 1933 au moment de la victoire nazie. Pareillement, la SFIO, rejettera, Léon Blum s'en chargeant le 8 mars via un article dans Le Populaire, l'appel de la SFIC fait le 6 mars aux travailleurs socialistes et à la commission administrative permanente de la SFIO pour une lutte commune et

l'engagement de cesser toutes critiques contre les organisations socialistes participantes.

La SFIC va donc se retrouver seule en première ligne face au fascisme. Un fascisme français qui, aux yeux de l'écrasante majorité des historiens français du début du 21ème siècle, n'aurait jamais existé. En pratique, c'est pourtant bien plutôt le contraire qui est vrai, les fascistes italiens ou même allemands ayant massivement puisé dans les théoriciens français, autant pour le racisme que pour le culte national-syndicaliste de la violence.

Les troupes fascistes sont très nombreuses et disposent de multiples organisations : Solidarité française et ses chemises bleues, l'Action Française et ses camelots du roi (60 000 membres), les Jeunesses Patriotes (65 000 membres en 1926, 100 000 en 1934) composées d'équipes de cogneurs, la Ligue des Patriotes, les Croix de Feu (60 000 membres à la fin 1933, 150 000 en 1934, 400 000 en 1935)...

Les fascistes ont l'habitude du coup de poing, comme le montre le « cortège national de Jeanne d'Arc » d'avril 1925 qui a lieu malgré l'interdiction et fait 118 policiers et 150 camelots blessés, 220 étant arrêtés. Ils pratiquent très largement la démagogie « anticapitaliste » et mènent des actions « populaires » : assistance sociale, entraide matérielle, soupes populaires, maisons de convalescence, foyers de jeune, colonies de vacances, chorales, groupes de théâtre...

C'est dans cette atmosphère pesante que la SFIC dirige la lutte, la vague de grèves reprenant vigueur, notamment celle des usines Citroën qui dure de la fin mars au 9 mai, avec un comité de grève de 120 représentants des travailleurs. De nombreuses marches de la faim sont organisées par des chômeurs, avec notamment la grande marche des chômeurs de Saint-Nazaire sur Nantes et celle de ceux du Nord sur Paris.

Les travailleurs socialistes se rapprochent parfois des communistes, notamment avec la Fédération socialiste des Vosges qui signe un

manifeste critiquant le refus de l'unité de la social-démocratie en Allemagne et en France, ou encore dans le cadre de la grande campagne internationale de soutien au communiste bulgare Dimitrov, accusé par les nazis de l'incendie du Reichstag, et qui sera finalement acquitté.

Une figure du rapprochement entre socialistes et communistes est Jean Zyromsky, fondateur du comité d'action socialiste pour l'Espagne, pays où il ira onze fois entre 1936 et 1939 ; il deviendra lui-même communiste en 1945. A l'été 1933, la tendance représentée par Zyromsky au sein des socialistes a 300 mandats sur 3500 et s'oppose directement au courant dit « néo-socialiste », qui considère que les classes moyennes remplacent la classe ouvrière comme protagoniste révolutionnaire. Cette tendance finira dans le camp du fascisme.

C'est avec une large compréhension des contradictions au sein des socialistes que la SFIC lance son « Appel du comité central aux ouvriers socialistes », dans l'Humanité du 12 novembre 1933 : « Tous ensemble du même côté de la barricade, pour défendre notre salaire, pour la diminution de la journée de travail, pour l'allocation de chômage, pour de véritables assurances sociales, contre le fascisme et la guerre impérialiste, pour la libération de notre classe. »

L'occasion d'éprouver cette tendance à l'unité va alors arriver à l'« affaire Stavisky », le suicide du « beau Sacha » - le Canard enchaîné de l'époque titra « Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Voilà ce que c'est que d'avoir le bras long » - révélant un énorme scandale financier et donnant un prétexte aux ligues fascistes pour un passage à l'action, surtout que le préfet de police de Paris, Jean Chiappe, réputé pour son indulgence pour l'extrême-droite, est limogé. Le 6 février 1934 les ligues se lancent à l'assaut du parlement protégé par la police sur le pont de la Concorde ; les affrontements font 17 morts et 2309 blessés.

L'impression sur la gauche est énorme. Les

socialistes lancent le jour même le mot d'ordre « Mobilisation du Parti ! Tout le pouvoir aux travailleurs ! » (Le Populaire, 6 février 1934). Le 7 février au matin ils décident d'une manifestation pour le lendemain, l'annulant l'après-midi même après une entrevue avec le président Doumergue où celui-ci a expliqué qu'il ne l'autoriserait pas.

Ce sont les communistes qui vont assumer le combat, seuls, mais rejoints par la base socialiste. Le soir du 6 février, Maurice Thorez lançait déjà à la Chambre des députés venant d'être assiégré un appel « à tous les prolétaires et à nos frères les ouvriers socialistes pour qu'ils viennent dans la rue chasser les bandes fascistes. » L'appel lancé dans l'Humanité du 8 février 1934 est explicite : « Travailleurs communistes, socialistes, unitaires, confédérés, sans-parti, rassemblez-vous dans vos usines, dans vos localités, venez ensemble à la manifestation ! A l'exemple des syndicats unitaires qui proposent la préparation immédiate d'une grève de 24 heures, réalisez dans toutes les usines, bureaux, dépôts, chantiers, votre front unique d'action ! Organisez la grève politique de masse ! (...) Travailleurs socialistes, votre salut comme le nôtre, comme celui de toute la classe ouvrière, est dans notre action commune. Celle-ci peut et doit se réaliser sur les mots d'ordre de classe de la manifestation de vendredi. »

Malgré les fascistes et les rafles préventives de la police, on se bat toute la soirée du 9 février, de la place de la République à la gare de l'Est. 50 000 travailleurs manifestent, souvent rejoint par des socialistes qui abandonnent leurs permanences où la direction avait pourtant exigé qu'ils restent. Les affrontements se prolongent dans la nuit, avec un bilan terrible et toujours ignoré des livres d'histoire : 6 morts, 60 blessés par les balles de la police et 1000 par les matraques et les mousquetons.

L'impact est si grand dans la classe ouvrière que la CGT qui refusait tout contact avec les communistes est obligée d'appeler à rejoindre la grève du 12 février, à laquelle participent

finalement 4 500 000 travailleurs. Des milliers de manifestations ont lieu dans tout le pays. Le 17 février, 200 000 travailleurs participent aux obsèques de ceux tombés le 9. Les affrontements avec les fascistes sont ininterrompus jusqu'en juin ; 11 antifascistes tomberont encore.

La tension est perceptible : le 20 avril 40 000 travailleurs et fonctionnaires manifestent à Paris et des dizaines de milliers dans le reste du pays, puis 30 000 à Paris le 1er mai malgré les provocations policières qui amènent même à des affrontements dans les cités populaires d'Alfortville et du XIIIème arrondissement de Paris. Et si les socialistes refusent la proposition du mouvement Amsterdam-Pleyel concernant la lutte commune contre le fascisme, une forte minorité se dégage, avec 1301 mandats contre 2324, en faveur de « l'unité d'action sur des bases révolutionnaires avec les communistes. »

La SFIC tient alors sa conférence nationale à Ivry, du 23 au 26 juin 1934, avec comme thème à l'ordre du jour l'organisation du front unique de lutte antifasciste, au moment où s'expriment dans la CGT de larges mouvements de base allant dans le sens de l'union.

La résolution de la conférence affirme ainsi : « Le Parti Communiste travaille sincèrement à l'organisation de front unique de la lutte antifasciste. Il réprovoque ceux qui considèrent le front unique comme une manoeuvre. Il veut réellement le front unique pour défendre les revendications des masses laborieuses et pour barrer la route au fascisme et à la guerre. Des hommes comme Treint, pour qui la tactique du front unique consistait à « plumer la volaille », ont été exclus du Parti Communiste pour une pareille orientation et ont trouvé un refuge auprès du contre-révolutionnaire Trotsky avant de passer à la social-démocratie. Le scissionniste Doriot prend la même voie lorsqu'il considère le front unique comme une manoeuvre, lorsqu'il escompte un refus du Parti Socialiste qu'il espère utiliser pour « plumer la volaille ». »

La stratégie est expliquée de cette manière : « Les fascistes luttent contre la « démocratie »

bourgeoise pour sa destruction. Les communistes, eux, luttent contre toutes les formes de la « dictature bourgeoise », même lorsque cette dictature revêt la forme de la démocratie bourgeoise. Mais les communistes ne se désintéressent jamais de la forme que revêt le régime politique de la bourgeoisie.

Ils démasquent, d'une manière concrète, le processus de la dégénérescence réactionnaire de la démocratie bourgeoise frayant la voie au fascisme. Mais ils ont défendu, défendent et défendront toutes les libertés démocratiques conquises par les masses elles-mêmes, et en premier lieu tous les droits de la classe ouvrière.

Ce qui constitue la différence de principe entre les communistes et les socialistes dans cette question, c'est le fait que les socialistes, sous prétexte de défense de la démocratie et de la République, aboutissent à la défense de la dictature de classe de la bourgeoisie. Les communistes défendent les libertés démocratiques conquises par les masses afin de mieux rassembler et organiser ces dernières contre le capital et la dictature de la bourgeoisie. »

Il est également décidé de renoncer à toutes attaques ou critiques contre les organisations socialistes participantes dans la propagande orale ou écrite de l'Humanité, des Cahiers du bolchévisme et de la presse écrite de province. Au discours de clôture Maurice Thorez déclare : « A tout prix nous voulons l'action. A tout prix nous voulons l'unité d'action. »

Mais au-delà de l'unité d'action, un autre aspect se révèle alors dans les positions de Maurice Thorez. Le rapport à la conférence disait ainsi : « Pour vaincre, le mouvement antifasciste doit avoir une base ouvrière solidement enracinée dans l'usine ; la classe ouvrière doit donner l'exemple de la lutte revendicative et parvenir de la sorte à entraîner toutes les autres couches sociales frappées par le capital, car sans les classes moyennes, nous ne saurions vaincre le fascisme. »

C'est-à-dire que Thorez décide d'utiliser une

technique politique, celle de retourner la culture démocratique issue de 1789 contre la bourgeoisie, c'est-à-dire de retourner contre la bourgeoisie de l'époque de l'impérialisme sa propre culture de l'époque démocratique. Alors que, auparavant, les références idéologiques à la révolution bourgeoise de 1789 étaient rejetées comme impropres à l'idéologie prolétarienne, désormais pour des raisons tactiques elles deviennent nécessaires.

A partir de la conférence, le mouvement pour le front unique est irrésistible. Les Jeunesses Communistes et les Jeunesses Socialistes signent un accord sur le plan national, tandis que des initiatives communes ont lieu fédération par fédération pour la SFIC et la SFIO. Ainsi a lieu le 3 juillet un grand meeting de 25,000 travailleurs à Paris à l'appel des sections de chaque parti pour la région Paris-ville. Les mêmes initiatives se développent à Lyon, Marseille...

Et l'Humanité peut affirmer le 10 juillet 1934 : « Chaque jour, un nouveau maillon s'ajoute à la chaîne du front unique. » Date symbolique de la nouvelle ligne, les délégations de la SFIC et de la SFIO se voient le 14 juillet, le conseil national de la SFIO acceptant le lendemain les propositions d'action unie contre le fascisme et la guerre par 3741 voix contre 336 et 67 abstentions. Selon le pacte d'unité d'action socialiste-communiste, qui paraîtra dans l'Humanité du 22 juillet 1934, les deux organisations s'engagent « à organiser en commun et à participer avec tous leurs moyens (organisations, presse, militants, élus, etc.) à une campagne dans tout le pays, et ayant pour but : a) mobiliser toute la population laborieuse contre les organisations fascistes, pour leur désarmement et leur dissolution ; b) pour la défense des libertés démocratiques, pour la représentation proportionnelle et la dissolution de la Chambre [des députés] ; c) contre les préparatifs de guerre ; d) contre les décrets-lois ; e) contre la terreur fasciste en Allemagne et en Autriche, pour la libération de Thaelmann [dirigeant communiste allemand emprisonné] et

de Karl Seitz [dirigeant socialiste autrichien emprisonné] et de tous les antifascistes emprisonnés. »

Le pacte précise également, ce qui est un succès clair pour les communistes par rapport à la position initiale de la social-démocratie : « Cette campagne sera menée au moyen de meetings communs dans le plus grand nombre de localités et d'entreprises, au moyen de manifestations et de contre-manifestations de masse dans la rue, en assurant l'auto-défense des réunions ouvrières, des manifestations, des organisations et de leurs militants... »

3. Document : « Un monde nouveau vu à travers un homme »

Henri Barbusse a synthétisé sa connaissance de l'Union Soviétique, où il avait d'ailleurs des relations personnelles avec de nombreux responsables, dans un document paru en 1935 et intitulé « Staline, un monde nouveau vu à travers un homme. » Ici un extrait du dernier chapitre, « Un homme à la barre », qui montre la conception qui existait alors par rapport à Staline en tant que dirigeant de l'URSS mais également du mouvement communiste international.

« Nous croyons à notre Parti, disait Lénine. Nous voyons en lui l'esprit, l'honneur et la confiance, de notre époque. ». « N'est pas de ce parti qui veut, dit Staline. Il n'est pas donné à chacun d'en affronter les labeurs et les tourments. » Si Staline a foi dans la masse, la réciproque est vraie. C'est un véritable culte que la Russie Nouvelle a pour Staline, mais un culte fait de confiance, et jailli tout entier d'en bas.

L'homme dont la silhouette sur les affiches rouges, se détache, encadrée dans celles de Karl Marx et de Lénine, est celui qui s'intéresse à tout et à tous, qui a fait ce qui est et qui fera ce qui sera. Il a sauvé. Il sauvera. Nous savons bien que selon les paroles mêmes de Staline, « les temps sont révolus où les grands hommes étaient les principaux créateurs de l'histoire ». Mais s'il faut nier le rôle exclusif exercé sur les événements par le « héros », tel que le pose

Carlyle, il ne faut pas contester son rôle relatif. Là aussi, il faut penser que ce qui est pareil, s'obéit.

Le grand homme est celui qui, prévoyant le cours des choses, le devance au lieu de le suivre et, préventivement, agit contre quelque chose, ou agit pour. Le héros n'invente pas la terre inconnue, mais il la découvre. Il sait susciter les vastes mouvements de masses — et pourtant ils sont spontanés —, tellement il en connaît les causes. La dialectique, bien appliquée, tire d'un homme ce qu'il contient — d'un événement aussi. Dans toutes les grandes circonstances, il faut un grand homme, comme une machine centralisatrice. Lénine et Staline n'ont pas créé l'histoire — mais ils l'ont rationalisée. Ils ont rapproché l'avenir.

Nous sommes faits pour faire produire ici-bas le plus de progrès possibles à l'esprit humain, car, en définitive, c'est cela que, pardessus tout, nous sommes les dépositaires : l'esprit. La loyauté de notre passage sur la terre, c'est d'éviter d'entreprendre l'impossible, mais d'aller aussi loin qu'on a de forces, dans la réalisation pratique. Il ne faut pas faire croire aux hommes qu'on les empêchera de mourir. Il faut vouloir les faire vivre pleinement et dignement. Il ne faut pas se jeter corps et âme sur les maux incurables, qui sont de la nature humaine, mais sur les maux guérissables, qui sont d'ordre social. On ne s'élèvera au-dessus de la terre que par des moyens terrestres.

Quand on passe, pendant la nuit, sur la Place Rouge, dans ce vaste décor qui semble se dédoubler : ce qui est de maintenant, c'est-à-dire de la nation de bien des gens du globe, et ce qui est d'avant 1917 (ce qui est antédiluvien) —, il vous semble que celui qui est allongé dans le tombeau central de la place nocturne et déserte, soit le seul qui ne dorme pas au monde, et qu'il veille sur ce qui rayonne tout autour de lui, de villes et de campagnes. C'est le vrai guide — celui dont les ouvriers riaient de constater qu'il était tellement à la fois le maître et le camarade, c'est le frère paternel qui s'est

réellement penché sur tous. Vous qui ne le connaissiez pas, il vous connaissait d'avance, et s'occupait de vous. Qui que vous soyez, vous avez besoin de ce bienfaiteur.

Qui que vous soyez, la meilleure partie de votre destinée, elle est dans les mains de cet autre homme, qui veille aussi sur tous, et qui travaille —, l'homme à la tête de savant, à la figure d'ouvrier, et à l'habit de simple soldat.

5e partie : Le Front populaire

1. Avec les socialistes et les radicaux

La ligne de la SFIC est simple : il s'agit de pousser le front unique le plus loin possible. Mais la seule perspective que se donnent les communistes est celle, non pas de l'arrivée au pouvoir par la voie parlementaire, mais de la fusion avec les socialistes. Tel est le cœur de la stratégie communiste sur le plan international : qu'il n'y ait plus qu'un seul parti de la classe ouvrière. La logique se veut dialectique: puisque la bourgeoisie s'effondre, la classe ouvrière doit être la plus forte possible.

L'Internationale Communiste considère en effet que « la croissance du fascisme et sa victoire attestent non seulement la faiblesse de la classe ouvrière désorganisée à la suite de la politique scissionniste de la social-démocratie fondée sur la collaboration de classe avec la bourgeoisie, mais aussi la faiblesse de la bourgeoisie elle-même, qui tremble devant la réalisation de l'unité de lutte de la classe ouvrière, qui tremble devant la révolution et n'est plus à même de maintenir sa dictature par les vieilles méthodes de la démocratie bourgeoise. » (Résolution du septième congrès, 1935)

Mais Thorez a sa propre interprétation de cette ligne et veut intégrer les classes moyennes dans un vaste « rassemblement populaire ». Voilà pourquoi la SFIC propose le 9 octobre 1934 que le pacte soit ouvert à d'autres forces nouvelles et que soit réalisée l'unité syndicale. Maurice Thorez fait ainsi à Nantes, à la veille du congrès du parti radical, la proposition

d'organiser, « face au front de la réaction et du fascisme, le Front Populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix. » (L'Humanité, 25 octobre 1934).

Le refus socialiste et radical ne change en rien la donne : la SFIC est en première ligne pour affronter les fascistes de l'automne 1934 à l'été 1935, notamment à Amiens et Chartres. Des mouvements d'ouvriers se lancent à Paris, Roanne, Lille, en Lorraine, ainsi que de chômeurs, qui sont également soutenus par les municipalités communistes.

Les petits paysans manifestent en décembre 1934, alors que l'ARAC obtient son admission à la Confédération Générale des Anciens Combattants, qui groupe deux millions et demi d'adhérents et qu'est formée l'Association des Officiers et Sous-Officiers de réserve républicains.

Le Comité de Vigilance antifasciste des Intellectuels voit également son audience s'élargir ; fondé le 5 mars 1934 par Paul Langevin, Professeur au Collège de France et Paul Rivet, Professeur au Muséum, le manifeste expliquait :

« Aux Travailleurs Unis, Par-dessus toute divergence, devant le spectacle des émeutes fascistes de Paris et de la résistance populaire qui seule leur a fait face, nous venons déclarer à tous les travailleurs, nos camarades, notre résolution de lutter avec eux pour sauver contre une dictature fasciste ce que le peuple a conquis de droits et de libertés publiques. Nous sommes prêts à tout sacrifier pour empêcher que la France ne soit soumise à un régime d'oppression et de misère belliqueuses.

Nous flétrissons l'ignoble corruption qu'ont étalée les scandales récents. Nous lutterons contre la corruption ; nous lutterons aussi contre l'imposture. Nous ne laisserons pas invoquer la vertu par les corrompus et les corrupteurs. La colère que soulève les scandales de l'argent, nous ne la laisserons pas détourner par les banques, les trusts, les marchands de canons, contre la République qui est le peuple travaillant, souffrant, pensant et agissant pour son émancipation.

Nous ne laisserons pas l'oligarchie

financière exploiter comme en Allemagne le mécontentement des foules gênées ou ruinées par elle. Camarades, sous couleur de révolution nationale, on nous prépare un nouveau Moyen Âge. Nous, nous n'avons pas à conserver dans le monde présent, nous avons à le transformer, à délivrer l'État de la tutelle du grand capital - en liaison intime avec les travailleurs. Notre premier acte sera de former un comité de vigilance qui se tiendra à la disposition des organisations ouvrières. Que ceux qui souscrivent à nos idées se fassent connaître. »

Un nouveau front est également fondé en 1934, le Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, qui prend la suite de l'Union fraternelle des femmes contre la guerre impérialiste, formée en 1927 et possédant en 1930 74 sections pour 1500 membres. C'est également un témoignage de l'accroissement de l'implication des femmes, surtout dans la jeunesse, avec notamment 73 déléguées sur les 442 du congrès de Marseille de 1935 de la Jeunesse Communiste, et avec le premier congrès en décembre 1936 de l'Union des Jeunes Filles de France, rassemblant 600 déléguées et 9643 adhérentes.

Le 1er mai 1935 les manifestations unitaires socialistes-communistes sont un énorme succès (notamment à Paris, Marseille, Toulouse, Mulhouse, Douai, Tours). Aux élections municipales également en mai, la SFIC a appelé à soutenir les candidats radicaux hostiles au gouvernement là où ils sont en tête au premier tour. A Saint-Etienne il y a même une liste commune fondée sur un programme de Front Populaire alors que dans le Var, lors d'élections partielles, un communiste est élu député en battant au second tour un socialiste du courant « néo-socialiste », preuve que la base socialiste va vers la gauche. En juin 1935, le congrès socialiste de Mulhouse marque la victoire de la ligne en faveur du Front Populaire et le 3 juillet le parti radical décide de se joindre aux socialistes et aux communistes pour faire du 14 juillet une journée de lutte antifasciste.

Celle-ci est un succès notable : 500 000 personnes à Paris, 100 000 à Marseille, 60 000 à

Toulouse, 30 000 à Saint-Nazaire... Partout les manifestants ratifient le « serment du Front Populaire » : « Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine. »

Le choix de la date n'est pas un hasard et révèle le grand écart que fait la SFIC. Au sujet de la politique d'ouverture aux radicaux, Maurice Thorez révélera même dans sa biographie : « Le matin même du meeting de Nantes, je reçus, transmis par le dirigeant d'un Parti frère, le conseil de renoncer à la formule et à l'idée du Front Populaire. Je répondis que je prenais dans quelques minutes le train pour Nantes et que j'y prononcerais le discours appelant les radicaux à l'organisation du Front Populaire, comme le Bureau politique m'en avait donné le mandat. » (Maurice Thorez, *Fils du peuple*, 1960).

Car Thorez va très loin dans la politique d'ouverture et ses positions se cristallisent au huitième congrès de la SFIC. L'orientation idéologique change du tout au tout, s'appuyant sur la « république » et la « démocratie ».

Dans son rapport au congrès, intitulé « L'union de la nation française », Thorez affirme : « La véritable réconciliation nationale ne peut se faire que dans la lutte contre les deux cents familles et leurs instruments fascistes. Et qui peut le mieux organiser et diriger cette lutte, sinon notre Parti Communiste, le parti de la classe ouvrière, en qui s'incarne l'avenir du pays ? Nous sommes, nous les communistes, les héritiers de la pensée révolutionnaire des encyclopédistes du XVIIIème siècle, de ceux qui préparèrent, par leurs écrits, la Grande Révolution... Nous sommes les héritiers de l'audace et de l'énergie révolutionnaires des Jacobins qui ont donné à la France et au monde les meilleurs exemples de révolution démocratique. Lénine disait souvent : « Les bolchéviks sont les Jacobins de la révolution prolétarienne. » Nous sommes soucieux de

l'avenir de notre pays, du nombre, de la santé de ses enfants, de l'abondance et de la qualité de la production matérielle et intellectuelle, du rayonnement de sa culture; nous voulons lui rendre la prospérité dans le travail, le bonheur et la paix. »

Le mot d'ordre adopté par le huitième congrès est « En avant pour une France libre, forte et heureuse ! » ; sont adoptés un « Manifeste au peuple de France » et un « Programme de salut national ».

Pareillement, le discours prononcé par Thorez au micro de Radio-Paris, le 17 avril 1936, pour les élections, montre la dimension de ses choix : « Nous avons oeuvré à l'unité entre les travailleurs des villes et des champs, entre les travailleurs manuels et les intellectuels. Nous sommes heureux d'avoir propagé l'idée du Front populaire du travail, de la liberté et de la paix, et de collaborer loyalement à une action commune avec les radicaux, les républicains et les démocrates. Nous avons travaillé à l'union de la jeunesse de France.

Et maintenant, nous travaillons à l'union de la nation française contre les deux cent familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France. Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui somme des laïcs, parce que tu es notre frère et que tu es, comme nous, accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de Feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe.

Nous sommes le grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre. Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes. Nous, communistes, qui avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos

espérances, nous vous appelons tous, ouvriers, paysans et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes, vous tous, peuple de France, à lutter avec nous et à vous prononcer le 26 avril: Pour le bien-être, contre la misère... Pour la liberté, contre l'esclavage... Pour la paix, contre la guerre... »

Cette ligne, remettant en cause l'identité de la SFIC au profit d'une idéologie plus proche de l'idéologie dominante, transforme l'organisation ; dans l'historiographie universitaire on parle de la fin de la « secte stalinienne ». Il y a déjà un afflux massif d'adhérents, ceux-ci passant de 30 000 en janvier 1934 à 74 400 en janvier 1936. Une progression énorme qui est naturellement incompatible avec l'encadrement via des cadres réellement formés.

Ces adhérents sont qui plus est, en 1936, organisés dans 776 cellules d'entreprises et 3445 cellules locales, c'est-à-dire qu'on est loin de la bolchévisation et du Parti fondé sur les cellules d'entreprise. Cela est d'autant plus vrai qu'en mars 1936 la CGT et la CGTU se sont unifiées sur une base d'« indépendance du mouvement syndical », avec interdiction du cumul des mandats politiques et des postes de direction confédérale. Pareillement, les Jeunesses Communistes sont passées à 30 000 membres au lieu de 3500. L'Humanité tire quant à elle à 250 000 exemplaires la semaine et 350 000 le dimanche, étant diffusée par 500 cellules et 400 comités de défense de l'Humanité. Toute cette évolution est visible à travers l'évolution dans l'organisme généré par la SFIC dans le domaine du sport.

Le sport fait en effet partie de la vie quotidienne des masses et des structures populaires existent depuis le début du 20ème siècle, avec notamment l'Union Sportive du Parti Socialiste fondée en novembre 1907, qui concurrence des structures bourgeoises (USFSA, USGF, UVF...) ou religieuses, comme les catholiques de la Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France (FSGPF,

aujourd'hui FSCF). Le 1er janvier 1909 avait été fondée la Fédération Sportive Athlétique Socialiste (FSAS), devenue en 1913 la Fédération Socialiste des Sports et Gymnastique (FSSG) après que les groupes de gymnastes ouvriers l'aient rejoint, puis en 1919 la Fédération Sportive du Travail (FST), dont l'objectif est de « créer à la portée de la classe ouvrière des centres de distraction qui se développeront à côté du Parti et qui seront cependant pour le parti des centres de propagande et de recrutement ».

La FST scissionna à son congrès de Montreuil en juillet 1923, avec une branche liée à la SFIO et appelée USSGT, l'Union des Sociétés Sportives et Gymnique du Travail (6000 membres), la FST (12 000 membres) restant liée à la majorité devenue communiste et devenant membre de l'Internationale Rouge des Sports. La FST mène une activité qui est de fait autonome : premières excursions d'athlètes soviétiques en France, campagnes contre le sport bourgeois et la préparation militaire, délégations françaises en URSS, opposition aux pratiques social-démocrates de l'USSGT. La ligne est très claire ; le Parti Communiste interdit à ses membres et à leurs enfants « de pratiquer les sports dans une fédération autre que la FST, dans les endroits où cette organisation possède un club » (3ème congrès National, tenu à Lyon les 20 au 23 janvier 1924). Elle est totalement autonome des structures institutionnelles ainsi que des associations acceptant les règles « apolitiques » du sport officiel.

Le triomphe de la ligne de Thorez apparaît de la manière suivante : si, auparavant, la FST privilégiait la culture physique, liée à la question de la santé des masses, la ligne qui va de plus en plus prédominer est celle du loisir, et principalement le plaisir de « taper dans un ballon ».

C'est le triomphe du football : en 1909 il y avait 11 équipes pour 6 clubs, en 1914 41 équipes pour 31 clubs, en 1927 la FST avait 160 équipes, au moment du Front populaire leur

nombre passe à 783. Lorsqu'a lieu le congrès constitutif du 24 décembre 1934 qui marque la fusion de l'USSGT et de la FST dans la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), un footballeur sur trois est alors lié à la FSGT.

C'est dans ce cadre qu'avait eu lieu en août 1934 la « coupe du monde du football ouvrier », avec une finale au vélodrome Buffalo à Montrouge en banlieue parisienne, opposant l'équipe d'URSS à la formation norvégienne liée aux socialistes. Le football devient au centre du quotidien comme en témoigne la grandiloquence des noms de coupes (coupe de l'Humanité en 1908, coupe nationale Jean Jaurès en 1920, challenge Salengro du sport corporatif en 1937) ou des clubs (Prolétarienne Clichoise, Églantine sportive Meudonnaise) voire des stades (stade Lénine à Ivry, stade Karl Marx à Villejuif).

Ainsi, avec la fusion des structures communistes et socialistes, on passe du « sport prolétarien » sans compromis à la simple promotion du « sport populaire ». Les structures sportives ne sont plus censées préfigurer la société d'après la révolution, mais consistent en des fédérations mettant en avant une certaine éthique, associée à des revendications. L'efficacité, le caractère « technique », l'emportent sur le politique. La charte de l'unité est sans équivoques : « La fédération Unique se fixe la tâche de gagner à sa cause tous les travailleurs qui pratiquent le sport. Elle déclare être ouverte à tous les travailleurs sans distinction de tendance politique, économique ou philosophique. [...] Elle prend la défense des intérêts sportifs de tous les travailleurs. »

La FSGT, à partir de sa participation au Front Populaire, conclut des ententes avec d'autres organisations sportives (comme la Fédération Française de Basket-Ball en octobre 1937) et cherche à s'intégrer au paysage sportif général. Son élargissement va de pair avec cette ouverture aux structures institutionnelles : 20 000 adhérents en 1934, 50 000 au début 1935, 80

000 à la mi-1935, 120 000 en 1938.

2. Le soutien au gouvernement

La ligne électorale du Front Populaire était simple : pour la défense des libertés (désarmement et dissolution des ligues factieuses, amnistie générale, application et respect du droit syndical...), pour la défense de la paix (nationalisation des industries de guerre et abolition du commerce privé des armes, soutien à la Société des Nations...), et soutien économique et social aux masses victimes de la crise : restauration du pouvoir d'achat, réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire, grands travaux d'utilité publique, réforme fiscale, contrôle des sorties de capitaux...

Dans le prolongement de la lutte antifasciste et du front unique à la base, le Front Populaire est porté par les organisations de masse de la SFIC, de la SFIO et d'autres structures, amenant la victoire électorale aux élections des 26 avril et 3 mai 1936. La SFIO obtient 149 députés pour presque deux millions de voix, la SFIC 72 députés pour un peu plus de 1,5 millions de voix (contre 790 000 en 1932), le parti radical en a 109 pour un peu moins de 1,4 millions de voix. 337 députés sur 559 soutiennent le Front Populaire.

Le bastion de la SFIC est Paris et sa banlieue immédiate qui regroupent 32 députés, et même 43 si l'on compte toute la région parisienne. Régions industrielles, le Nord élit 6 députés, les Bouches-du-Rhône 3, le

Rhône 2 et le Gard 2 ; la SFIC a également deux députés dans le Lot-et-Garonne, le Var, la Dordogne, les Alpes-Maritimes, zones rurales ou marquées par la petite-bourgeoisie.

Le lendemain de la victoire est marquée par une vague de grèves dans des usines d'aviation, au Havre, à Toulouse et à Courbevoie. Trois semaines après les élections, 600 000 manifestants se regroupent pour célébrer la Commune de Paris, et dès le lendemain, une nouvelle vague de grève se développe en région

parisienne, que les 30 000 ouvriers de l'usine Renault sur l'île Séguin à Boulogne Billancourt rejoignent le 28 mai.

Le 2 juin, une nouvelle vague s'ajoute, dans la chimie, l'alimentation, le textile, l'ameublement, le pétrole, la métallurgie, les mines... Le 5 on a même des catégories de travailleurs qui font grève pour la première fois ou presque : vendeurs de journaux, tenanciers de kiosques, employés de salles de spectacles, commis, garçons de café, coiffeurs... 12 000 entreprises sont en grève, 9000 sont témoin d'une occupation, pour 2 millions de travailleurs en grève. Il y a même des bals dans certaines usines, des défilés en fanfares. Les revendications sont très largement victorieuses et on a une situation historiquement cocasse : Marceau Pivert, dirigeant socialiste du courant « gauche révolutionnaire » (avec Daniel Guérin), totalement opposé au Front Populaire et lié au trotskysme publie un article pour y affirmer que... « Tout est possible ».

Ironie de l'histoire, la réponse faite à cette ligne passée de l'anti-Front Populaire à sa célébration romancée (romanesque ?) est faite par Marcel Gitton au nom de la SFIC, avec l'article « Tout n'est pas possible ». Gitton, à la SFIC depuis 1920 et justement élu député de la Seine en 1936, est l'un des plus hauts responsables de la SFIC, avec Maurice Thorez et Jacques Duclos (pour l'anecdote, Gitton qui, ici, agit sur ordre du Parti Communiste, a en fait été retourné et est devenu un agent des services secrets. En septembre 1939 il fondera le parti collaborationniste « parti ouvrier et paysan français » et sera exécuté par la Résistance).

Car pour la SFIC, le mouvement de masses doit être compris selon la tendance historique de l'unité des organisations ouvrières. La révolution n'apparaît pas comme horizon immédiat, surtout face au fascisme et à la tendance à la guerre se développant dans toute l'Europe.

Maurice Thorez appelle ainsi, au nom du Comité Central de la SFIC, le mouvement à cesser pour laisser se faire l'expérience du Front

Populaire : « Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais si l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications. »

C'est le triomphe d'une ligne totalement économiste, allant à l'opposé du soutien à l'expérience des masses dans leur lutte, comme en témoigne l'échec à réaliser les comités élus du Front Populaire en raison du refus socialiste. La SFIO n'a même pas répondu aux initiatives de la SFIC à ce sujet et la question de l'unité ouvrière sur le plan politique mise de côté, Maurice Thorez et la direction de la SFIC se contentent d'une nouvelle légitimité et des 1500 nouveaux adhérents par jour. La SFIC, sans portefeuille ministériel, soutient alors un gouvernement qui amène toute une série de progrès sociaux.

Les accords de Matignon du 7 juin 1936 amènent une augmentation moyenne des salaires de 12%, il y a pour la première fois des congés payés, de deux semaines, la semaine de travail passe de 48 à 40 heures, des conventions collectives. Il y a des nationalisations, dans l'industrie aéronautique, l'armement, les chemins de fer avec la naissance de la SNCF, une politique de grands travaux, le prolongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans... Et également la naissance du musée d'art moderne, celui des arts et traditions populaires, celui de l'Homme, mais aussi des structures parmi les plus modernes de la république : le CNRS puis l'ENA, dont les plans établis ne seront réalisés qu'en 1945 en raison de la guerre. Le gouvernement renforce donc les structures étatiques que la SFIC, théoriquement bolchévique, était censé détruire.

La SFIC met fin au théâtre ouvrier

autonome, et n'arrive même pas à imposer que le nouveau ministre socialiste en charge du cinéma enlève l'interdiction de diffuser *La vie est à nous*, film tourné en février et mars 1936 pour être diffusé dans la campagne électorale. Financé par une collecte publique (50 kg de pièces) et la SFIC, il a été coréalisé par Jean Renoir, André Zwobada, Jacques Becker, Jean-Paul Le Chanois, et Paul Vaillant-Couturier qui affirme dans *l'Humanité* du 2 octobre 1936 que ce film « donne déjà une idée de ce que pourra être le film français lorsqu'il sera dégagé de la servitude de l'argent et qu'il sera le film du peuple ».

Le film est sur la ligne du Front Populaire selon l'interprétation de Thorez : il s'ouvre sur un cours de géographie, dans une école primaire de banlieue, où devant une carte de France, les enfants s'interrogent sur le pourquoi de leur misère et la réponse est fournie par un chœur parlé « La France n'est pas aux français, car elle est aux 200 familles, la France n'est pas au français, car elle est à ceux qui la pillent. » *Le Temps des cerises* de Le Chanois sorti en juillet 1937 ne connaîtra pareillement qu'une diffusion confidentielle ; ces films font partie de toute une série faite dans les années 1930 (*La grande espérance*, *Fils du peuple*, *Sur les routes d'acier*, *La relève*, *Les métallos*...).

Le Secours Rouge, fondé en 1923 et membre du Secours Rouge International chargé de défendre les révolutionnaires emprisonnés, devient le « Secours populaire de France et des colonies. »

Le résultat est le même pour le sport populaire autonome : la ligne sportive est très nettement en faveur du régime. Le socialiste Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État à la jeunesse et aux loisirs du Front Populaire, affirme ainsi : « Notre but simple et humain, est de permettre aux masses de la jeunesse française de trouver dans la pratique des sports, la joie et la santé et de construire une organisation des loisirs telle que les travailleurs puissent trouver une détente et une récompense à leur dur labeur. »

(Discours radiodiffusé du 10 juin 1936). On est éloigné au possible d'une ligne communiste prônant l'insurrection. De fait, la FSGT avait elle-même contribué au projet électoral avec son document « Pour une jeunesse Saine Forte et joyeuse », Lagrange satisfaisant d'ailleurs l'une des principales revendications de la FSGT : l'instauration du « Brevet sportif populaire ». Et si la FSGT aura un engagement en faveur des anti-jeux olympiques de Berlin (« Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin ! ») avec sa présence aux Olympiada Popular de Barcelone qui sont finalement annulées, les sportifs assistant aux premiers combats armés alors que Franco mène son putsch, le gouvernement du Front Populaire pratique lui la « non-intervention ».

Une sélection de joueurs FSGT de la métallurgie parisienne affronte le 6 mars 1937 l'équipe de Barcelone à la piste municipale de Vincennes, mais les gouvernements français et britannique pactisent avec Hitler en signant l'accord de Munich le 28 septembre 1938, au dépens de la Tchécoslovaquie. Si la SFIC sauve l'honneur c'est grâce aux Brigades Internationales organisées par l'Internationale Communiste, 8500 volontaires s'engageant en France pour aller se battre contre les franquistes, au grand dam du gouvernement Léon Blum. 40 000 travailleurs avaient défilé le 9 août 1936 à l'appel du Rassemblement Universel de la Paix, aux cris de... « Des armes pour l'Espagne ! A bas le fascisme ! »

A côté de cette contradiction qui ne démasque pas réellement la social-démocratie en raison du Front Populaire, l'extrême-droite sort renforcée sur le plan organisationnel : interdites en 1936, les Croix de Feu deviennent le parti social français, qui a en 1939 entre 500 000 et 1,2 millions d'adhérents, un score de 15% aux municipales et une devise que reprendra Vichy : « Travail, Famille, Patrie ». Pareillement, Jacques Doriot, le maire de Saint-Denis exclu de la SFIC, avait fondé en 1936 le « parti populaire français », et soutenu la naissance du Front de la Liberté, regroupant autour de lui les militants

de l'ex parti franciste, du centre de propagande des républicains nationaux, de la fédération républicaine, du parti agraire et paysan français, du parti républicain national et social...

La SFIC tente même de participer au gouvernement, en affirmant en juin 1937 être « prêt à prendre toutes ses responsabilités dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du Front populaire, pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix » (Résolution du Comité Central du 15 juin 1937, paru dans l'Humanité du 16). Car c'est le chemin de la légalité que choisit la SFIC, qui compte à son neuvième congrès (décembre 1937 à Arles), 341 000 membres, soit 254 098 membres de plus en onze mois ! La base a quadruplé, c'est-à-dire que les nouveaux adhérents représentent l'écrasante majorité de l'organisation ! Le nombre de cellules est également révélateur, avec 12 992 cellules dont 4041 d'entreprises contre 4321 auparavant, dont 776 d'entreprises.

La Jeunesse Communiste a quant à elle 85 455 adhérents et l'Union des Jeunes Filles de France 17 527. Sur le plan organisationnel, la SFIC transformée par le Front Populaire n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était et Thorez élabore même une théorie nouvelle, « démocratique ». Dans son rapport au congrès, il affirme que « L'existence du Front populaire et son bilan de réalisations répondent à la question que nous nous sommes posée et disent : le rôle de la démocratie n'est pas achevé.

Car le Front populaire n'a pas seulement permis de défendre les avantages antérieurs des masses laborieuses, il leur a apporté de nouvelles satisfactions d'ordre économique, social et culturel. Le Front populaire n'a pas seulement permis de défendre les libertés démocratiques, il les a étendues, notamment avec la reconnaissance de fait des syndicats et l'institution des délégués d'usine. Le Front populaire est donc un nouveau progrès de la démocratie. »

Le but n'est clairement plus de temporiser pour se renforcer et d'affaiblir le fascisme ; au

contraire, la SFIC se lance à la conquête des municipalités, avec une politique populaire de modernisation, comme avec « l'école la plus moderne de France » à Villejuif que la municipalité communiste (le maire est Paul-Vaillant Couturier depuis 1929) nomme « école Karl Marx ».

Construite en 1932-1933 par l'architecte André Lurçat, le groupe scolaire est réalisé en béton armé, avec des toits-terrasses et de longues verrières aux menuiseries métalliques de couleur rouge foncé. L'ensoleillement et l'hygiène ont été au centre des préoccupations d'une « école où l'enfant est roi ». L'architecture soviétique a de fait un énorme impact de par sa cohérence et sa logique populaire, au point que dans la Nouvelle Revue Critique on peut lire au sujet de l'avant-garde architecte française qu'ils sont « des maniaques qui veulent nous bolchéviser en nous imposant leurs termitières bétonnées, leurs cellules de fer, de verre et de ciment ».

Mais ce qui compte ici c'est la naissance d'une culture municipale. La SFIC devient un parti légal, dont les élus et les membres se réunissent légalement. Georges Marrane est une figure de ce courant : grand amateur de boxe et de football, il fut maire d'Ivry-sur-Seine de 1925 à 1965 (si l'on enlève les années d'occupation où il fut une figure de la Résistance) et à l'origine de tous les « essais » de la politique municipale communiste. Il sera ministre de la Santé publique et de la population dans le gouvernement Paul Ramadier du 22 janvier au 4 mai 1947, député, candidat pour le PCF à l'élection présidentielle du 21 décembre 1958 (13,1% des suffrages dans le collège des grands électeurs), sénateur, conseiller général.

Georges Marrane est le symbole de la « banlieue rouge », bataille initiée dès les années 1920 et devenue une fin en soi avec la légitimité apportée par le Front Populaire. Les municipalités fonctionnent en vase clos, vivant des taxes professionnelles et gagnant la population par les logements sociaux (dont les

Habitations Bon Marché de Vitry et Ivry sont les « modèles » préfigurant la fascination pour les « grands ensembles »), les crèches, la culture (bibliothèques, maisons de la culture) et le sport (stades, parcs de loisirs), et surtout se maintenant sur le plan organisationnel grâce aux élus, aux cantines, aux syndicats, à tous les coups de mains « techniques » qu'apporte le fait de tenir la mairie.

La SFIC est également fortement travaillée en son sein par l'idéologie des « mal-lotis », ces classes moyennes qui ont sont mécontentes de leur achat de pavillon et soutiennent la SFIC au moment du Front populaire (période où la Vatican donne à un prêtre la première autorisation de faire des « sermons radiophoniques » en leur direction). Au moment de la fin du Front Populaire en 1938, la SFIC a obtenu sa légitimité, mais a perdu toute capacité d'initiative, a bouleversé son identité et se retrouve totalement désarmé sur le plan de la combativité.

3. Document : Dimitrov sur le front unique

Georgi Dimitrov (1882-1949), révolutionnaire bulgare, a été la grande figure de l'Internationale Communiste dans les années 1930, de par ses analyses sur le « front unique » antifasciste et par son procès retentissant en Allemagne nazie, où il fera un réquisitoire contre le fascisme. Dans l'extrait présenté ici, tiré de L'Union soviétique et la classe ouvrière des pays capitalistes, écrit en 1937, Dimitrov fournit l'interprétation de la situation en Europe faite alors par l'Internationale Communiste à la lumière du rapport de force entre bolchévisme et social-démocratie au sein de la classe ouvrière.

« En ces vingt années, pendant la crise économique mondiale surtout, les masses travailleuses des pays capitalistes ont subi bien des souffrances, bien des épreuves ; leur douloureuse expérience leur a appris bien des choses. La victoire définitive et sans retour du socialisme en U.R.S.S., d'une part, et les enseignements des défaites momentanées que le fascisme a infligées à la classe ouvrière en

Allemagne surtout, d'autre part, ont sapé l'influence du social-démocratie non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi au sein des partis socialistes eux-mêmes, ainsi que dans les syndicats qui se trouvent sous leur direction politique.

Dans le camp social-démocrate, on a commencé à abandonner les positions du réformisme, la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie et à se placer sur les positions de la lutte commune avec les Partis communistes contre le fascisme, sur les positions de l'unité d'action de la classe ouvrière et du Front populaire antifasciste.

Ce processus a déjà trouvé une expression éclatante dans l'établissement d'un front unique entre les communistes et les socialistes en France, en Espagne, en Italie et partiellement dans une série d'autres pays. Le développement de ce processus est facilité et accéléré par le cours des événements des dernières années, qui pose impérieusement devant la classe ouvrière la tâche la plus importante et la plus urgente : barrer à tout prix le chemin au fascisme dans les pays de démocratie bourgeoise ; renverser le fascisme là où il est au pouvoir ; défendre la paix, universelle contre les fauteurs de guerre fascistes.

L'application juste par les Partis communistes, des positions essentielles du VIIème congrès de l'Internationale communiste, accélère ce processus de l'abandon du social-démocratie.

Sous l'influence de la victoire du socialisme en U.R.S.S., du développement du mouvement de Front populaire et de la montée de l'influence du communisme au sein du mouvement ouvrier augmentera sans nul doute le nombre des Partis et des organisations socialistes qui répudient le social-démocratie banqueroutier, qui mènent en commun avec les Partis communistes la lutte contre l'ennemi de classe commun et s'orientent vers l'union avec les communistes dans un seul parti de masse du prolétariat. Une telle union est déjà intervenue entre les socialistes et les

communistes de Catalogne. Elle se prépare par les efforts conjugués des Partis communiste et socialiste d'Espagne.

Les conditions nécessaires à cette union mûrissent aussi en France, grâce à la lutte conjuguée des communistes et des socialistes dans les rangs du Front populaire antifasciste, grâce aussi à l'influence heureuse qu'exerce la création de la C.G.T. unique sur tout le processus de l'unification des forces du prolétariat français. Le nouveau pacte entre communistes et socialistes italiens affermit encore leurs rapports fraternels et les liens de leur lutte commune contre la dictature fasciste de Mussolini. On voit progresser la compréhension réciproque et le rapprochement entre communistes et socialistes en Allemagne, dans la lutte contre la dictature fasciste de Hitler, en dépit de toutes les menées et intrigues des chefs butés de la direction du Parti social-démocrate à l'étranger.

On peut dire en toute certitude qu'au XXème anniversaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre, la classe ouvrière des pays capitalistes aborde de près la liquidation de la scission provoquée, au sein du mouvement ouvrier mondial par le social-démocratie. Sur le chemin de cette liquidation se dressent encore une quantité de difficultés et d'obstacles d'ordre idéologique, politique et d'organisation. Il est des difficultés liées à l'histoire même et aux traditions du mouvement ouvrier dans les différents pays, et qu'il n'est pas aisé d'aplanir. Mais l'essentiel, c'est que les classes dominantes des pays capitalistes, éminemment intéressées à voir dissociées les forces du mouvement ouvrier, font et feront tout leur possible pour l'empêcher de réaliser son unité. »

6e partie : La guerre et l'Occupation

1. L'effondrement de l'organisation

Le Front Populaire est ainsi liquidé dès le début de 1938 par les socialistes eux-mêmes, qui recherchent une autre majorité, ou selon les mots de leur dirigeant Léon Blum, un «

rassemblement national autour du Front populaire ». Le comité d'organisation du 14 juillet 1935 (initiant le Front Populaire) agit de manière totalement indépendante de la base et le Parti Communiste est mis hors jeu. Après une série de crises ministérielles, avec trois gouvernements en moins d'un mois, c'en est fini.

La ligne de Thorez, fondée sur le principe « Tout pour le front populaire, tout par le front populaire », à l'opposé exact des communistes qui en Chine avaient su préserver leur indépendance sur tous les plans, est un échec d'autant plus grave que les velléités fascistes reprennent. La « cagoule », organisation clandestine pratiquant des attentats, est soutenue par les services secrets italiens et allemands. On considère qu'en faisaient alors partie 1200 officiers et au moins deux maréchaux.

« Plutôt Hitler que le Front populaire », tel était le slogan d'une large partie de la droite et une culture de plus en plus dominante dans l'appareil d'État, jusqu'à la signature en septembre 1938 des « accords de Munich » qui permettent à l'Allemagne nazie de dépecer la Tchécoslovaquie. Alors que le Parti Communiste dénonce ces accords, 132 journaux publient un appel pour qu'il soit interdit.

C'est une double catastrophe pour la SFIC. Elle pensait influencer sur la conduite de l'État français, ce qui s'est avéré impossible. Qui plus est, elle redevient un « parti d'opposition », dans un contexte où les événements ont l'air inexorables et donnent aux positions communistes la même valeur que les prédictions de Cassandre. Sont ainsi symptomatiques les positions de Gabriel Péri à la Chambre des députés, où il tente d'« éduquer » le gouvernement.

Au moment de la politique de « non intervention » en Espagne il arguait déjà qu'« un gouvernement français ne peut se désintéresser de cette affaire », et le 4 octobre 1938 le message est le même : « Ne baptisez pas cela du nom de paix ! La paix n'a rien à voir

avec ce triomphe de l'égoïsme de classe. La paix il faut la regagner. La regagner cela ne veut pas dire forcément se lancer dans cette politique de surarmement dont votre capitulation récente vient de démontrer l'absurdité et dont il serait criminel de faire supporter le poids à la classe ouvrière.

La paix, cela veut dire faire oublier la page sombre que vous venez d'écrire, arrêter le glissement, desserrer l'étreinte sur l'Europe centrale et sur les Pyrénées, rendre aux peuples qui l'ont perdue la confiance dans la signature de la France ! C'est à cet effort, quant à nous, que nous allons nous consacrer. Ce n'est pas la première fois que dans son histoire notre peuple aura corrigé des défaillances des gouvernements. Vous avez signé la défaite sur le corps mutilé d'un peuple libre. C'est contre vous que nous gagnerons la bataille de la paix ! »

La SFIC est seule à voter contre la confiance au gouvernement, mais ne gagnera pas la bataille de la paix. La SFIC n'a en fait à aucun moment pris en compte les principes qu'elle était censée défendre sur le caractère inévitable de la crise du capitalisme.

Elle tente de répondre aux attaques sociales de Daladier par des revendications ouvrières et une grève de 24 heures le 30 novembre, mais le gouvernement répond avec la réquisition des employés et ouvriers des services publics, notamment des cheminots, des agents du métro et des chauffeurs de bus.

Dans la région parisienne, les troupes patrouillent avec la baïonnette au canon et trente cartouches par soldat. Si dans le Nord la grève est suivie à une majorité écrasante par les dockers, les métallos, les mineurs et les ouvriers du textile, le gouvernement fait fermer les usines de la défense nationale et les grandes entreprises pratiquent le lock-out. Sont ainsi concernées par le blocage patronal 40 000 travailleurs dans l'aviation, 32 000 chez Renault, 100 000 à Marseille où une centaine d'entreprises sont fermées, 100 000 dans le textile, 80 000 métallos et mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais.

A cet échec patent, la SFIC ne répond qu'en s'enfonçant dans sa quête de légitimité ; à sa conférence nationale de Gennevilliers qui se déroule le 21 janvier 1939, la déclaration affirme

« Les communistes, conscients de la nécessité d'assurer l'indépendance de la France, sont prêts à soutenir une politique gouvernementale qui, en aidant effectivement l'Espagne, assurerait la sécurité de nos frontières... La nation française défend et défendra la civilisation... Tous les Français honnêtes peuvent s'unir autour d'un programme de redressement national dont les principes sont contenus dans le programme du Front populaire, adopté par le suffrage universel en 1936. »

Ainsi en 1939 la SFIC en appelle encore à la légitimité du suffrage universel des élections de 1936. Et la Conférence adopte même un plan de célébration du 150ème anniversaire de la Révolution française. Toutes les conditions sont donc prêtes, objectivement et subjectivement, pour l'effondrement.

Le déclencheur va être la question de l'Union soviétique. La SFIC s'imaginait pouvoir faire en sorte que l'État français puisse développer des accords militaires avec l'URSS face à la menace fasciste, c'était une conception intégrée à la victoire comprise comme quasi mécanique.

Non seulement cette conception amenait des illusions sur la politique en France, mais ces illusions jouaient dans la compréhension des problèmes internationaux, puisque la SFIC passe totalement à côté du fait que l'URSS va devoir tactiquement chercher une autre alliance afin de ne pas avoir à affronter seule l'intégralité des pays capitalistes. Une attitude tactique tout à fait logique qui n'étonne pas dans l'Internationale Communiste, Mao Zedong défendant même dans un long entretien de 1939, expliquant que cela divisait les impérialistes et renforçait les anti-impérialistes.

Mais le PCF se retrouve lui tout à fait encerclé idéologiquement, puisqu'il a placé le patriotisme au coeur de son idéologie. Dès le 25 août 1939 le gouvernement interdit l'Humanité (qui tirait à 500 000 exemplaires) et Ce soir

(250 000 exemplaires), il y a presque 200 perquisitions et une quarantaine d'arrestations, notamment d'un député communiste arrêté et condamné à trois mois de prison pour avoir signé un tract expliquant positivement le pacte.

La seule ligne de la SFIC est d'en appeler au respect de la constitution et de faire en sorte que les députés tentent d'aller au parlement, d'où ils sont expulsés par la police, ou bien d'entamer des négociations avec le gouvernement lui-même.

Une vision légaliste et naïve au moment où logiquement le Parti Communiste lui-même est interdit le 26 septembre 1939.

159 feuilles sont interdites, 620 syndicats sont dissous, sont exclus de la CGT tous ceux refusant de critiquer le pacte, 11 000 perquisitions ont lieu, 675 organismes générés par le PCF sont interdits, 317 municipalités dissoutes, 2800 élus déchus, 3400 militants sont arrêtés et 10 000 sanctions prises contre des fonctionnaires communistes.

Le décret-loi du 9 avril 1940, présenté au Président de la République par le ministre SFIO Albert Sérol (Journal Officiel du 10 avril 1940), prévoyait la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie.

Car la social-démocratie soutient totalement l'interdiction des communistes ; Blum n'hésite pas à affirmer : « J'ai le sentiment que la majorité de notre Parti trouvera la dissolution du PCF naturelle et légitime » et « Il se peut que pendant un certain nombre d'années, le péril hitlérien ait dissimulé à l'Europe le péril russe. » (Le Populaire, 6 décembre 1939).

A cela s'ajoute les renégats : selon certaines sources les partants représentent 10 à 44% des maires et des conseillers communaux. L'une des plus grandes figures à ce sujet est René Nicod qui fonde l'« Union Populaire Française », qui mène une grande campagne contre le PCF, ou bien Paul Nizan, partisan d'un « communisme national ». Ancien élève de l'École Normale Supérieure avec comme amis les grandes figures

intellectuelles anti-communistes Raymond Aron et Jean-Paul Sartre, il rejoint l'organisation fasciste de type national-syndicaliste le « faisceau » avant de faire une carrière importante au PCF, qu'il quitte au moment du pacte pour s'engager et mourir lors de l'offensive nazie de mai 1940.

Une partie de ces renégats formera en 1941 le « parti ouvrier et paysan français », organisation collaborationniste regroupant autour de Marcel Gitton des « notables » du PCF, notamment des députés (16) et des élus municipaux (comme Léon Piginnier maire de Malakoff depuis 1925, Fernand Valat maire d'Alès depuis 1925...). Beaucoup seront abattus par la Résistance ou cesseront toute activité, rejoignant parfois la SFIO en 1945.

Le PCF est également totalement désorganisé par la mobilisation générale, et ses militants enrôlés sont très étroitement surveillés, comme le raconte notamment le roman à feuilletons de Louis Aragon, *Les Communistes*. C'est la fin d'une époque et le début d'une ère de répression : d'ici mars 1941, le régime de Vichy reconnaîtra avoir 18 000 prisonniers politiques.

2. La clandestinité

Le PCF était en fait un parti légal dont tous les membres étaient fichés et, en septembre 1940, il n'existe plus réellement de manière organisée au niveau des masses. Les appareils, lorsqu'ils existent encore, le font indépendamment les uns des autres, considérant leur activité comme une fin en soi, ce qui explique par exemple que *l'Humanité*, qui publie 50 numéros à près de 10 millions d'exemplaires d'octobre 1939 à l'été 1940, ait pu par pur pragmatisme tenter de négocier sa légalité avec l'occupant nazi. C'est l'Internationale Communiste qui reprend alors l'organisation en main, critiquant fermement cette initiative par ailleurs.

Elle rassemble une partie de la direction en Belgique et des responsables sont envoyés dans différentes régions : Charles Tillon à Bordeaux, Gaston Monmousseau à Marseille, Auguste

Havez en Bretagne... Ce dernier est notamment connu pour s'être opposé aux négociations pour la légalisation du PCF et au mot d'ordre « Thorez au pouvoir », arguant dans un rapport interne : « Que Maurice me pardonne mais s'il doit prendre le pouvoir dans ces conditions, ce ne peut être que comme gauleiter. »

C'est un fait que, sans l'Internationale Communiste, le Parti Communiste en tant qu'organisation n'aurait pas eu les reins assez solides pour se confronter à la nouvelle situation. C'est l'Internationale Communiste qui par ses directives coordonne et réorganise l'organisation, et qui permet que de juin 1940 à juin 1941 soient diffusés 2 696 000 tracts ou bulletins et qu'à partir du printemps 1941 soit relancée la publication d'ouvrages communistes « classiques » : le Manifeste communiste, Socialisme utopique et socialisme scientifique, Travail salarié et capital, La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »), l'État et la révolution.

Mais quels ont été les facteurs objectifs permettant à une base de se reconstituer ? Il y en a deux principaux. Le premier, immédiat dans le cadre de la répression et de la mobilisation, a été l'intense activité de l'Union des Jeunes Filles de France, dont l'une des grandes figures sera Danielle Casanova, qui mourra à Auschwitz en 1943, après une activité militante ininterrompue.

Ce sont les femmes communistes qui sauvent l'organisation ; composés de jeunes femmes d'entre et vingt et trente ans, les groupes servant d'agents de liaisons acquièrent en fait une place de plus en plus prépondérante dans l'action communiste. Le roman à feuilleton *Les Communistes* d'Aragon devait initialement s'intituler *Les femmes communistes*. Les femmes n'ont pas le droit de vote (celui-ci sera un acquis de la Résistance et obtenu en 1944-45) et dans la France aux moeurs traditionnels, la jeune femme se retrouve opprimée par l'ensemble de la culture dominante.

Le second facteur qui va avoir une

importance capitale est la présence en France de communistes immigrés. Ayant fait l'expérience des pogromes dans les pays de l'Est ou de la répression fasciste, parfois passés par les Brigades Internationales, ces communistes ont une expérience essentielle lorsqu'il est nécessaire de pratiquer la clandestinité et la lutte armée. A la formation du Parti Communiste, on en retrouve beaucoup dans la Main d'Oeuvre Etrangère, devenue Main d'Oeuvre Immigrée (MOI), qui dépend de l'Internationale Syndicale Rouge et travaille avec la CGT.

On retrouve pareillement Georges Politzer, immigré hongrois et principale figure intellectuelle du Parti Communiste, fondateur de l'Université ouvrière et auteur du manuel Principes élémentaires de philosophie (encore connu internationalement et premier ouvrage interdit par la junte militaire turque au pouvoir en 1980). En 1940-1941 Politzer fait reparaître, avec Jacques Solomon et Jacques Decour, la Pensée devenue la Pensée libre ; ensemble ils créent également l'Université libre.

Sont publiés clandestinement de la même manière La Vie du Parti et les Cahiers du bolchévisme, ces derniers devenant en 1944 les Cahiers du communisme et sont édités chaque trimestre à 35 000 exemplaires, l'Avant-Garde comme organe de la Jeunesse Communiste, les journaux régionaux, bulletins d'entreprises ou locaux, ou encore des organes comme L'Ecole libératrice par les instituteurs, Le Médecin français, Le Palais libre, ou La Relève (fondée en 1938) par l'Union des Étudiants et Lycéens Communistes de France, avec une base importante : à l'arrestation du physicien antifasciste et futur communiste Paul Langevin par la Gestapo, le Quartier Latin est en état de siège le 8 novembre 1940 et la manifestation patriotique du 11 novembre est réprimée militairement par l'armée allemande, avec 11 morts.

Le 13 novembre les nazis ferment 6 établissements secondaires et supérieurs et, le 17, toutes les facultés de Paris, Dijon et

Besançon ; ils n'ouvriront qu'en décembre.

Politzer est l'auteur en février 1941 de Sang et or, qui est une longue analyse de la démagogie fasciste et une critique du discours sur « l'Europe unie » prononcé par le théoricien nazi Rosenberg devant les hauts fonctionnaires nazis rassemblés à Paris. Dans le même esprit, Gabriel Péri rédige en avril 1941 Non, le nazisme n'est pas le socialisme.

Grâce à ces appuis essentiels, tant sur les plans subjectif qu'objectif, le Parti Communiste devient la seule organisation qui sur le territoire français ne cède en rien au pessimisme et a comme objectif annoncé la victoire. Le Parti Communiste devient alors une organisation révolutionnaire « classique », c'est-à-dire fonctionnant clandestinement et selon les principes stricts de la compartimentation.

Un appel en ce sens est publié dès juillet 1940 dans La Vie du Parti : il s'agit d'aller « vers de petits groupes pouvant, de ce fait, se soustraire plus aisément aux coups de la répression tout en nous permettant de faire au maximum notre travail de masse. » Chaque groupe fonctionne en triangle. Seule une personne fait office de liaison avec une autre structure de l'organisation.

Les différents groupes ne se connaissent pas entre eux et si une structure tombe, l'organisation peut se maintenir. Le plus souvent, les groupes ne rassemblent que trois personnes, afin d'éviter tout risque d'infiltration. Les structures sont supervisées par un responsable des opérations militaires, un responsable technique – logistique et bien entendu un commissaire politique, base de toute armée rouge. La ligne de construction des structures clandestines se fait sur la base des revendications.

Les Cahiers du Bolchévisme expliquent ainsi au premier trimestre 1941 : « Ne pas revendiquer, c'est renforcer soi-même les chaînes de l'esclavage ; revendiquer, c'est au contraire limer ces chaînes...

N'oubliez jamais que de vos batailles partielles, aux objectifs même les plus modestes, sortiront plus forte l'organisation des masses populaires et plus grande leur foi dans notre victoire finale. » Il s'agit pour la SFIC d'« être à la fois le parti de la lutte revendicative, de l'organisation et de l'éducation de la masse ouvrière, en même temps que le parti du rassemblement des larges masses populaires contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression nationale. »

Une tâche qui a son importance alors que les collabos publient « La France au travail », copie fasciste de l'Humanité.

Se forment ainsi des comités populaires d'entreprises et de quartiers ; dès août 1940 l'organe de la CGT, la Vie ouvrière, est publiée clandestinement. A l'automne 1940 il existe déjà plus de cent comités d'union syndicale et d'action dans les usines métallurgiques de la région parisienne. En décembre, Renault est obligé de jeter à la ferraille plusieurs centaines de motos sabotées.

Dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, déclaré « zone interdite » et officiellement rattaché à la Belgique et les Pays-Bas, 100 000 mineurs font grève en juin 1941. Une Lettre à un travailleur socialiste est éditée à 100 000 exemplaires à l'automne 1940, puis fin 1940 c'est la Lettre à un travailleur radical, on trouve de manière similaire le tract Paysan de France, où l'on peut lire à l'automne 1941: « Amis paysans, cachez vos récoltes et cachez-les bien. Vous êtes assez malins pour « rouler » tous les contrôleurs de Vichy et les brutes de la Gestapo. Abattez vos bêtes si l'on veut vous les faire livrer à l'occupant. Ne vendez qu'aux Français et pour les Français. Faites preuve de ruse, d'habileté pour échapper à toutes les perquisitions. »

Les actions de revendications sont appuyées par « l'Organisation Spéciale » (O.S.), ainsi celle du Nord par Charles « Charlie » Debarge, surnommé « l'insaisissable » par les collabos et responsable d'une trentaine de sabotages contre

des voies ferrées, de deux attaques de poudrières et 18 attaques de mairie avec récupération des cartes de ravitaillement, de machines à écrire, de quatre attaques à la grenade de locaux occupés par les Allemands, de l'attaque du poste de garde du Pont Césarine à Lens (avril 1942) où il succombera à ses blessures.

La lutte armée n'est pas comprise comme étant une orientation stratégique; elle n'est qu'une forme particulière d'organisation rendue nécessaire par la situation.

L'O.S. a été formée dès l'occupation nazie pour soutenir militairement les actions; son activité consiste à trouver des armes, protéger les militants lors d'une action d'agitation ou de propagande, défendre les grèves, collecter des informations et du matériel, susciter des appuis, soutenir militairement les actions de sabotage, trouver des médecins et des infirmières... L'O.S. intervient par exemple lors des nombreuses manifestations de femmes à propos du ravitaillement, notamment en banlieue parisienne (Rueil-Malmaison, Ivry, Bagnole...), deux actions connues étant celles de la rue de Buci le 31 mai 1942 et de la rue Daguerre le 1er août 1942. La consigne du Parti aux femmes de l'organisation était alors « d'organiser des manifestations contre le rationnement, d'envahir en masse les restaurants et épiceries de luxe et de partager les vivres. »

c) Document : l'appel du 10 juillet 1940

Extrait de l'appel du 10 juillet 1940, tiré clandestinement à 600,000 exemplaires, il n'est pas considéré par les historiens universitaires comme un appel à la Résistance. Il synthétise en tout cas la position du PCF dans la nouvelle situation, position allant clairement dans le sens du conflit ouvert avec les nouvelles institutions.

Notre pays connaît maintenant les terribles conséquences de la politique criminelle suivie par des gouvernements indignes, responsables de la guerre, de la défaite, de l'occupation. Des milliers et des milliers de jeunes gens et de pères de famille sont tombés, des milliers et des milliers d'évacués chassés de leurs foyers ont connu le plus lamentable des exodes

sur les routes de France, de nombreuses villes, de nombreux villages ont été détruits, des malades et des blessés souffrent dans les hôpitaux, des centaines de milliers de prisonniers se morfondent loin de leurs familles, des veuves, des vieux parents, des orphelins pleurent leurs disparus.

La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduits les politiciens à la Daladier, à la Reynaud, qui soutenus par un parlement de valets et de corrompus, ont poussé la France à la guerre pour servir les intérêts des ploutocrates, pour supprimer les libertés publiques, pour faire régner la terreur, écraser le peuple et porter les armes contre l'URSS, pays du socialisme (envoi de matériel de guerre aux gardes blancs finlandais et constitution de l'armée Weygand en Syrie).

Les faits sont là qui montrent à quel point cette politique a fait faillite, à quel point elle a été néfaste. L'heure est venue de situer les responsabilités de tous ceux qui ont conduit la France à la catastrophe. La clique des dirigeants banqueroutiers de la politique de guerre a bénéficié de l'appui de tous les partis unis dans une même besogne de trahison et dans une même haine de la classe ouvrière et du communisme. (...)

La malédiction d'un peuple trahi monte vengeresse vers ces hommes qui ont voulu la guerre et préparé la défaite. A cause de ces hommes, la moitié du territoire français subit l'occupation de l'armée allemande, aux frais de la France comme l'indique le traité d'armistice.

A cause de ces hommes le peuple de France connaît l'humiliation de cette occupation et ne se sent pas chez lui. Il voit en même temps, qu'un gouvernement de traîtres et de vendus siège à Vichy en attendant de venir à Versailles pour imiter le sinistre Thiers et mise sur des concours extérieurs pour se maintenir au pouvoir contre la volonté de la Nation.

Mais rien ne pourra empêcher que les comptes soient réglés et les masses laborieuses en demandant que la France soit aux français expriment à la fois la volonté d'indépendance de tout un peuple et sa ferme résolution de se débarrasser à tout jamais de ceux qui l'ont conduit à la catastrophe. (...)

Désormais, chaque français est à même

de constater que si les propositions communistes, toutes de clairvoyance et de sagesse avaient été suivies, la guerre avec ses désastres aurait été épargnée à notre pays. Mais les gouvernants qui n'ont pas voulu la paix ne se sont pas préparés à la guerre et ont sciemment organisé la trahison. (...)

Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves et si, malgré la terreur ce peuple a su, sous les formes les plus diverses, montrer sa réprobation de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique, il saura signifier aussi à la bande actuellement au pouvoir sa volonté d'être libre.

Les politiciens civils et militaires, à la solde du capitalisme, ont conduit le peuple de France à la guerre sous prétexte de défendre la liberté et, aujourd'hui, ils imposent leur dictature parce qu'ils ne veulent pas rendre de comptes, parce qu'ils veulent que les ploutocrates puissent s'enrichir de la défaite comme ils se sont enrichis de la guerre.

Cela ne doit pas être, cela ne sera pas ! La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé, la France au passé si glorieux ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prête à toutes les besognes. La France doit se relever, elle se relèvera. Il le faut, dans l'intérêt même de la fraternité des peuples, que, de toutes façons, nous voulons. (...)

C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale. Et c'est seulement autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, parce que l'avenir lui appartient ; c'est seulement autour de la classe ouvrière, guidée par le Parti Communiste, parti de propreté d'honneur et d'héroïsme, que peut se constituer le Front de la Liberté, de l'Indépendance et de la Renaissance de la France. (...)

Sous le signe de la lutte contre le régime capitaliste générateur de misère et de guerre, d'exploitation et de corruption, qui a déjà disparu sur un sixième du globe, en URSS. Sous le signe de l'unité et de l'indépendance de la nation, sous le signe de la fraternité des peuples, nous serons les artisans de la renaissance de la France.

A bas le capitalisme générateur de misère et de guerre !

Vive l'Union Soviétique de Lénine et
Staline, espoir des travailleurs du monde !

Vive l'unité de la nation française !

Vive la France libre et indépendante !

Vive le Parti Communiste espoir du
peuple de France !

Vive le gouvernement du peuple au
service du peuple !

7e partie : La lutte armée

1. « S'unir, s'armer, se battre »

La Jeunesse Communiste, qui continue de publier clandestinement son organe *Avant-Garde*, a elle-même une structure similaire à l'OS : les Bataillons de la Jeunesse. En tant qu'organisation la JC a un rôle essentiel dans la première manifestation de masse de la porte Saint-Denis à Richelieu-Drouot, qui rassemble 10 000 personnes le 4 juillet 1941.

En août 1941 aura lieu l'exécution d'un officier allemand dans le métro parisien par Pierre Georges, le futur colonel Fabien qui sera un héros de la Résistance. Les Bataillons de la Jeunesse et l'OS sont par la suite fusionnés, dans l'OS, qui devient au début de l'année 1942 les Francs-Tireurs Partisans (FTP), composés des Francs-Tireurs Partisans Français (FTP-F) et des Francs-Tireurs Partisans – Main d'Oeuvre Immigrée (FTP-MOI). La raison pour cela est le saut qualitatif imposé à la SFIC.

Sa lutte est désormais imbriquée dans la guerre antifasciste internationale, allant de la Chine à la France. Voilà pourquoi « Dans les conditions de la guerre réactionnaire d'agression hitlérienne contre les Peuples en vue de leur asservissement total, l'action des patriotes de chaque pays, organisés en partisans, porte en elle l'embryon d'une armée populaire nationale à qui incombe la tâche historique de reconquérir et de garantir l'indépendance dans chaque pays agressé. » (Cahiers du bolchévisme, 1er et second trimestres 1942).

La ligne n'est donc plus celle qu'avait le Parti Communiste auparavant et fondé sur l'économisme des revendications ; il s'agit

désormais d'assumer le fait que la France est occupée – « le gouvernement de Vichy n'est pas un gouvernement français » titre l'*Humanité* du 26 septembre 1940. La tâche consiste donc en une « révolution démocratique », avec une guerre de partisans et une armée de libération nationale – à ceci près que ce concept utilisé par l'Internationale Communiste ne l'est à aucun moment par la SFIC.

Dans le cadre de cette nouvelle ligne combattante on a des mot d'ordres comme « Unissez-vous, refusez de servir le fascisme », « A chacun son boche », « S'unir, s'armer, combattre ». L'agression de l'URSS oblige l'Allemagne nazie à envoyer ses troupes à l'Est, et la Résistance peut passer massivement à l'action, et cela contre la volonté même de De Gaulle, qui le 23 octobre 1941 affirme encore « La guerre des Français doit être conduite par ceux qui en ont la charge... Actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer d'Allemands. »

Le ton donné par les communistes est, lui, offensif - « Il faut tenir tête à la police, reconquérir la rue » (*L'Humanité* du 1er mai 1942) et la SFIC dispose par conséquent depuis octobre 1941 d'un Comité Militaire National, dirigé par Charles Tillon, agissant dans la zone occupée et parallèlement au Comité Militaire de la Zone sud. Les FTP disposent d'un service de renseignements, le Service B ou FANA, ainsi que d'une revue : *France d'abord*, qui a comme exergue *Chasser l'envahisseur !*

On peut y lire : « Que chaque cri se fasse balle. La lutte armée doit devenir le devoir de toute la Résistance. Chaque ennemi sera ainsi visé. Car combien sont-ils donc, et combien sommes-nous, si nous sommes un peuple allié de ses alliés ? La victoire ne sera obtenue que par la destruction de l'armée hitlérienne dont la puissance initiale a été forgée, avant la guerre, à l'abri des divers 'attentismes' de la non-intervention et de Munich.

De ces données découle une stratégie commune à tous les peuples unis dans la volonté

d'en finir le plus tôt possible avec l'hitlérisme.

Cependant, si les Russes restent seuls à détruire la puissante armée nazie, les Français devront supporter un autre hiver de guerre, au cours duquel Hitler pourra réaliser au moins ce qui fut le premier article de son programme insensé de domination du monde : détruire la France, berceau de la liberté. Donc, aucun Français de France n'a intérêt à laisser durer une guerre atroce, alors qu'il est possible de l'abrégé.

Hitler a en France 250.000 hommes pour faire face au second front. Les forces d'occupation sont si réduites que Hitler les double de policiers, gendarmes, légionnaires et autres mercenaires que Pétain et Laval transforment en soldats boches pour aider à occuper, piller, à saigner la France. Mais les Français en état de se battre sont dix fois plus nombreux que l'ennemi.

Un boche isolé est un prisonnier. L'ennemi n'occupe militairement le terrain que là où ses unités peuvent agir en tant qu'unités. Et tous les transports, voies de communication, transports publics, ne sont assurés que par des mains de Français.

En dehors d'une force d'occupation réduite, il ne reste qu'une occupation politique exercée par des traîtres. Dans ce rapport des forces, la terreur nazie n'est opérante que pour ceux qui l'acceptent ou bien l'encouragent en exagérant sa puissance pour mieux masquer leur lâcheté. Attendre, faire la guerre avec la peau des Russes, partir en Allemagne pour travailler pour l'ennemi, laisser guillotiner les Français pour crime de patriotisme, c'est reculer l'heure du second front en désertant le front de France !

Le front de France ? Il est partout où il y a un boche, une de ses armes ou un wagon, un camion, de l'essence ou du blé destiné aux boches, un terrain d'aviation, un dépôt d'armes, un chien de Laval. Nos armes ? Elles sont partout où un peu de courage donne le loisir d'en prendre. Chaque ennemi désarmé doit servir à armer un chef de groupe, autour duquel

s'armeront d'autres patriotes d'armes improvisées. Pour la forme de guerre qui nous incombe, contre les forces d'occupation, le nombre doit suppléer à la qualité du matériel. Et nous sommes dix contre un...

Comme vous le recommande le Front National, dans vos usines, vos quartiers, groupez-vous en Comités populaires de la France combattante pour coordonner toutes les formes d'action politique et économique contre l'ennemi ; arrêtez toute production pour les boches et empêchez tout départ pour l'Allemagne. En même temps, organisez et menez l'action armée.

« La Libération nationale, a dit le général de Gaulle, ne peut se séparer de l'insurrection nationale... ». L'insurrection nationale ne saurait être le produit d'un miracle, une génération spontanée à l'heure H. Il n'existe pas d'autres moyens d'organiser une armée de patriotes pour la Libération que le combat quotidien, qui forge la discipline et les chefs, procure les armes et permet d'organiser en agissant, d'agir en organisant.

Laisser croire le contraire serait préparer à notre peuple des désillusions que nous voulons épargner. Chacun à son poste, chacun à son arme. Que sans attendre, tout ce qui appartient à l'armée d'occupation soit cerné de haine, attaqué, frappé, exterminé. Et que, sur le Front National de la Libération, retentisse le cri de guerre contre tous ceux qui veulent détruire notre patrie : TOUS DEBOUT ET CHACUN SON BOCHE. »

France d'abord, est initialement l'« organe d'information sur le mouvement des patriotes français pour la libération du territoire », puis l'« organe d'information, de liaison et de combat des détachements de FTP qui forment sur le sol de la patrie l'avant-garde armée de la France combattante », puis encore l'« organe d'information, de liaison et de combat des détachements de Francs-Tireurs et Partisans adhérant aux Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) » et enfin l'« organe d'information, de

liaison et de combat des unités de Francs-Tireurs et Partisans, membres de l'Armée régulière des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) ».

Enfin, il y a une aile uniquement politique, le Front National de lutte pour l'indépendance de la France, issu d'un appel du Comité Central du Parti Communiste du 15 mai 1941 affirmant : « Guidé par le souci exclusif de réaliser l'union de la Nation pour la cause sacrée entre toutes, de l'indépendance nationale, le Parti communiste français, mettant au-dessus de tout l'intérêt du pays, déclare solennellement qu'en vue d'aboutir à la création d'un large front de libération nationale, il est prêt à soutenir tout gouvernement français, toute organisation et tous hommes dont les efforts seront orientés dans le sens d'une lutte véritable contre l'oppression nationale subie par la France et contre les traîtres au service de l'envahisseur. »

Les « traîtres au service de l'envahisseur » sont définis non seulement par des critères objectifs, mais également subjectifs. Ainsi, le courant politique trotskyste, qui s'oppose à la lutte armée et à la Résistance, mettant dos à dos l'Allemagne nazie et les Alliés, faisant parfois de l'entrisme chez les collabos, devient souvent une cible des FTP.

De là vient le vocable « hitléro-trotskyste » ; après 1945 la presse trotskyste aura du mal à être autorisée, ne faisant pas partie de la « presse de la Résistance », le symbole de cela restant l'éditorial intitulé « Ils se valent » du journal La Vérité au moment du débarquement allié en Normandie au milieu des massacres nazis en France.

Les FTP mènent la guerre de partisans ; le caractère essentiel de leurs actions repose sur la mobilité. L'Humanité appelle au début de 1943 : « Agissez, agissez et agissez ! Lutte contre la déportation des ouvriers en Allemagne, par la manifestation, par la grève, par la dislocation des convois. Répondez par la force à la violence de la police et de la Gestapo.

Sabotez, sabotez, détériorez les machines, les

locomotives, les camions, les chalands. Faites sauter les voies ferrées, les ponts et les écluses ; mettez le feu aux entreprises. Paralysez l'industrie de guerre des hitlériens et leurs moyens de transport. Organisez la lutte des paysans pour briser par la force le système des réquisitions hitlériennes. Organisez des manifestations de femmes contre ceux qui nous condamnent à la famine.

Exigez 500 grammes de pain par jour, du charbon, du bois. Formez dans chaque usine, dans chaque gare, dans chaque dépôt des chemins de fer, des groupes de saboteurs, de dynamiteurs. Organisez de nouveaux détachements de francs-tireurs: enrôlez les ouvriers menacés de déportation en Allemagne; appelez, pour instruire les Francs-Tireurs, les officiers, les sous-officiers licenciés et les anciens combattants. Que chaque patriote considère comme un devoir sacré la lutte armée contre l'ennemi affaibli et obligé de disperser ses forces. Français, Françaises ! Agissez, agissez, agissez ! Ce n'est que de la sorte que nous pourrons préparer l'insurrection nationale, accélérer l'ouverture du deuxième front en Europe et rapprocher l'heure de notre libération. »

Il y a également des maquis, dont le plus important a été fondé dans la Haute-Vienne par Georges Guigouin. Ce dernier a agi dès 1940 et son maquis rassemblera jusqu'à 8000 hommes. Le Front National agit comme un front de masses, on trouve le Front National des avocats, le Front National des médecins, le Front National des commerçants, le Front National des paysans, les Fronts Nationaux d'usines, l'Union des Femmes Françaises...

L'appel du Front National de Juillet 1942 explique ainsi les objectifs de son action :

« 1. empêcher que les ressources de la France servent à la machine de guerre allemande ;

2. empêcher les usines françaises de travailler pour Hitler, en soutenant les luttes revendicatrices des ouvriers, qui, en défendant leur pain et celui de leurs enfants, suivent la cause de la France ;

3. empêcher que nos chemins de fer transportent en Allemagne nos richesses nationales et les produits de notre industrie ;

4. organiser la résistance des paysans à la livraison des produits agricoles aux oppresseurs de la Patrie ;

5. organiser la lutte contre la répression hitléro-vichysoise, chaque militant du Front National, qu'il soit athée ou croyant, radical ou communiste, devant bénéficier de la solidarité de tous ;

6. diffuser les écrits, appels ou documents du Front National et dénoncer systématiquement les mensonges de l'ennemi ;

7. propager et exalter, face à l'envahisseur et à ses séides, les sentiments patriotiques, la volonté de lutte pour libérer la France. »

L'instauration du STO le 4 septembre 1942, qui envoie les travailleurs en Allemagne, renforce le caractère de masse des maquis et de la résistance, mais le Parti Communiste n'a pas changé d'identité, il n'a jamais abandonné son souci de légitimité. Grenier, ancien député communiste de Saint-Denis, part à Londres rencontrer le général de Gaulle et demander officiellement l'intégration de la résistance communiste : « Les FTP se battent, font la guerre et savent mourir avec un courage et un cœur de soldat, c'est pourquoi ils demandent au grand soldat que vous êtes de ne pas laisser ignorer qu'ils font aussi partie de la France Combattante ».

L'unification des mouvements de résistance est « officialisée » par la première séance du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943, le 29 décembre 1943 les FTP fusionnent avec « l'armée secrète » (issue de « Combat », « Libération-Sud » et « Franc-Tireur ») pour former les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Cette fusion sera parfaitement effective à Paris, plus dure à réaliser en d'autres endroits, elle marque en tout cas la fin de l'indépendance organisationnelle de la résistance communiste.

2. L'union dans la Résistance

L'intégration des FTP dans les FFI marque le franchissement d'une étape : celle de la survie. Car la fusillade des otages, systématisée à la mi-1941 par les nazis puis élargi en juillet 1942 par l'application de la responsabilité pénale aux familles mêmes des résistants, a durement frappé les masses. 30,000 otages auront été fusillés sous l'occupation.

L'un des symboles les plus marquants du début de cette terreur reste l'exécution des « 27 » à Châteaubriant (en même temps que 22 à Nantes et 50 à Bordeaux), dont le jeune Guy Môquet ou encore Jean-Pierre Timbaud, le secrétaire CGT des métallos, mort fusillé en criant « Vive le Parti Communiste allemand » (bien qu'il faille noter que le KPD est le Parti communiste d'Allemagne et non « allemand », une différence non entrevue par les communistes en France et qui aura son importance).

Voici la dernière lettre à sa femme et sa fille (il faut noter que Jean-Pierre Timbaud n'a quasiment pas été scolarisé) : « Toute ma vie j'ai combattue pour une humanité meilleure j'ai la grande confiance que vous verrez réaliser mon rêve ma mort aura servi à quelque chose ma dernière pensée serront tout d'abord à vous deux mes deux amours de ma vie et puis au grand idéal de ma vie. Au revoir me deux chers amours de ma vie du courage vous me le jurez vive la France vive le prolétariat international. »

On trouve également Pierre Sémard, secrétaire général de la Fédération des cheminots depuis 1935, dont la dernière lettre contient les mots suivants : « Dans quelques instants je serai fusillé. J'attends la mort avec calme. Ma dernière pensée est avec vous, camarades de lutte, avec tous les membres de notre grand Parti, avec tous les Français patriotes, avec les héroïques combattants de l'Armée Rouge et son chef, le grand Staline. Je meurs avec la certitude de la libération de la France.

Dites à mes amis les cheminots que ma dernière volonté est qu'ils ne fassent rien qui

puisse aider les nazis. Les cheminots me comprendront ; ils m'entendront, ils agiront et j'en suis convaincu. Adieu, mes chers amis. L'heure de mourir approche. Mais je sais que les nazis qui vont me fusiller sont déjà vaincus. Vive l'Union soviétique et ses alliés ! Vive la France ! »

On trouve également Guy Môquet, Charles Michels (fusillés comme otages), ou encore le groupe des « 23 », composé de 20 antifascistes étrangers et 3 Français, dirigé par le communiste arménien Missak Manouchian et contre lequel les nazis placarderont la fameuse « Affiche rouge ».

Louis Aragon composera un poème connu à leur sujet (« La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans / Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes / Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants / L'affiche qui semblait une tache de sang / Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles / Y cherchait un effet de peur sur les passants / Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent / Vingt et trois qui donnaient le cœur avant le temps / Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant / Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir / Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant »).

Si les FTP se renforcent, tel est également le cas du Parti Communiste, comme par exemple à l'été 1942 avec la campagne de recrutement, la « promotion Valmy » qui est parallèle à la campagne pour célébrer le 150^{ème} anniversaire de la victoire française sur les Prussiens à Valmy et aux actions des FTP Valmy. Le gouvernement de Vichy en a été bien conscient en promulguant une loi le 30 janvier 1943, celle de la « milice française ».

A Marseille, ce sont les 40 000 habitants du Vieux-Port qui sont évacués et transférés dans un camp à Fréjus, 2000 d'entre eux, résistants, étant déportés en Allemagne. En juin c'est une section spéciale qui est formée auprès de chaque cour d'appel, spécialement chargée de punir « toute infraction favorisant le terrorisme, le communisme, l'anarchie sociale et nationale, ou

la rébellion contre l'ordre social légalement établi ».

Après Stalingrad, il est clair que le vent tourne, comme le montrent les propos de la grande figure de la collaboration, Philippe Henriot (qui sera secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande avant d'être abattu par la Résistance), qui attaque les « sots qui plantent avec allégresse leurs drapeaux rouges sur leurs cartes et applaudissent chaque fois que l'Europe recule et que le bolchévisme avance » (conférence de presse au Palais de Chaillot du 26 février 1943) ainsi que la « folie collective qui fait des ravages croissants dans les rangs des Français » (allocution à la radio du 12 mars 1943).

C'est dans ce contexte que les FTP avaient lancé en février 1943 le slogan « s'unir, s'armer, se battre » ; les militants doivent s'appliquer avec « courage, un vigoureux esprit offensif et une discipline de fer » (L'Humanité du 15 avril 1943).

Du 1^{er} octobre au 31 décembre 1943, les FTP ont mené 300 actions contre les voies ferrées ou les trains chargés de troupes et de matériel allemands, tuant 750 officiers, sous-officiers ou soldats et en blessant 1780 ; ils ont fait sauter 21 écluses ainsi que 3 sous-stations électriques, 15 transformateurs, une génératrice d'usine et endommagé deux usines électriques, mené 15 opérations contre des canaux, coulant ou sabotant de manière importante 42 péniches.

65 attaques ont été menées contre des détachements, des patrouilles et des casernements, abattant 215 officiers ou soldats et en blessant 340. A cela s'ajoute l'incendie de dépôts de blés et de fourrage réquisitionnés. Les groupes « Justice » ont abattu 150 agents ou collabos et 6500 personnes ont rejoint ses rangs.

Les FTP mènent des coups d'éclat : attaque à la grenade d'un restaurant allemand de l'avenue de la Grande-Armée le 14 juillet, attaque d'un détachement de SS en pleins Champs-Élysées par une vingtaine de combattants bien habillés, exécution du SS

Julius Ritter qui dirigeait la déportation des ouvriers français en Allemagne, etc.

Il va de soi que les gaullistes ne soutiennent pas les FTP. Il y a peu de livraisons d'armes, ou des armements inadaptés à la guérilla et ne pouvant servir qu'en appui pour le débarquement. La radio anglaise ne parlait jamais des FTP et aucun soutien n'était donné pour la propagande, etc.

Waldeck Rochet, représentant à partir d'octobre 1943 du Comité central du Parti Communiste à Londres, raconte que « De Gaulle et les siens faisaient une discrimination entre les FTP et les autres organisations de la Résistance... On sentait nettement que tous ces gens-là n'étaient pas favorables aux FTP.

J'avais obtenu la possibilité de parler à la radio une fois tous les quinze jours, pendant cinq minutes, pour faire connaître les mots d'ordre du Parti et de la Résistance par l'intermédiaire de la BBC. D'autre part, je prononçais des allocutions particulières destinées aux paysans. Mais toutes ces émissions étaient censurées à la fois par les Anglais et par les représentants du général De Gaulle à Londres. Chaque semaine, je devais me battre pour pouvoir exprimer nos mots d'ordre d'action, en particulier les mots d'ordre de lutte armée. La tendance de tous mes censeurs étaient l'attentisme. » (Souvenirs d'un militant, L'Humanité du 30 mars 1956).

Un attentisme reposant parfois sur un socle idéologique bien solide et dépassant le simple anti-communisme : il faut ainsi noter que Jean Monnet, le futur organisateur de l'unification européenne, avait prôné à Churchill la fusion des « empires » britannique et français, avec un seul parlement et une seule armée, une thèse partagée à de nombreux niveaux dans les cercles dirigeants des deux « empires ».

Malgré ces obstacles, les FTP se profilent en de nombreuses zones comme une force capable de vaincre seule, malgré le manque de théorie concernant les principes de la guerre de guérilla. En septembre 1943, 12 000 FTP et 500 hommes

de troupes régulières libèrent la Corse en 24 jours alors que l'État fasciste italien s'est effondré et que ses troupes se révoltent pendant que l'Allemagne nazie envoient ses propres forces. La lutte armée s'intensifie toujours davantage : rien qu'en février 1944 les FTP abattent 57 miliciens et agents de la Gestapo ; le journal collabo *Je suis partout* parle lui de 1200 « attentats » dans le département de la Seine et de 500 à Lyon.

Il faut également noter le cas unique du maquis du Limousin, formé en avril 1941 par Georges Guingouin, qui agit avec une autonomie plus ou moins grande par rapport au Parti Communiste dont il est membre depuis les années 1930. Dès août 1940 Guingouin avait lancé un « appel aux militants » ; il acquiert rapidement le surnom de « préfet du maquis » et la zone est qualifiée par les nazis de « petite Russie ».

La Haute-Vienne a été le département comptant le plus de résistants en armes : 8000 et a joué un rôle important lors du débarquement en retardant l'envoi en Normandie de la division blindée SS « Das Reich », qui commit à ce moment le massacre d'Oradour-sur-Glane. Guingouin était considéré par la direction locale des communistes comme un « fou dans les bois » en raison de sa politique totalement autonome et allant à l'opposé de la ligne d'agitation prônée par le Parti Communiste, la lutte armée n'étant qu'un appui militarisé.

Cela ne signifie pas pour autant que Georges Guingouin ait formé une « base d'appui » comme les communistes en Chine ; d'ailleurs Guingouin n'a jamais cherché à construire une organisation en quoi que ce soit autonome des forces alliées et a toujours gardé un lien permanent avec elles.

Une conduite que la direction du PCF n'a jamais pardonné à Guingouin, tout comme la décision de celui-ci de ne pas prendre militairement Limoges par les armes, mais d'avoir attendu le débarquement pour obtenir la

reddition d'une partie de l'armée allemande occupant la ville (l'autre réussissant à s'enfuir malgré l'encerclement).

Les forces alliées avaient en effet appelé les combattants à « rejoindre maquis pour ne pas gêner opérations militaires », ordre largement suivi dans la zone Sud mais défavorable aux communistes liés aux masses urbaines. La formation de grands regroupements, empêchant l'utilisation des formes de la guérilla, fut fatale aux maquis du Vercors dans les Alpes, des Glières en Haute-Savoie, ou encore celui de Saint-Marcel en Bretagne.

Mais le véritable succès communiste reste la grève insurrectionnelle à Paris qui se lance à la mi-août 1944, dont la portée est brisée par l'intervention in extremis de la deuxième division blindée qui apporte la légitimité au gaullisme dans la libération de la capitale. Mais le prestige populaire reste ; le Parti Communiste est incontournable de par sa base populaire et sa continuité : au moment de l'insurrection parisienne, il y aura eu 317 numéros clandestins de l'Humanité, diffusés à 50 millions d'exemplaires. Le Parti Communiste est le « Parti des fusillés », il en revendique 75 000 ; il a été le Parti du combat. 100 000 cheminots ont été liés à la Résistance - dont un dixième sera tué, ainsi que 100 000 employés des PTT.

Les communistes se sont toujours considérés comme une composante de la Résistance et voyait celle-ci comme étant elle-même une composante des forces alliées. Il n'y aura pour cette raison pas de « trahison » en 1944-1945 car l'objectif n'a jamais été une guerre de guérilla autonome visant à la prise du pouvoir. Les thèses communistes étaient qu'il fallait placer au centre de la Résistance le peuple et non la direction gaulliste à Londres, et pareillement que l'insurrection était essentielle et qu'il ne fallait pas tout fonder sur l'intervention militaire britannique ou nord-américaine.

Jacques Duclos expliquait dans son rapport au Comité Central du 31 août 1944 : « Nous

entendons consacrer nos efforts à la poursuite de la guerre en vue d'écraser au plus vite l'Allemagne hitlérienne, en vue de hâter le retour de nos prisonniers, en vue de délivrer toutes les provinces de France de l'oppression hitlérienne. C'est une politique de mobilisation de toutes ses forces pour la guerre que doit poursuivre la France pour pouvoir figurer parmi les plus grandes nations. »

Il ne faut pas non plus surestimer la force militaire des FTP. Tout d'abord, le Parti Communiste n'a jamais été un parti militarisé comme l'a par exemple été le Parti Communiste de Chine : il n'y avait au maximum que 10% de militants du Parti Communiste à rejoindre la lutte armée, l'essentiel de l'activité reposant sur l'agitation et la propagande.

Et la guerre de guérilla n'était pas considérée comme une lutte spécifiquement communiste, comme en témoigne l'article paru dans l'Humanité du 1er avril 1944 : « Depuis toujours, il y eut un défaut dans nos écoles militaires : celui d'ignorer systématiquement l'étude de la guérilla, de la guerre de partisans, des francs-tireurs. Cependant, elle a toujours joué un grand rôle dans les guerres nationales. Rappelons simplement: guérilla espagnole contre Napoléon ; francs-tireurs en 1871; dans toute l'Europe pendant cette guerre, en Grèce, en Yougoslavie, au Danemark, en France, en Union soviétique. La guerre des francs-tireurs et partisans doit être au programme de toutes nos écoles. »

Qu'il soit parlé de « nos écoles militaires » en parlant d'un « État bourgeois » que le Parti Communiste était censé anéantir montre la compréhension « patriote » de la conception de l'État. Les années 1944-1945 sont ainsi dans cette optique non pas une défaite mais un succès, puisque l'onde de choc provoquée par le débarquement de juin 1944 a fait passer le nombre de personnes dans les structures FTP de 25 000 à 250 000 en quelques jours.

Il va de soi qu'avec 25 000 membres, le FTP n'étaient au mieux qu'une force de guérilla à ses

débuts, mais en étant le « meilleur élève » de la Résistance, cela suffisait pour conquérir avec ces forces une gigantesque base populaire lors du changement de situation historique, changement prévu dès le départ par le Parti Communiste.

La preuve de cette orientation repose d'ailleurs dans la non prise en compte sur le plan stratégique de la présence de centaines de milliers de soldats US, contre lesquels la base populaire ayant rejoint le FTP au débarquement ne lutteraient certainement pas, sans compter que les FTP ne représentaient au final que la moitié des 500 000 FFI. Ainsi, de par sa stratégie, le Parti Communiste n'avait aucune possibilité d'en arriver à l'insurrection.

L'une des conséquences militaires sera la faiblesse de l'épuration : 10 000 exécutions sommaires, 39 000 emprisonnés et 48 000 personnes frappées de dégradation nationale. 94 Français pour 100 000 furent emprisonnés pour faits de collaboration, un chiffre à comparer, pour la même proportion, avec ceux de 374 Danois, 419 Néerlandais, 596 Belges, 633 Norvégiens...

3. Document : « Sang et or » de Georges Politzer

La brochure Sang et or présente le nazisme tel qu'il est interprété par les communistes ; elle a été écrite en décembre 1940 et janvier 1941 et publié clandestinement en février 1941, puis rééditée après 1945 sous le titre de Révolution et contre-révolution au XXème siècle.

« M. Rosenberg dit dans son discours que la deuxième guerre impérialiste vient du fait que « les vraies forces du sang se sont révoltées contre cet odieux abaissement des valeurs vitales » que représentait le premier Versailles. Mais où était cette « révolte » quand, durant les années qui ont précédé la deuxième guerre impérialiste, se déroulaient les tractations entre les représentants du « Sang » et de « l'Or » en vue d'une agression antisoviétique ? M. Rosenberg a couvert cet aspect essentiel des dessous de la guerre impérialiste de 1939-1940-1941 du voile d'un silence significatif.

Car c'est un fait que l'impérialisme

franco-anglais voulait régler ses contradictions avec l'impérialisme allemand aux frais de l'Union soviétique.

Est-ce que M. Rosenberg a oublié l'époque où les représentants du régime hitlérien se proclamaient les Saint-Georges de la lutte contre le « dragon du bolchévisme » et les héros envoyés par la Providence tout exprès sur la terre pour défendre contre « la steppe envahissante », comme disait l'auteur du « Mythe du vingtième siècle », l'« occident » avec, comme contenu essentiel, le capitalisme ?

Pour conserver ses possessions, l'impérialisme franco-anglais « offrait » en effet des annexions en Union soviétique. C'est la raison pour laquelle on a permis à l'Allemagne hitlérienne de réarmer. C'est pour cela qu'on lui a fait concession sur concession. On lui a permis ainsi d'annexer l'Autriche et la Tchécoslovaquie. On a fait pratiquer par Blum la politique de la non-intervention. C'était, entre les représentants du « Sang » et de l'« Or », des tractations impérialistes dont on est loin de connaître tous les détails : Munich en est un exemple inoubliable.

Seulement, la « force vitale créatrice profonde », c'est-à-dire l'impérialisme allemand, a reculé devant la force immense du pays du socialisme. C'est alors que cessent les concessions de la part de l'impérialisme franco-britannique, et la lutte s'engage pour un nouveau partage du monde, non pas aux frais du pays du socialisme, mais entre les puissances impérialistes elle-mêmes.

M. Rosenberg ne dissimule pas seulement le rôle essentiel qu'ont joué les visées antisoviétiques de l'impérialisme franco-anglais dans le déclenchement de la guerre actuelle. Il dissimule également que cette politique constitue la cause fondamentale de la défaite de la France. Il sait parfaitement que la guerre antisoviétique était la préoccupation principale de l'impérialisme franco-britannique. Il sait parfaitement que c'est l'esprit de classe des hommes du grand capital qui a causé la défaite et qui a livré la France. Néanmoins, il dissimule ce fait incontestable et tente de dégager la responsabilité de la ploutocratie française en prétendant que c'est la « démocratie » qui a causé la guerre et la défaite. Autre manifestation de la solidarité impérialiste, des « intérêts communs » dont discutent en ce moment les représentants des trusts sidérurgiques de France et d'Allemagne,

réunis à Paris.

M. Rosenberg a essayé de renforcer son « argumentation » en affirmant plusieurs fois, et sur les tons les plus variés, que, de toute façon, il ne nous reste pas d'autre possibilité que de nous soumettre à la domination impérialiste, parce que cette domination est définitive, voire éternelle. A quoi servirait la résistance, alors que l'avenir appartient à l'asservissement ? Mais il n'y a là évidemment que la vantardise conforme aux principes de la publicité.

C'est ce qui apparaît dans le discours même de M. Rosenberg. Car celui qui fut le grand spécialiste des diatribes antisoviétiques, comme des diatribes antimarxistes, a observé au sujet de l'URSS un silence tellement colossal qu'il n'en a pas dit un seul mot.

Et que pouvait-il dire ? Les diatribes sont interdites. L'homme qui a proclamé que le marxisme est « purement destructif » est contraint au silence par la force immense dont la source est le socialisme construit sous le drapeau de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline.

Le silence de M. Rosenberg sur l'URSS souligne le fait que le pays du socialisme est la réfutation vivante de tout son discours et de tous les discours similaires, de toutes les affirmations racistes concernant l'avenir du monde et de toutes leurs prétentions à l'éternité de l'impérialisme.

Le rêve des impérialismes de régler leur conflit aux frais de l'Union soviétique s'est évanoui grâce au génie de Staline. Les impérialismes sont engagés maintenant dans une lutte qui ne cesse de les affaiblir. Mais pour l'URSS, pour laquelle la politique extérieure stalinienne a conservé la paix, chaque heure représente un pas en avant dans la construction du monde nouveau et, par conséquent, un accroissement du bien-être des peuples qui y vivent libres, ainsi que de la puissance du pays du socialisme. C'est le monde nouveau qui se renforce, pendant que le monde ancien, auquel appartient M. Rosenberg, avec sa ploutocratie déguisée par les mythes racistes, agonise au milieu de la guerre impérialiste qui accumule les morts et les ruines.

Cette leçon est comprise chaque jour davantage par les peuples en lutte pour leur liberté et leur indépendance. »

8e partie : Le Parti des fusillés

1. Au lendemain de la victoire

La résistance communiste a joué un rôle essentiel dans la défaite, dans la mesure où c'est lui qui a permis, de par son caractère populaire, à ce que les masses s'engouffrent dans la Résistance. De Gaulle ne disposait que d'un état-major et de réseaux et il a fallu du temps avant que Léon Blum n'apporte l'appui socialiste. Mais en aucun cas il n'est possible de dire que le PCF a « trahi » en 1945 car prendre le pouvoir n'a en fait jamais été son but, ou tout au moins pas de cette manière là.

Qui plus est, les rangs des FTP ou des milices patriotiques ne se sont vraiment massifiées qu'au moment du débarquement en Normandie, passant de 25 000 à 250 000 pour les FTP, sur un total de 500 000 FFI, au moment du débarquement de plus de 300 000 soldats alliés. Les FTP ne sont historiquement qu'une composante des FFI, elles-mêmes composante des forces alliées.

La ligne politique et culturelle du PCF après la victoire est dans le prolongement de ce qui s'est passé au sein de la Résistance, c'est-à-dire la concurrence avec De Gaulle. Dans ce cadre, le PCF a tenté de générer le plus d'organismes possibles pour poser son hégémonie. Il a ainsi poussé à l'unification en mars 1945 dans une Confédération Générale de l'Agriculture de l'ancienne Confédération générale des Paysans travailleurs avec les Comités de défense et d'action paysanne. Le Front National Universitaire fusionne avec des comités de la zone sud pour former l'Union Française Universitaire. Le Secours Populaire de France et des Colonies devient le Secours Populaire Français. La Jeunesse Communiste devient de la même manière l'Union de la Jeunesse Républicaine de France.

Celle-ci édite à partir de juin 1945 l'hebdomadaire Vaillant, qui prend le relais du Jeune Patriote fondé en 1942, qui publiait des textes illustrés sur la Résistance. Vaillant deviendra Vaillant le journal le plus captivant

puis Vaillant le journal de Pif, avant de terminer en Pif gadget, qui après un énorme succès (1 million d'exemplaires pour les numéros 60 d'avril 1970 et 137 de septembre 1971 qui avait comme gadget les poids sauteurs du Mexique) disparaîtra dans les années 1990, pour reprendre dans les années 2000.

On trouve également le Comité National des Écrivains, fondé dans l'occupation par Jacques Decour, tout comme des organisations rassemblant, par catégories, cadres, techniciens, artistes, avocats, médecins ou encore l'Union des vieux de France.

La FSGT a pareillement grandi : un peu plus de 50 000 licenciés en août 1945, un peu plus de 250 000 un an après. Elle propose la naissance d'une grande fédération unique multisports et ses statuts se sont adaptés à la ligne républicaine : l'article 1 précise qu'il s'agit de former un « citoyen au service d'une République Laïque et Démocratique ».

Elle subira néanmoins la scission socialiste en raison de l'envoi d'un cadeau à Staline pour son 70ème anniversaire et perd ses subventions jusqu'aux années 1960. Dans le domaine sportif, le PCF organisera également, par l'intermédiaire du quotidien Ce soir, fondé en 1937 (et disparaissant en 1953), la Ronde de France, une nouvelle forme de Tour de France sans les organisateurs officiels mis à l'écart pour cause de collaboration.

Par conséquent, il n'y a aucune raison d'avoir des groupes armés, surtout vu que le PCF a un écho populaire en 1945 qui va à l'opposé de la position de paria de 1939. Le PCF ouvre donc les vannes de ses rangs et passe à 370 000 adhérents en Décembre 1944, puis 800 000 à la fin de 46. Aux élections de novembre 1946, il prend même la première place, avec 28,6% des suffrages ; le résultat est même de 30,64% aux municipales d'octobre 1947. Et il dissout les FTP et toutes les structures politico-militaires, selon le principe expliqué par Thorez à la réunion du Comité que les communistes sont tombés en héros central à Ivry du 21 au 23

janvier 1945 : « une seule armée, le parti communiste français qui a le plus fait d'efforts et le plus versé de sang pour délivrer la Patrie a été appelé par une seule police, une seule administration ».

Maurice Thorez expliquera dans son rapport au Comité Central au Xème Congrès, qui se tient à Paris du 26 au 30 juin 1945, que les Milices Patriotiques « ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection contre l'occupant hitlérien et ses complices vichystes. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de la police constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps (...).

Nous ne cesserons pas de répéter que l'unité de la nation est la condition absolue de notre renaissance nationale. Nous répéterons que le relèvement de la France, ce n'est pas la tâche d'un seul parti, non plus de quelques hommes d'État ; c'est la tâche des millions de Français et de Françaises.

Pour notre part, nous entendons ne pas nous dérober aux exigences et aux obligations de l'unité nationale. Nous envisageons comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique, réalisant ainsi de meilleures conditions d'autorité et de stabilité, et s'appuyant franchement sur le peuple pour l'application du programme de rénovation nationale et sociale voulu par le peuple. »

Quelle est donc la conception du PCF, puisqu'il ne s'agit pas de détruire l'État ? Le PCF défend une ligne républicaniste face à De Gaulle présenté comme trafiquant avec les valeurs républicaines ; Jacques Duclos, dans un discours à l'assemblée consultative intitulé « L'avenir de la République est en jeu », le 29 juillet 1945, affirme ainsi : « C'est vrai, il n'y a qu'un souverain, qui est le peuple. Mais encore faut-il s'entendre sur la façon dont on veut

permettre à ce souverain d'exercer sa souveraineté. Qu'on le veuille ou non, il n'y a pas d'autre moyen pour le peuple d'exercer sa souveraineté que de la déléguer à des hommes dont il a pu juger le programme, à qui il a pu poser toutes les questions utiles et en qui il a placé sa confiance. A partir du moment où ces représentants du peuple sont élus, ils sont dépositaires de la souveraineté du peuple. C'est la doctrine républicaine. »

Le PCF publie ainsi « Haute trahison crime des trusts, la France accuse ! », document répertoriant l'activité collaboratrice des grandes entreprises avec l'occupant allemand, chiffrant les bénéfices de celles-ci, et demandant justice, c'est-à-dire l'établissement d'un régime patriotique fondé sur les valeurs de la Résistance. « Le Parti des Fusillés veille et dénoncera le sabotage de la juste répression par les complices des trusts. »

Le PCF participe donc aux nouvelles institutions, qu'il contribue à fonder, considérant comme son devoir de veiller sur elle, sur leur caractère démocratique ; dans le cadre de la nouvelle république : la quatrième. Il entend bien « gouverner » : « Le Parti communiste, conscient de ses responsabilités est prêt à assumer toutes les charges qui découlent pour lui de sa position de premier Parti de France.

C'est pourquoi, respectueux des décisions du suffrage universel, il revendique l'honneur et la responsabilité de la présidence du gouvernement de la République française, dans une volonté d'étroite collaboration avec tous les républicains soucieux de poursuivre dans l'union et la concorde, dans le respect des convictions et des croyances de chacun et dans l'exaltation de l'effort de tout un peuple, une politique démocratique, laïque et sociale, gage de la renaissance de la France... Le Parti communiste et le Parti socialiste disposent, dans la nouvelle Assemblée nationale, de forces suffisantes pour faire appliquer, en accord avec tous les républicains sincères, la volonté de suffrage

universel. » (Déclaration du Bureau politique, L'Humanité, 15 novembre 1946).

Le PCF participe même aux gouvernements de 1944 à 1947, avec Maurice Thorez comme ministre d'État chargé de la fonction publique, Charles Tillon à l'armement, François Billoux à l'économie nationale, Ambroise Croizat au travail, Marcel Paul à la production industrielle. Le PCF se pose donc comme partenaire politique et culturel participant aux institutions et assumant l'intégration de la classe ouvrière.

Le PCF fait donc partie d'un gouvernement menant la répression contre l'insurrection à Madagascar (90 000 morts), sans compter la question de la répression à Sétif et Guelma, en Algérie, qui a fait entre 15 000 et 30 000 morts, selon les estimations. Celle-ci suit l'émeute du 8 mai 1945, qui était en fait une véritable tentative d'insurrection poussée par le Parti du Peuple Algérien, causant une centaine de victimes européennes, dont le secrétaire du PCF de Sétif, qui a les poignets sectionnés.

Le mot d'ordre du PCF à la victoire, en tant que « Parti de la classe ouvrière », passe donc de « S'unir, s'armer, combattre » à « S'unir, combattre, travailler ». L'objectif du PCF est d'apparaître comme l'élève sérieux et méthodique : Maurice Thorez explique dans un discours à Waziers, le 22 juillet 1945 : « Produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus levée de votre devoir de classe... C'est pour produire pour préserver, pour renforcer l'union de la classe ouvrière avec les travailleurs des classes moyennes, avec les masses paysannes, pour assurer la vie du pays, pour permettre la renaissance morale et culturelle de la France. »

Pour quelles raisons le PCF, organisation se posant comme révolutionnaire et luttant pour le communisme, participe-t-il aux institutions ? Tout se fonde sur la conception absolument hégémonique au sein du PCF selon laquelle les communistes doivent gagner les classes moyennes par l'intermédiaire d'une sorte de « République sociale ».

C'est la théorie de Thorez et elle ne souffre d'aucune opposition dans l'organisation. Par conséquent, à la Libération, la ligne du PCF est tout à fait logique : puisque le Parti Communiste a réussi grâce à son investissement politico-militaire à être partie prenante dans le Conseil National de la Résistance (CNR), et puisque la classe ouvrière est la classe guidant le peuple, alors il faut que son représentant, le PCF, prenne la direction du CNR et des institutions qui en découlent.

Qu'est-ce que le CNR ? C'est en fait du CNR que sont issus la majeure partie des changements sociaux aboutissant aux « acquis sociaux » du 20ème siècle en France. Le programme du CNR prévoit entre autres « l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ; l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ; le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques. Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale. »

Par conséquent le Parti Communiste Français, puisque l'adjectif français a été rajouté pendant l'occupation, doit se présenter comme le meilleur élève du CNR. Le Manifeste à la Nation française, issu du Xème Congrès du PCF qui se tient à Paris du 26 au 30 juin 1945, est explicite concernant cette question : « Pour que l'effort de production remporte un plein succès, il est indispensable que ceux qui travaillent mangent à leur faim. Pour cela, il faut gagner la

bataille du ravitaillement, payer des salaires et des traitements suffisants, revaloriser les prix des produits agricoles, augmenter la retraite des vieux travailleurs en l'étendant aux vieux paysans, artisans et petits commerçants, établir une fiscalité équitable et confisquer les biens des traîtres.

Il est non moins indispensable que l'épuration soit faite résolument dans toutes les branches de l'économie et dans la haute administration. Il est indispensable que soient balayées toutes les institutions odieuses de Vichy, tous les vestiges du fascisme.

Il est indispensable que les traîtres, à commencer par Pétain, soient rapidement et implacablement châtiés. Il faut enfin que, très vite, les grands moyens de production et d'échange, les monopoles de fait retournent à la nation, que soient supprimés les trusts sans patrie, traîtres à la France. Il faut, en un mot, que soit appliqué le programme du Conseil National de la Résistance. »

« Il faut, en un mot, que soit appliqué le programme du Conseil National de la Résistance » : tel est, ni plus ni moins, l'objectif du PCF, objectif partiel, rentrant dans un cadre bien plus large, selon la conception de Thorez selon laquelle plus on avance dans la démocratie, plus on avance dans le socialisme. Une conception dans la continuité du « légitimisme » républicain au moment du Front Populaire, réaffirmée par Maurice Thorez sur la démocratie dans une interview retentissante au Times du 18 novembre 1946, interview allant devenir l'un des principaux documents du PCF.

Thorez y affirme que le chemin pris par les bolchéviks en Russie n'est pas valable en France, que les communistes s'insèrent dans la démocratie : « Tout le monde sait qu'à l'appel du Parti communiste, les mineurs français ont, depuis un an, doublé notre production de charbon qui dépasse de quinze pour cent les chiffres d'avant-guerre. En même temps, grâce à l'initiative des ministres communistes, les ouvriers, les fonctionnaires, les paysans, les

vieux travailleurs, les mères ont obtenu des avantages substantiels. (...) Nous voulons la liquidation du fascisme et le désarmement effectif de l'Allemagne. Nous estimons nécessaire, indispensable, l'entente entre nos grands alliés anglais, américain et soviétique. Nous repoussons toute politique de blocs et d'orientation exclusive sur l'un quelconque de nos alliés, notre gratitude allant également à tous. (...)

Nous avons répété expressément au cours de notre campagne électorale que nous ne demandions pas au peuple le mandat d'appliquer un programme strictement communiste, c'est-à-dire reposant sur une transformation radicale du régime actuel de la propriété et des rapports de production qui en découlent. Nous avons préconisé un programme démocratique et de reconstruction nationale, acceptable pour tous les républicains, comportant les nationalisations, mais aussi le soutien des moyennes et petites entreprises industrielles et artisanales et la défense de la propriété paysanne contre les trusts.

A l'étape actuelle du développement de la société, nous avons la conviction que les nationalisations - le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés - constituent un progrès dans la voie du socialisme. Les nationalisations portent atteinte à la toute-puissance des oligarchies financières, elles limitent les possibilités légales de l'exploitation de l'homme par l'homme, elles placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'oeuvre de redressement économique et social du pays.

Il est évident que le Parti communiste, dans son activité gouvernementale, et dans le cadre du système parlementaire qu'il a contribué à rétablir, s'en tiendra strictement au programme démocratique qui lui a valu la confiance des masses populaires.

Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui

confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. Cependant, l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. Il n'y a pas de route toute tracée sur laquelle les hommes puissent avancer sans effort. Il leur a toujours fallu surmonter bien des obstacles. C'est le sens même de la vie.

L'union des forces ouvrières et républicaines est le sûr fondement de la démocratie. Le Parti ouvrier français que nous proposons de constituer par la fusion des partis communiste et socialiste, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire. Il ouvrirait largement ses rangs aux travailleurs catholiques auxquels nous avons tendu bien avant la guerre une main fraternelle que beaucoup ont saisie. Nombreux sont d'ailleurs les Français qui partagent notre conception de la laïcité : pas de guerre à la religion, neutralité absolue de l'enseignement au regard de la religion.

Les Français communistes désirent vivement que le caractère national et démocratique de toute leur activité soit compris en Grande-Bretagne. Il n'en peut résulter que des effets heureux dans les rapports entre nos deux pays, pour le plus grand bien de notre cause commune, la cause de tous les peuples, la cause de la liberté et de la paix. »

Il faut noter la proposition de fusion des socialistes et des communistes en un « parti ouvrier français », qui est une démarche dans la continuité de la ligne de l'époque du Front Populaire, sauf qu'il existe une différence énorme avec l'esprit de l'époque.

Car l'objectif des communistes était de gagner la base socialiste, de la faire passer sur ses propres positions. Tel n'est plus le cas, il y a une véritable démarche de compromis, justifié

par l'idée que l'existence d'un seul Parti de la classe ouvrière a plus de valeur que les positions idéologiques.

Cette conception va largement triompher dans les pays d'Europe centrale. S'il est parlé des « partis communistes » des pays de l'Est, c'est de manière impropre; en réalité, il s'agit de partis ouvriers issus de la fusion des partis communistes et socialistes. Le Parti Ouvrier Polonais, ancien Parti Communiste de Pologne, fusionna ainsi en 1948 avec le Parti Socialiste polonais pour donner le Parti Ouvrier Unifié Polonais.

On trouve pareillement en 1946 le Parti de l'unité socialiste d'Allemagne issu de la fusion du Parti Communiste d'Allemagne et du Parti Social-démocrate d'Allemagne, le Parti des Travailleurs Roumains fondé en 1948 à partir du Parti Social-Démocrate de Roumanie et du Parti Communiste Roumain (appelé avant 1945 Parti Communiste de Roumanie), le Parti des Travailleurs Hongrois (puis le Parti des Travailleurs Socialistes Hongrois en 1956) fondé en 1948 à partir du Parti Communiste Hongrois et du Parti Social-Démocrate...

Ou encore le Parti Communiste Bulgare, issu en 1948 de la fusion du Parti Social-Démocrate des Travailleurs Bulgares avec le Parti Ouvrier (Communiste) Bulgare, lui-même issu de la fusion en 1938 du Parti Communiste de Bulgarie avec le Parti des Travailleurs. Un parcours compliqué mais qui a son importance, vu que le principal dirigeant communiste bulgare est Dimitrov, l'un des principaux théoriciens du Front Populaire et dont le parti a commencé un processus de fusion dès 1938.

En effet, dans son rapport au cinquième congrès du Parti Ouvrier (Communiste) Bulgare en décembre 1948, Dimitrov dit expressément: « Dans les conditions de la défaite militaire des États fascistes agresseurs, dans les conditions de l'aggravation rapide de la crise générale du capitalisme et de l'énorme accroissement de la puissance de l'Union Soviétique, étant donné sa collaboration étroite avec l'URSS et les

démocraties populaires, notre pays, ainsi que les autres pays de démocratie populaire, voit s'ouvrir la possibilité de réaliser la transition du capitalisme au socialisme sans un régime soviétique, au moyen du régime de la démocratie populaire, à la condition que ce régime se renforce et se développe, en s'appuyant sur l'aide de l'URSS et des autres pays de démocratie populaire. »

De la même manière, Klement Gottwald, alors premier ministre de la Tchécoslovaquie, déclara le 4 octobre 1946 au sujet de l'expérience tchécoslovaque que cela correspondait à « ce qui avait été prévu théoriquement par les classiques du marxisme, à savoir qu'il existe une autre voie au socialisme que celle de la dictature du prolétariat et du système d'État soviétique. Prennent ce chemin la Yougoslavie, la Bulgarie, la Pologne et également la Tchécoslovaquie. »

On remarque également qu'en lieu et place de la règle de l'Internationale Communiste selon laquelle le nom de l'organisation devait être « Parti Communiste de [le nom du pays] » (la « 17ème condition »), les partis deviennent français, bulgare, roumain... Par conséquent, la position de Maurice Thorez n'est nullement originale et c'est fort logiquement que la position du PCF va subir les mêmes critiques que devront subir les communistes de Bulgarie, d'Italie ou de Tchécoslovaquie. Car pour les communistes d'URSS, il est hors de question de faire le moindre compromis avec le « monde capitaliste », conçu comme un bloc idéologique, politique, militaire : c'est en ce sens qu'a lieu la conférence de Szklarska Poreba en Pologne, les 22-28 septembre 1947.

Y sont présents les Partis Communistes – ou Partis Ouvriers - d'URSS, de Yougoslavie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, d'Italie et de France, afin de fonder un Bureau d'Information des Partis Communistes et Ouvriers, le Kominform.

C'est selon les historiens académiques le

moment clef de la « guerre froide », c'est-à-dire de la mise en avant par Andreï Jdanov de la théorie des deux mondes antagoniques. Y a également lieu, de manière interne et qui ne sera pas rendue officielle, un véritable réquisitoire contre les Parti Communiste Français et Parti Communiste Italien, qui se voient reprochés la ligne ministérielle et l'absence de prise de pouvoir.

Jdanov y affirme que l'on se moque de savoir si les communistes sont dans l'opposition ou dans le gouvernement, ce qui compte c'est la destruction du capitalisme. Il est très intéressant comme exemple de comprendre ce qu'un tel changement va signifier pour le PCF. Le Comité Central de celui-ci lançait encore un appel le 6 mai 1946 : « Notre peuple apparaît comme étant divisé en deux blocs sensiblement égaux. C'est cette division de la France que le Parti communiste français s'est toujours efforcé d'empêcher et qu'il entend s'employer à cesser au plus vite. »

Même pas une année plus tard, en raison de sa nécessaire subordination, tout au moins en apparence, au mouvement communiste international, il signe un document intitulé « déclaration sur les problèmes de la situation internationale » signée en Pologne par les Partis Communistes et Ouvriers où il est affirmé : « Ainsi deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme.

La lutte entre ces deux camps, entre le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, se déroule dans les conditions de l'accentuation continue de la crise générale du capitalisme, de l'affaiblissement des forces du capitalisme et de l'affermissement des forces du socialisme et de la

démocratie. C'est pour cela que le camp impérialiste et sa force dirigeante, les États-Unis, déploient une activité particulièrement agressive. Cette activité se développe à la fois sur tous les plans : sur le plan militaire et stratégique, sur le plan de l'expansion économique et sur le plan de la lutte idéologique. » La ligne du PCF se voit ainsi totalement renversée.

2. Le mouvement pour la paix

La position internationale du mouvement communiste international a donc amené le PCF à avoir une position qui, dans le fond, ne correspondait pas à sa propre stratégie initiale. Il est évident que sur le plan de l'application, cela devait produire des contradictions insolubles. Si Maurice Thorez pouvait prononcer à l'été 1946 à Rouen un discours intitulé *Problèmes français, solutions françaises*, ce sont désormais les questions internationales qui prévalent.

Les États-Unis ont en effet pris la tête du « monde libre » et grâce au plan Marshall, bientôt à l'OTAN, organise la structuration du bloc des pays capitalistes et leurs alliés. Ce que le PCF pouvait considérer comme un chemin tracé rempli d'embûches, par la simple concurrence institutionnelle avec les gaullistes, devient un véritable parcours du combattant.

Ainsi, lors de la grande grève de 1947, commencée dans les bassins houillers du Nord et à Marseille et qui finit par rassembler 2 500 000 personnes, il n'y a pas que le rappel de 200 000 réservistes, plusieurs morts, des centaines de blessés et des milliers d'emprisonnés. Il y a également la CGT qui se scinde en deux. La tendance qui scissionne rassemble les anciens « confédérés » de la CGT, opposés au communisme durant les années 1920 ; se prononçant pour le soutien au plan Marshall et très largement aidé par l'American Federation of Labour (qui agit en fait comme intermédiaire pour la CIA), leurs partisans quittent la CGT en décembre 1947.

Ils fondent en avril 1948 la CGT – Force

Ouvrière, qui rejoint la Confédération Internationale des Syndicats Libres, qui rassemblent les syndicats anti-communistes et soutiendra massivement toute la politique de construction européenne (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier...), ce qui aboutira notamment à la Confédération européenne des syndicats, plate-forme du dialogue social européen à laquelle font partie aujourd'hui les grands syndicats (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC, UNSA).

Les socialistes soutiennent naturellement la CGT-FO ; Léon Blum déclare clairement dans *Le Populaire* du 19 décembre 1947 que « Le devoir du Parti socialiste est d'appuyer de toutes ses forces le mouvement de Force Ouvrière. Il faut détacher les travailleurs de la tyrannie absurde et intolérable du communisme. C'est la tâche vitale. »

Pareillement que sur le plan intérieur, la question internationale acquiert une dimension énorme, et la culture populaire anti-impérialiste va énormément jouer, donnant au PCF une radicalité particulière. En effet, dans le cadre de menace d'une nouvelle guerre a lieu le Congrès mondiale des intellectuels pour la paix, à Wroclaw en Pologne, du 25 au 28 août 1948.

Les Assises pour la paix et la liberté rassemblent 1200 délégués à Paris et en avril 1949 a lieu à Paris et Prague le premier Congrès mondial des partisans de la paix, sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie. Son symbole est un dessin de Picasso représentant une colombe; des caravanes de la paix le rejoignent en partant des hauts lieux de la Résistance et de toutes les grandes villes. C'est alors qu'est fondé le Conseil mondial de la paix.

Le 18 mars 1950 est lancé l'appel de Stockholm, qui exige entre autre l'interdiction absolue de l'arme atomique, recueillant 14 millions de signatures en France et 560 millions dans toute l'Europe. Un an plus tard, le Conseil Mondial de la paix se réunit à Berlin et la campagne pour un « pacte de paix » recueille des centaines de millions de signatures dans le

monde, dont 12 en France. En décembre 1952 a lieu à Vienne en Autriche un Congrès mondial des peuples pour la paix. Il rassemble 2000 délégués de 72 nations. Il y a également la grande vague de soutien à Julius et Ethel Rosenberg, condamnés à mort aux USA pour espionnage au profit de l'URSS ; le 17 juin 1953, deux jours avant l'exécution, est organisée une énorme manifestation en leur soutien.

C'est dans ce contexte qu'en France dockers, marins et cheminots refusent de débarquer et de transporter du matériel de guerre destiné à la lutte contre le Viêt Minh ou pour une guerre contre l'URSS. A Nice, c'est une rampe de lancement de V-2 qui est jetée à la mer par les manifestants ; à Bercy une locomotive est décrochée d'un train de matériel de guerre. Des trains de matériel sont bloqués à Grenoble, Saint-Pierre-des-Corps, Valence, Roanne... De vastes mouvements sont lancés contre la Communauté Européenne de Défense (CED) et le réarmement allemand.

De par sa position de membre du mouvement communiste international, le PCF a donc une ligne très dure dans le cadre du conflit se développant au niveau international. Le Manifeste du XIIème congrès (se tenant à Gennevilliers en banlieue parisienne du 2 au 6 avril 1950), qui explique que « la Paix tient à un fil », est très engagé : dénonciation du plan Marshall et de l'OTAN, appel à l'interdiction de la bombe atomique, à la reconnaissance de la République Démocratique Allemande et de la République Démocratique du Vietnam...

La répression est très importante. L'atmosphère de l'immédiat après-guerre est pesante et propice à l'affrontement ; de par leur expérience, les couches populaires n'hésitent pas à se lancer. En avril 1953 le pouvoir d'achat du salaire horaire a diminué de 33% par rapport à six années auparavant. La CGT organise des milliers d'actions, 4609 rien que d'avril à juillet 1953.

Une grève de 24 heures rassemble 2 600 000 travailleurs en janvier 1954, un mouvement

populaire qui a une longue continuité. Lorsque a lieu le 21 avril 1948 la catastrophe de Courrières, dans le bassin minier du Nord, toute une vague de grève s'enclenche, avec des incidents très violents à Clermont-Ferrand, avec presque 200 arrestations.

La répression est tous azimuts : Frédéric Joliot-Curie est licencié de son poste de haut-commissaire à l'énergie atomique pour avoir refusé de placer l'atome au service de la guerre. Les maires et maires-adjoints communistes de Paris sont révoqués. Le gouvernement interdit toute activité en France à la Fédération Syndicale Mondiale et à la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. La commémoration des journées antifascistes de 1934 est interdite.

Les arrestations sont nombreuses ainsi que les inculpations pour « complot contre la sûreté de l'État ». Il faut également noter l'affaire du salon d'automne de novembre 1951, où le gouvernement fait décrocher sept peintures, puis deux, puis cinq, n'autorisant que celle de Jean Milhau (Maurice Thorez va mieux) et Marie-Anne Lansiaux (Le Premier Mai). Les cinq peintres voyant leurs oeuvres réprimées sont Julien Sorel, Berberian, Bauquier, Gérard Singer et l'ancien déporté Boris Taslizky, auteur d'un portrait de Henri Martin, ancien FTP condamné à cinq ans de prison pour propagande contre la guerre d'Indochine au sein de l'armée.

Lorsque le 28 mai 1952 vient à Paris le général américain Ridgway, nommé responsables des forces occidentales pour l'Europe, l'Humanité titre : « Le peuple de Paris ne tolérera pas de criminel de guerre dans la capitale. » La manifestation contre « Ridgway la peste », surnom provenant du fait de l'utilisation par l'armée des USA d'armes bactériologiques contre les troupes de la Chine populaire et de la Corée populaire lors de la guerre de Corée (1950-1953), est interdite, pourtant le PCF passe outre et la manifestation est un gigantesque affrontement, qui fera plusieurs morts.

Il y a des arrestations dont celle de Jacques Duclos, second responsable du PCF, pour possession d'armes et de pigeons voyageurs (il sera finalement libéré) ; lors d'une grève de la CGT en soutien à Duclos des arrestations ont pareillement lieu. Au début février 1962, la manifestation contre la guerre d'Algérie est réprimée et des centaines de personnes sont chassées à la station de métro Charonne ; la manifestation qui s'en suit en l'honneur des huit morts rassemble un million de personnes. Chose tout à fait habituelle, des perquisitions ont lieu au siège du Comité Central du PCF, à la CGT, au Mouvement pour la Paix...

Mais inévitablement on retrouve les mêmes élans « démocratiques », puisqu'il est exigé la « défense de la légalité républicaine et des libertés constitutionnelles (droit de grève, liberté d'expression, liberté de réunion, d'association et de manifestation) ; [le] Désarmement et dissolution des groupes para-militaires de guerre civile organisés par le Rassemblement du Peuple Français [fondé par De Gaulle] » : le PCF croit fermement à la nature « démocratique » du régime. De la même manière, la bourgeoisie française n'est selon le PCF qu'une classe corrompue et vendue aux USA ; « la bourgeoisie française, en tant que classe aux intérêts contraires à ceux de la Nation, organise et dirige la trahison nationale (...) ».

La bourgeoisie française se conduit comme un domestique de l'impérialisme américain, mais cela n'atténue rien, bien au contraire, ses responsabilités. Cette idée doit être très claire sous peine de voir dévier les coups que nous avons à porter contre notre propre bourgeoisie. Celle-ci n'est pas une espèce de « victime » de la colonisation américaine puisque c'est volontairement qu'elle s'est placée sous les ordres des milliardaires américains. » (Cahiers du Communisme de mai 1952, article de François Billoux intitulé Les tâches du Parti deux ans après le XIIème congrès : Organiser et diriger l'action unie des masses pour imposer une politique de paix et d'indépendance nationale)

De fait, déjà la résolution du Comité Central du 30 octobre 1947 affirmait : « Devant notre peuple se trouve posé, sous une forme aiguë, le problème de la restauration de l'indépendance française et de la sauvegarde des institutions républicaines. Souveraineté nationale ou subordination à l'étranger, démocratie ou fascisme, tels sont les deux aspects de ce problème unique. »

Le manifeste d'avril 1950 conserve cette interprétation, exigeant notamment la « défense de l'économie nationale contre les empiètements des trusts américains et rétablissement de relations commerciales normales avec tous les pays sans discrimination » Pour le PCF, le principal protagoniste de l'histoire n'est plus la classe ouvrière dans son combat révolutionnaire, mais « les forces de paix et de démocratie. »

Cette interprétation patriote va également se révéler au grand jour dans le domaine culturel au moment de la mort de Staline. Celle-ci est un événement, en URSS comme en France ; en l'honneur de l'allié de la guerre mondiale, la République française met en berne les drapeaux des bâtiments civils et militaires.

On peut lire dans France Nouvelle, l'hebdomadaire du Comité central du PCF : « Le coeur de Staline, l'illustre compagnon d'armes et le prestigieux continuateur de Lénine, le chef, l'ami et le frère des travailleurs de tous les pays, a cessé de battre. Mais le stalinisme vit. Il est immortel. Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante. »

Va alors se dérouler au sein du PCF une bataille qui va former l'affaire des Lettres Françaises. Louis Aragon, qui venait d'en prendre la direction, publie à la mort de Staline un croquis effectué par Picasso. Une chose nouvelle pour ce peintre qui, s'il a adhéré au PCF en 1944, était surtout un compagnon de route parmi d'autres. Les artistes sympathisaient très largement avec le PCF et

Aragon, s'étant imposé comme le chef de file des intellectuels communistes était au coeur d'un véritable système de mondanités mêlant artistes, grands bourgeois amateurs d'art, milieu de la mode, etc.

Le croquis est un véritable scandale au sein de la base du PCF, qui reproche le ton impersonnel du dessin et dont la réaction est résumée par celle du peintre André Fougeron : « Ma tristesse, y écrivait-il, tient au fait qu'un si grand artiste, en 1953, est incapable de faire un bon mais simple dessin du visage de l'homme le plus aimé des prolétaires du monde entier. » André Fougeron était alors celui qui était le plus avancé dans le réalisme socialiste en peinture, notamment avec Les parisiennes au marché, Aragon disait encore en 1947 dans une note publiée lui étant adressé : « Il faut prendre garde à chaque dessin. Fougeron, dans chacun de vos dessins se joue aussi le destin de l'art figuratif, et riez si je vous dis sérieusement que se joue aussi le destin du monde. » (Préface aux Dessins de Fougeron).

Et même pas une semaine après la publication des Lettres françaises, on peut lire le 18 mars 1953 en première page de l'Humanité : « Le Secrétariat du Parti Communiste Français désapprouve catégoriquement la publication, dans Les Lettres françaises du 12 mars, du portrait du grand Staline dessiné par le camarade Picasso. Sans mettre en doute un instant les sentiments du grand artiste Picasso, dont chacun connaît l'attachement à la cause de la classe ouvrière, le Secrétariat du Parti Communiste Français regrette que le camarade Aragon, membre du Comité Central et directeur des Lettres françaises, qui, par ailleurs, lutte courageusement pour le développement de l'art réaliste, ait permis cette publication.

Le Secrétariat du Parti Communiste Français remercie et félicite les nombreux camarades qui ont immédiatement fait connaître au Comité Central leur désapprobation. Une copie des lettres reçues sera adressée aux camarades Aragon et Picasso. Le Secrétariat du Parti

Communiste Français demande au camarade Aragon d'assurer la publication des passages essentiels de ces lettres qui apporteront une contribution à une critique positive. »

Aragon se voit alors obligé de faire son autocritique ; il se défend surtout en s'appuyant sur l'importance de Picasso qu'il a lui-même mis systématiquement en avant comme le plus grand peintre de son époque. Avec le croquis la contradiction a pourtant explosé : Picasso n'a strictement rien à voir effectivement avec le réalisme socialiste ; la « construction » intellectuelle effectuée par Aragon saute aux yeux.

Celui-ci pratique alors la fuite en avant ; son autocritique se termine par : « Permettez-moi, pour finir, de dire ici simplement que sur ce chemin-là, nous avons avec nous un homme que l'ennemi nous envie furieusement, d'où sa rage et ses mensonges, ses calomnies, ses grossièretés : c'est un grand artiste, célèbre dans le monde entier, le peintre de Guernica et de la Colombe, un homme au bout d'une longue vie de travail, de recherches, un homme très modeste, mon ami, notre ami Pablo Picasso. » (Lettres françaises, 9 avril 1953).

Et c'est Thorez, depuis 1950 en URSS en raison de sa maladie, qui envoie un télégramme de soutien à Aragon, renversant la vapeur et permettant à celui-ci, la même année, de littéralement assassiner Fougeron par l'intermédiaire de son oeuvre *Civilisation occidentale*, l'attaquant dans une longue critique : « Pour qui cela est-il peint ?... Un simple « Go Home » sur les murs est plus significatif que cette caricature... Il faut dire « Halte-là Fougeron »... Une oeuvre d'art n'est pas un discours de démagogue... »

Ce retournement ne doit pas étonner. Aragon s'insère donc parfaitement dans la ligne de Maurice Thorez, comme le résume son discours d'Ivry en 1954 : « La réévaluation critique de notre patrimoine national est l'une des tâches déterminantes de l'art de parti. L'artiste, l'écrivain communiste, doit avoir sans cesse en

mémoire le mécanisme même par lequel Maurice Thorez a fait de notre parti ce qu'il est, quand il a appris à la classe ouvrière la signification de Jeanne d'Arc, celle de la Marseillaise, quand il lui a rendu son drapeau. »

Dans ce cadre, il faut savoir qu'Aragon a systématiquement donné une définition du réalisme socialiste qui lui était propre. Il a toujours revendiqué comme référence le « roman politique » du nationaliste Maurice Barrès, affirmant même au sujet de sa découverte : « La lecture de ce livre fut pour moi un grand coup de soleil, et il n'est pas exagéré de dire qu'elle décida de l'orientation de ma vie. (...) J'ai le regret d'avoir à dire que, pour étroit qu'il soit, le nationalisme de Barrès est plus proche de ce que je ressens, et sans doute de ce que ressent aujourd'hui l'avant-garde ouvrière dans notre pays, que l'internationalisme, disons de M. Guéhenno : car, comme Barrès, les hommes de notre peuple ne sont pas disposés à sacrifier ce qui est national, à une Europe, par exemple, fabriquée par MM. Blum et Churchill, et financée par M. Marshall. » (préface au tome II de l'oeuvre de Maurice Barrès. Ed. Club de l'honnête homme, Paris, 1965)

Aragon a parfaitement assumé le décalage entre le réalisme socialiste et son interprétation, expliquant de cette manière celle-ci lors d'une conférence tenue à la Comédie des Champs-Élysées, le 5 octobre 1937, inversant pour ainsi dire la définition de Staline du réalisme socialiste comme « national dans sa forme, socialiste dans son contenu » : « Le roman moderne, comme le portrait, est une invention de l'Europe occidentale au XVIIIème siècle, une invention réaliste à quoi la France a la plus grande part. Une invention aussi première que le fut en peinture le portrait. Le roman est un des moyens que l'homme a de connaître le monde, et des plus singuliers. Pour connaître le monde, il faut d'abord connaître son propre pays. C'est là l'objet de ce que j'appelle le réalisme français. Ici, il ne manquera pas de gens pour me dire, et le croire, que j'abandonne la conception du réalisme socialiste, au profit d'une conception «

nationaliste ».

Cette erreur se fait sentir, pour les mêmes esprits, que dans le domaine du roman. Car le réalisme socialiste exige de connaître la réalité pour la transformer. Et c'est pourquoi en France, en 1937, il suppose le réalisme français. Vers le réalisme socialiste, qui ne pousse pas comme une plante de serre sur une table rose, il n'y a pas d'autre chemin, en France, en 1937, que le réalisme français.

Le réalisme français, c'est la victoire à laquelle, à travers les siècles, nos écrivains et nos artistes ont donné le meilleur d'eux-mêmes, c'est le parachèvement de la pensée progressive de France, et de lui, les écrivains, les artistes qui représentent aujourd'hui pleinement notre pays, qu'ils le veuillent ou non, ne se détourneront pas. Sans lui, pas de réalisme socialiste.

Le réalisme socialiste ne trouvera dans chaque pays sa valeur universelle qu'en plongeant ses racines dans les réalités particulières, nationales, du sol duquel il jaillit. Vous ne parlerez pour tous, ô poètes, que si votre voix sort de ce sol, et que si dans son trouble chantent les forêts et les villes de votre pays. Alors seulement, vous toucherez à l'universel. Alors seulement, vos livres deviendront des armes, des instruments pour la transformation du monde, à l'image de la transformation de votre pays. »

Ces derniers propos sur la portée universelle sont clairement à rapprocher de ce qu'Aragon affirmera dans son discours prononcé au Kremlin le 28 avril 1959, lors de la réception du prix Lénine (auparavant prix Staline) : « Je pense qu'en attribuant ce prix à un écrivain français, il [le comité des prix Lénine] a voulu marquer la place particulière, dans un combat commun à l'énorme majorité des hommes de ce siècle, non seulement de l'art d'écrire, mais d'écrire en français, c'est-à-dire en France, du milieu d'un peuple que la géographie et l'histoire ont placé à une charnière du monde, en un point où plusieurs fois les idées communes à l'humanité en marche ont pris force matérielle

en s'incarnant dans la masse vivante, et où toute défaillance demain, tout à l'heure, pourrait avoir pour ce peuple, mais pour tous les autres, des conséquences incalculables. »

Le rôle de la France est d'autant plus souligné que celle-ci est comprise comme étant affaiblie et qu'il s'agit de retrouver l'élan de l'époque du front populaire. La session du Comité Central de Drancy, les 22 et 23 octobre 1953, confirme ce rapprochement théorique très clair entre la période du front populaire et celle des années 1950, avec l'ajout de la question « nationale » et « démocratique » ; Maurice Thorez explique à ce sujet dans une interview du 29 octobre 1953 que « La situation de 1953 diffère de celle de 1934-1936 essentiellement par ce fait que la question de l'indépendance nationale est maintenant posée avec force et se trouve placée au centre de toute la vie politique de la France.

Pour remédier aux maux qui accablent aujourd'hui le pays, il est nécessaire avant tout de changer l'orientation de sa politique extérieure (...). C'est pourquoi le front de lutte tend à englober toutes les classes laborieuses et en même temps d'autres milieux, c'est-à-dire tous les Français qui veulent reconquérir l'indépendance et la souveraineté nationales... L'union et l'action de toutes les énergies nationales et démocratiques constituent le problème décisif de l'heure, l'unité de la classe ouvrière étant la condition d'un tel rassemblement. »

Ces considérations politiques vont avoir un rôle capital dans la compréhension de la question coloniale, en plus d'une conséquence culturelle retentissante. Le PCF a une tendance importante à considérer en effet que les pays coloniaux sont trop faibles pour conserver leur indépendance s'ils la gagnent, cela alors que dans un pays comme la France les communistes jouent un rôle important. Cela signifie qu'il vaut mieux pour les colonisés profiter des progrès de la démocratie en France que de gagner une indépendance qui les fera basculer dans une

autre dépendance, inévitablement nord-américaine.

Le PCF ne connaît pas les thèses de l'Internationale Communiste sur la « révolution démocratique » et de Mao Zedong sur la « révolution de nouvelle démocratie » ; il n'en parle jamais, se contentant au mieux de parler de « paix », de « liberté » et d'« indépendance ».

Si cela joue moins pour le Vietnam, en raison d'une direction communiste avec Ho Chi Minh, cela prend un sens tout particulier pour ce qui concerne l'Algérie, le PCF met donc en avant une déclaration de Thorez à Alger en février 1939 : « Il y a une nation algérienne qui se constitue dans le mélange de vingt races. »

Le PCF considère que le processus des indépendances rentre dans un cadre plus global, il est sincèrement anti-colonial, comme ses mobilisations et ses prises de positions le montrent. Léon Feix, dans un article de l'Humanité du 3 novembre 1954 intitulé « Le drame algérien » affirme que « ce que désire, par dessus tout, l'immense majorité des Algériens : la fin du régime colonial » ; lors de la célébration du 37ème anniversaire de la Révolution d'Octobre Raymond Guyot déclare : « Les colonialistes semblent croire à l'éternité de leur domination, mais il faut bien voir qu'un vent d'indépendance souffle de plus en plus fort dans les pays soumis à la domination colonialiste, comme en ont témoigné et en témoignent notamment les événements de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. La seule position juste et raisonnable consisterait à reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et à conclure avec eux des traités culturels et économiques. »

Mais en raison de la conception « républicaine » de Thorez, le PCF affirme de la même manière que « Les problèmes qui se posent au Maroc, en Algérie et dans les autres pays coloniaux, ne peuvent être résolus que par une politique faisant droit aux aspirations des peuples à la liberté et à l'indépendance, et

tenant compte des véritables intérêts de la France, qui ne sont pas ceux des colonialistes. » (Déclaration du PCF du 22 août 1955)

Le PCF participe ainsi aux institutions et sur cette base il pense qu'« il est possible d'établir un programme des forces ouvrières et démocratiques, un programme de gauche basé sur l'indépendance nationale, la paix, la laïcité, les libertés et le progrès social, un programme qui est acceptable par tous les démocrates. Il ne suffit pas de se déclarer partisan d'une politique de gauche, il faut en vouloir les moyens, c'est-à-dire l'union de toutes les forces de gauche, dont celle représentée par le Parti communiste constitue une base indispensable. » (Appel du Bureau politique, décembre 1955).

Cette participation aux institutions permet de fait de mettre de côté des figures de la résistance comme Lecoœur, Tillon, Marty et Guingouin, sous le prétexte d'avoir commis de graves fautes et sans que de réels motifs idéologiques soient mis en avant par les uns ou les autres, bien qu'au fond ce qui leur est reproché est un parcours différent du parcours traditionnel.

Le PCF place au centre de ses préoccupations les élections, dans la continuité de ses succès de l'immédiat après-guerre ; aux législatives d'avril 1951, il avait encore obtenu 5 millions de suffrages, était resté avec 25,67% des voix le « premier parti de France », n'obtenant toutefois que 103 députés, soit 15 de moins que le « Rassemblement Populaire Français » de De Gaulle (qui a un million de voix de moins).

C'est donc fort logiquement que lorsque la gauche remporte les élections au début de 1956, le PCF soutient le « front républicain » rassemblant socialistes et radicaux, amenant par là une véritable catastrophe qui se produit le 12 mars 1956, lorsque les 146 députés du PCF votent l'adoption de pouvoirs spéciaux en Algérie pour le gouvernement de Guy Mollet.

Le PCF, en participant aux institutions, est clairement partie prenante dans l'oppression coloniale, au-delà de ses positions de principe.

En considérant comme irrésistible la tendance à la démocratie, en considérant qu'il ne cesserait de grandir et d'avaloir l'ensemble des institutions, le PCF ne remarque pas qu'il est devenu un parti comme les autres.

Le PCF ne s'en aperçoit pas, car il considère qu'il est dans sa nature de soutenir les gouvernements de gauche, quitte à les critiquer, ou comme le dit Maurice Thorez dans l'Humanité du 27 mars 1956 : « Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il a subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant délimitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes, y compris par le cessez-le-feu et la solution pacifique du problème algérien. Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un point spécial où ils ne sont pas d'accord avec la politique générale. »

Et alors que les députés PCF ont soutenu l'adoption des pouvoirs spéciaux, Maurice Thorez peut donc affirmer par la suite, pour mettre en avant la « différence » des positions du PCF dans les Cahiers du Communisme d'avril 1957, qu'« aucun autre gouvernement que le ministère à direction socialiste n'aurait réussi à faire aussi bien les affaires de la réaction. Aucun autre n'aurait osé envoyer à la mort en Algérie les soldats du contingent – en y portant les effectifs militaires de 200 000 hommes en mars 1956 à 600 000 à l'heure actuelle – et instaurer dans ce pays une terreur aussi barbare, marquée par des centaines de condamnations capitales et la répression aveugle contre des populations désarmées. »

Maurice Thorez y affirme également que « l'existence de liens historiques entre la France et l'Algérie est un fait, comme est un fait que la présence d'un million d'Algériens d'origine française et européenne, dont l'immense majorité n'a rien à voir avec le colonialisme ».

Ce qui est très révélateur : s'il y a une domination anti-impérialiste, puisqu'il est parlé « d'Algériens d'origine française » et non de Français en Algérie – une thèse qui revient souvent, le PCF parlant même de « réels traits communs » entre les communautés –, le colonialisme n'est pas considéré comme une oppression nationale de la France sur l'Algérie, mais simplement d'une petite clique.

Les conséquences vont être culturellement absolument énormes. Soutenant le Parti Communiste Algérien et considérant la lutte armée comme de l'aventurisme avant d'accepter le triomphe reconnu comme inévitable du Front de Libération Nationale (FLN), le PCF se fait totalement déborder. La culture anti-impérialiste relancée en 1947 a en effet eu un grand écho dans la jeunesse et celui-ci est en partie récupéré sur le plan organisationnel par les mouvements trotskystes.

Exclus des rangs communistes à la fin des années 1930, marginalisés par le Front Populaire et combattu durant la Résistance, les trotskystes réapparaissent avec un nouveau profil façonné par le théoricien trotskyste grec Michel Raptis dit Pablo (1911-1996). Ce dernier considère en effet que la révolution mondiale va avoir lieu et sera faite par les partis communistes « staliniens » malgré eux ; il faut donc y participer pour en prendre la direction au moment où les masses « pousseront ».

Alain Krivine est gagné de cette manière au « Parti Communiste Internationaliste » alors qu'il militait aux Jeunesses Communistes puis dans les rangs des étudiants communistes. Cette conception va s'affiner avec Pierre Frank (1905-1984) : la théorie ne consiste plus qu'à « marcher sur les plates-bandes » des staliniens, notamment en ce qui concerne la question algérienne où bon nombre de réseaux de porteurs de valises pour le FLN sont organisés par les trotskystes. Michel Raptis deviendra même conseiller du président algérien, aux côtés d'autres trotskystes installés pour conseiller le

nouveau régime : on les appellera les « pieds-rouges ».

Dans les années 1960 naîtront, avec Alain Krivine et Pierre Frank, les « Jeunesses Communistes Révolutionnaires » (JCR), qui servent de « front de masse » au « Parti Communiste Internationaliste ». Le nom montre l'orientation : « communistes » mais révolutionnaires, pour se distinguer du PCF. Les JCR organisent le soutien à Cuba, au Vietnam, scandent « Ho – Ho – Ho Chi Minh – Che – Che – Che Guevara » au grand dam des autres tendances trotskystes pour qui il s'agit de dirigeants staliniens assassinant les trotskystes.

Pour la JCR, le FNL vietnamien, tout comme Castro et Guevara en 1959, sont trotskystes mais ne le savent pas ; le journal Rouge du 25 mai 1973 explique qu'ils font du trotskysme comme Monsieur Jourdain de la prose.

3. Document : « De Budapest à Alger »

Ici, un extrait d'un tract du « Parti Communiste Internationaliste », supplément à leur journal La Vérité du 2 novembre 1956 à l'occasion de l'intervention soviétique en Hongrie et appelant à une réunion publique sous le mot d'ordre : « De Budapest à Alger, la révolution gronde ». Le travail clandestin du « Parti Communiste Internationaliste » (PCI) au sein des étudiants communistes aboutira à la formation des « Jeunesses Communistes Révolutionnaires », qui joueront un grand rôle en 1968 puis tout au long des années 1970 suite à la fusion avec le PCI en tant que « Ligue Communiste Révolutionnaire. »

Les staliniens à la porte ! L'heure est venue, pour les travailleurs français, de tirer profit pour eux-mêmes de ces événements révolutionnaires gigantesques. De Varsovie et de Budapest à Alger et Rabat, la révolution gronde. La classe ouvrière française prendra bientôt sa place au tout premier rang dans ce combat. Il faut pour cela briser le carcan bureaucratique stalinien que constitue l'appareil du PCF et de la CGT, ce rempart de la bourgeoisie française contre la révolution prolétarienne.

Les staliniens, ces diviseurs, ces calomnieurs professionnels, ces organisateurs de grèves tournantes, ces saboteurs de la grève générale, ces combinards parlementaires, ces voteurs de pouvoirs spéciaux à Lacoste, ces ennemis de l'indépendance des peuples coloniaux, ces partisans de la « Voie parlementaire vers le socialisme », ces adeptes dévots du traître contre-révolutionnaire Staline et de ses successeurs, ces laudateurs des assassins des ouvriers hongrois, les staliniens doivent être chassés du mouvement ouvrier. À la porte les permanents, les fonctionnaires « syndicaux », les « chefs ouvriers », choisis par eux-mêmes, soucieux seulement de préserver leur fromage !

À la porte du mouvement ouvrier, les Thorez, Duclos, Servin et leurs derniers fidèles ! Ces canailles bureaucratiques, instruments du gouvernement contre-révolutionnaire du Kremlin, doivent être extirpées du mouvement ouvrier ! Place à l'action libératrice des masses, malgré et contre tous les bureaucrates ! Pour mettre fin à la guerre d'Algérie, pour vaincre la misère, pour abattre le capitalisme, il nous faut un nouveau parti ouvrier, libre de toute attache avec la bourgeoisie comme avec tout gouvernement étranger ! Un parti sans bureaucrates, où les travailleurs fassent la loi et non les permanents ! Un véritable parti de classe !

C'est ce combat que mènent les trotskystes ! Travailleur, tourne le dos au bureaucrate, rejoins nos rangs sans retard !

Paris, 30 octobre 1956

Le Bureau Politique du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale)

9e partie : L'ancrage dans la république

1. La « déstalinisation »

Le développement du courant trotskyste est un phénomène nouveau et totalement marginal par rapport au poids électoral et militant du PCF, mais s'appuyant sur tout un faisceau de courants idéologiques. La caractéristique essentielle du PCF était le monolithisme, or avec le 20ème congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1956, ce monolithisme explose avec le « rapport secret » de Nikita

Khrouchtchev.

Ce document a été « secret » dans la mesure où il n'a jamais été publié officiellement en URSS. Le congrès s'est tenu du 14 au 24 février et c'est le soir du 24, le congrès une fois terminé, que Khrouchtchev lit le document Sur le culte de la personnalité et ses conséquences. Il s'agit en fait de l'annonce de ce qui est communément appelé dans les manuels d'histoire la « déstalinisation ».

Ce « rapport secret » a énormément gêné le Parti Communiste Français. Non pas parce que le contenu lui imposait une remise en question stratégique : le PCF avait de par ses conceptions largement anticipé les thèmes du « rapport secret », principalement la « voie pacifique au socialisme ».

Il n'y aura pour preuve quasiment aucune scission dans les rangs du PCF lui-même ; il n'y aura de même qu'une seule figure dirigeante marquante restant fidèle à Staline, Gilbert Mury. Il n'y a pas de remises en question avec la « déstalinisation » et Maurice Thorez lui-même participera avec Nikita Khrouchtchev et d'autres à la critique de Mao Zedong et du Parti Communiste de Chine, qui refusent de ne plus considérer Staline comme un « classique ».

Mais le problème était justement là. La nouvelle interprétation que pose Nikita Khrouchtchev est en fait déjà celle qu'a le PCF. Il n'y a donc pas de rupture, mais paradoxalement la remise en cause de la figure de Staline est censée amener avec elle celle des conceptions dominantes alors. Or, Maurice Thorez avait présenté sa conception comme une adaptation française de l'interprétation par Staline du marxisme-léninisme. Maurice Thorez se pose dans la continuité de l'œuvre commencée dans les années 1930. C'est un aspect essentiel et quasiment unique.

Cela a significé énormément de problèmes à court terme pour le PCF, parce que celui-ci a dû adapter sa conception au nouveau discours dominant en URSS, alors que dans les autres pays le chamboulement complet pouvait être

plus net, marquant une vraie rupture au niveau des idées. Inversement, dans le PCF, il n'y avait pas de possibilité de réelle rupture, ce qui explique non seulement l'absence de crise, mais aussi la plus longue continuité temporelle par rapport aux partis communistes d'autres pays, dans la mesure où la cohérence reposait sur un socle beaucoup plus ancien, une pratique populaire et culturelle plus ancrée.

Dans certains pays les Partis Communistes ne se sont jamais remis de la « déstalinisation », malgré leur prestige et leur organisation au lendemain de la guerre, comme en Autriche. Et pareillement, après la chute du mur, certains partis pour qui la « déstalinisation » a été un chamboulement complet mais qui ont réussi à se maintenir se sont effondrés avec la disparition de l'URSS, comme le Parti Communiste italien, pourtant aussi puissant historiquement que le PCF.

Ces faits restent totalement incompris des historiens « universitaires », qui expliquent que Maurice Thorez était un « stalinien » puis que quelques années après il a changé de position, pratiquant un « service minimum » dans la « déstalinisation », cela alors que le PCF a été au premier rang avec le Parti Communiste d'Union Soviétique pour critiquer Mao Zedong et le Parti Communiste de Chine.

Maurice Thorez explique donc ainsi le rapport secret devant le Comité central du PCF, le 9 mai 1956 :

« Le rapport de Khrouchtchev sur la critique du culte de la personnalité a été donné hors de la présence des délégués des partis frères. Par exception, avec des délégués du Parti communiste chinois et ceux des partis des démocraties populaires, nous avons eu la possibilité de lire le rapport, nous en avons extrait tout le contenu politique, qui a été rapporté au Bureau politique par le secrétaire général et devant le Comité central par Jacques Duclos. Mais je dois dire que nous n'étions pas autorisés à divulguer le texte de ce rapport, encore moins à le publier, nous ne l'avions pas en main : dès que nous avons terminé notre lecture, nous l'avons rendu (...).

Des camarades qui ont eu aussi à lire le rapport ont été autorisés à prendre des notes. Ou même à l'emporter et à le faire lire, ou à le publier presque. C'est une chose qui ne nous a pas été permise. D'ailleurs je dois dire qu'à notre avis ça n'était pas indispensable (...). Je dis ces choses d'abord pour que le Comité central sache que rien ne lui a été caché, que d'ailleurs nous n'avions rien à cacher (...). Ce que nous n'avons pas dit, c'est que nous ne savons pas. Et pour la partie des choses que je dis maintenant ici au Comité central, que nous n'estimions pas nécessaire de répéter, nous considérons que c'étaient là des secrets, des secrets d'État et les secrets du Parti, d'un parti au pouvoir.

Ça n'était pas à nous à aller au devant, sous prétexte que la presse bourgeoise commençait la campagne et sous prétexte, je le dis en toute franchise, sous prétexte que d'autres avaient eu moins de discrétion que nous (...). La méthode était critiquable. À la délégation nous l'avons pensé immédiatement, et nous avons émis des réserves immédiatement auprès du camarade Khrouchtchev - je dis ceci pour le Comité central seulement.

Je crois que la méthode a été critiquable parce qu'il s'avère maintenant que - pas seulement en URSS - le rapport courait pour ainsi dire les rues, que des militants qui partent de chez nous dans d'autres pays - il est vrai des pays de démocratie populaire - pouvaient avoir connaissance du rapport. Même maintenant des gens qui ne sont pas membres du Parti peuvent presque lire le rapport quand ils se rendent en Pologne. En tout cas nous ne voulons pas nous rendre coupables de telles fautes au regard de la discrétion que nous devons avoir sur ces questions et de nos engagements vis-à-vis du Parti communiste de l'URSS (...).

Ce que nous avons à dire sur cette méthode, nous l'avons exposé au camarade Khrouchtchev. Je rappelle ce qu'on disait tout à l'heure, Jeannette disait : « Une des différences entre nous et là-bas, c'est que là-bas il n'y a pas le feu immédiat de l'ennemi. Il n'y a pas la presse, il n'y a pas tout de suite tous les bombardements de la presse ennemie. On peut se permettre d'attendre et de poser des questions en son heure », etc. Nous, nous savions bien que dès la première publication ce serait un bombardement acharné, pas contre nous, contre l'URSS,

contre le Parti d'URSS, contre tout ce à quoi nous sommes les uns et les autres attachés, les idées du communisme (...).

Dans ce rapport où il est question de la critique de la personnalité, il est rendu à différentes reprises hommage à Staline : on montre les mérites de Staline, ce qu'il a apporté au Parti. C'est dans ce rapport que nous avons pris pour le Comité central comme pour mon article l'appréciation positive du rôle de Staline. Aussi les critiques. J'ai dit en notre nom à Khrouchtchev : « Pourquoi dans vos rapports publics et dans les interventions publiques des différents camarades, n'y a-t-il eu que des côtés négatifs et pas un seul de ces éléments positifs que vous avez donnés dans ce rapport secret ? Vous eussiez beaucoup facilité la tâche des communistes dans les autres pays... » »

Telle est la ligne de Maurice Thorez : ne pas critiquer Staline totalement aurait aidé la « déstalinisation » dans les autres pays - et notamment la France. Il ne s'agit aucunement d'une remise en cause de la dite « déstalinisation ».

Mais pour temporiser, le PCF n'attaque pas directement Staline et lance toute une série de documents fondés sur la théorie du « ce n'est pas si simple », comme le résume l'Humanité du 12 mai 1956 : « Tout cela n'est pas simple, rectiligne. Au moment même, Staline lui-même nous donnait un ouvrage sur la linguistique qui reste une base très utile, nécessaire, d'explication de notre théorie du matérialisme dialectique... » La question ne se pose pas ainsi de toutes manières pour le PCF, puisque celui qui compte, c'est celui qui est appelé « le meilleur d'entre nous » dans les organes de presse. Les anniversaires de Maurice Thorez sont fêtés, les cellules lui offrent des cadeaux, allant de peintures à des bibelots, des mouchoirs cousus aux affiches. Les Œuvres complètes de Maurice Thorez sont publiées par les Éditions sociales, entre 1950 et 1960, en 21 tomes. Son ouvrage, *Fils du peuple*, publié en 1937, est réédité dans une version de 1947 puis plusieurs fois réédité. L'ouvrage commence par la phrase : « Fils et petit-fils de mineurs, aussi loin que remontent mes souvenirs, je retrouve la rude vie

du travailleur : beaucoup de peines et peu de joies. »

Le XIVème congrès du PCF, qui se tient du 18 au 21 juillet 1956 au Havre, se déroule ainsi dans la continuité des thèses passées, comme le montre le mot d'ordre : « Pour un avenir de progrès social, de paix et de grandeur nationale ». Le XXème congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique y est présenté comme « l'événement le plus important du mouvement ouvrier dans la dernière période ».

Le PCF propose un programme précis, avec notamment le développement de l'industrie de la machine-outil, de l'aéronautique et de l'électronique, la formation d'ingénieurs et de techniciens, le développement des universités et de la recherche scientifique... Et un appel à un travail étroit avec les socialistes est lancé :

« Nous savons bien que beaucoup de choses nous séparent encore. Celles qui nous unissent sont pourtant beaucoup plus grandes. La nécessité et la possibilité d'union ressortent du but même que nous nous sommes fixés les uns et les autres : l'avènement du socialisme. Elles surgissent constamment du combat permanent que nous avons à mener contre les forces réactionnaires.

C'est un appel à l'union du Parti Communiste et du Parti socialiste qui monte des usines, des mines, des chantiers, des magasins, des bureaux, des champs, des universités. C'est le testament de nos grands et glorieux disparus dans les luttes ouvrières, dans les combats de la Résistance et de la Libération. C'est la demande expresse de notre jeunesse, de nos enfants qui, grâce à notre union, pourront grandir dans la société dont rêvaient les pionniers du socialisme. »

La vague de la « déstalinisation » est puissante, elle bouleverse les pays de l'Est européen et en Hongrie a ainsi lieu une véritable insurrection anti-communiste en octobre 1956, qui est écrasée par le gouvernement aidé par l'URSS. Les soutiens français de l'insurrection passent à l'action, d'autant plus que la campagne militaire de Suez menée par l'État français a été un échec et a été combattu par le PCF.

Les attaques et attentats contre les locaux et les militants du PCF et de syndicats se multiplient ; ainsi l'imprimerie niçoise du Patriote est attaquée, le siège de l'Union Départementale CGT à Chartres est incendié, le siège du Comité Central et l'immeuble de l'Humanité sont attaqués également.

Les dirigeants des syndicats FO, CFTC et CGC appellent à cesser le travail le 7 novembre à 17 heures ainsi qu'à une manifestation ; l'Eglise, la radio et la presse soutiennent le mouvement. La manifestation anticommuniste, alors que le meeting au Vélodrome d'Hiver pour le 39ème anniversaire de la Révolution d'Octobre est interdit, se transforme en cortège pour attaquer le siège du Comité Central.

Les manifestants sont rejoints par des parachutistes en uniforme et sont armés lorsqu'ils arrivent et que les policiers encerclant les locaux les laissent passer ; ils disposent également de béliers, d'échelles, de jerricans d'essence. Les militants de garde font qu'ils ne passeront pas le premier étage, alors que les manifestants attaquent ensuite l'imprimerie de l'Humanité en scandant « Le feu à l'Huma ! Grillons les communistes ! A l'assaut ! »

Des contre-manifestants, venus des quartiers populaires parisiens et de banlieue, sauvent alors la mise, mais au prix de nombreux blessés et de trois morts. Des accrochages ont également eu lieu dans divers coin du pays. Le lendemain, aucun journal ne paraît et des centaines de débrayages ont lieu, alors que des manifestations ont lieu à Marseille, Lyon, Bordeaux, Amiens, Strasbourg... Et également à Paris où 50 000 travailleurs défilent aux cris de « Le fascisme ne passera pas », malgré l'interdiction. L'Humanité-Dimanche est également diffusée trois jours après malgré les menaces fascistes et une grande mobilisation a lieu pour réparer les locaux.

La tension remonte en 1958, avec l'activité de nombreux commandos fascistes et des attentats, notamment en rapport avec la question de l'Algérie française. Le PCF se pose comme

défenseur des institutions : « Le complot d'Alger s'affirme au grand jour comme un complot gaulliste préparé de longue date... Il faut donc écraser la rébellion et châtier les organisations de la guerre civile. Le Parti communiste français réaffirme solennellement qu'il ne saurait y avoir, dans la bataille engagée, d'autres buts pour la classe ouvrière que de défendre la légalité républicaine et de sauvegarder les institutions démocratiques et constitutionnelles. » (Déclaration du 18 mai 1958).

L'appel à la mobilisation est même lancée : « Préparez-vous à exprimer votre puissance par une grève générale si les factieux poursuivent leur assaut ! » (Déclaration du Bureau Politique du 24 mai 1958). Mais le PCF, qui comptait sur les socialistes dont le groupe parlementaire et le comité directeur avaient déclaré dans *Le Populaire* du 28 mai 1958 « qu'ils ne se rallieront en aucun cas à la candidature du général De Gaulle qui, dans la forme même où elle est posée et par les considérants qui l'accompagnent, est et restera en toute hypothèse un défi à la légalité républicaine », est mis de côté par ceux-ci et De Gaulle reprend les rênes du pouvoir, apparaissant comme « le seul recours ».

L'arrivée de De Gaulle balaie les institutions, lui-même déclare lors d'une conférence de presse, le 23 octobre 1958, que « Si donc, il devait, par malheur, arriver que le Parlement de demain ne voulût pas s'accommoder du rôle qui lui est dévolu, il n'y a pas de doute que la République serait jetée dans une crise nouvelle dont personne ne peut prévoir ce qui en sortirait, excepté ceci, qu'en tout cas, l'institution parlementaire serait balayée pour longtemps. »

De Gaulle a le champ libre pour modifier les institutions et c'est la naissance de la Vème république acceptée par référendum à plus de 80% des voix le 28 septembre 1958. C'est une très lourde défaite pour le PCF qui avait appelé à voter non, seul dans ce cas avec le Parti

Socialiste Unifié (PSU) sorti des rangs des socialistes, favorables à la nouvelle constitution.

Aux élections le PCF reste le premier parti avec presque 4 millions de voix, les socialistes en ayant un peu plus de 3 millions et les gaullistes 3,6 millions, mais avec le découpage des circonscriptions, il y a un élu communiste pour 388 220 voix, alors qu'il y a un élu gaulliste pour 19 169 voix.

Des modifications électorales sont également menées pour affaiblir les communistes pour les municipales, mais le PCF se maintient et arrive même à former des listes d'union « pour barrer la route aux hommes de la réaction et du fascisme » avec des socialistes et des républicains. Puis, l'opposition à De Gaulle progresse lors du référendum sur les institutions en Algérie, ainsi que lors des tensions en 1960 et surtout en 1961, lors du coup de force militaire à Alger, où 12 millions de travailleurs se mettent en grève avec formation de comités antifascistes, et où le PCF participe de plain pied. Le PCF se remet en avant comme figure institutionnelle seule capable d'empêcher le fascisme.

2. La démocratie comme « création continue »

Le PCF, fort de ces différentes mobilisations populaires contre le gaullisme et contre les tentatives de débordement par la droite de celui-ci, va alors accentuer certains aspects de sa conception « démocratique » afin de s'ancrer davantage dans la vie politique. Lors du XVème congrès du PCF à Ivry, en banlieue parisienne, du 24 au 28 juin 1959, Maurice Thorez présente un rapport intitulé « L'union des forces ouvrières et républicaines pour la restauration et la rénovation de la démocratie » ; la thèse, somme toute assez simple, est que De Gaulle est l'homme des monopoles et des banques.

Le mot d'ordre du congrès est par conséquent : « A tout prix, front unique de la classe ouvrière, à tout prix, rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes ». Il ressort également un Projet de programme de

rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale, avec comme idée de base la démocratie : il faut une assemblée nationale unique dont les élus sont choisis directement à la proportionnelle, avec un gouvernement émanant directement d'elle.

A cela s'ajoute des revendications sociales concernant le pouvoir d'achat, la semaine de 40 heures, une fiscalité pour « faire payer les riches », la fixation des prix de base, le développement des couches sociales formées par les ingénieurs, les techniciens, les spécialistes, la nationalisation des monopoles, des banques et des assurances...

Dans ce contexte de crise, le PCF trouve alors la clef de sa nouvelle identité : la mobilisation des masses pour la démocratie ; une idée qui va être au coeur de ses programmes jusqu'au 21ème siècle. C'est la conception synthétisée par Maurice Thorez dans son rapport d'activité du Comité central : « La démocratie, création continue, s'achèvera dans le socialisme. »

Maurice Thorez résume ainsi cette thèse centrale, dans son rapport d'activité du Comité central au congrès :

« En restreignant la mainmise des monopoles sur les forces productives et les richesses, en défendant ainsi non seulement ses intérêts propres, mais ceux de la paysannerie, des intellectuels, des classes moyennes mobilisées contre l'oppression du grand capital, la classe ouvrière s'affirme toujours plus capable d'assumer la charge du patrimoine matériel et spirituel de la France.

Elle gagne dans les couches de la petite bourgeoisie des alliés et des amis pour aborder des développements nouveaux de la vie politique. Elle montre aux travailleurs non-prolétariens que leur avenir et l'avenir de leurs enfants réside aussi dans le socialisme, que l'épanouissement de l'économie nationale, la grandeur et le bonheur du pays sont liés à l'établissement de relations sociales supérieures. Il n'y a plus à notre époque de long intervalle historique entre les transformations démocratiques et les transformations socialistes. La direction de la lutte politique du peuple par la classe ouvrière, si manifeste de nos jours,

rapproche et soude entre elles les deux étapes. La démocratie, création continue, s'achèvera dans le socialisme. »

C'est une véritable vision générale du monde qui naît, une conception autant philosophique que politique, comme en témoigne le point 30 des thèses du congrès : « L'instauration du socialisme, c'est-à-dire la transformation de la société par le passage des rapports de production fondés sur la propriété privée des moyens de production et d'échange à des rapports fondés sur la propriété sociale de ces moyens, ne peut être réalisée que par des millions d'hommes luttant au grand jour, fondant leur action sur leur propre expérience et sur leur volonté propre de résoudre les problèmes vitaux posés à la nation. Contrairement aux calomnies anticommunistes, l'instauration du socialisme ne peut pas être le fait d'une faction s'organisant dans l'ombre, la conséquence d'un complot ou le résultat d'une intervention extérieure faisant violence à la majorité du peuple.

Le Parti communiste a toujours fait sienne cette thèse de Lénine : « développer la démocratie jusqu'au bout, rechercher les formes de ce développement, les mettre à l'épreuve de la pratique, c'est là une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale. Pris à part, aucun démocratisme ne donnera le socialisme, mais, dans la vie, le démocratisme ne sera jamais « pris à part », il sera « pris dans l'ensemble », il exercera son influence sur l'économie également, il en stimulera la transformation et, à son tour, il subira l'influence du développement économique, etc. Telle est la dialectique vivante de l'histoire. »

La lutte pour le socialisme se situe donc dans les perspectives de la lutte pour la démocratie et son progrès continu, de la lutte pour donner une réponse concrète aux grandes questions que les événements posent à la France. »

Il va de soi que cette position est à rapprocher de celle de Jean Jaurès, pour qui « Le socialisme se rattache à la tradition

historique de la démocratie. Il va vers un ordre nouveau sans rompre la profonde continuité républicaine ; et il touche, dans le combat, au sol même de la République » (Le socialisme français, Cosmopolis, revue internationale, 25 janvier 1898).

Et voilà pourquoi la « démocratie véritable » est encore un concept central du congrès suivant, le seizième, qui se tient à Saint-Denis du 11 au 14 mai 1961, sous le mot d'ordre : « Écarter tout ce qui divise, ne tenir compte que de ce qui unit », et dont le rapport s'intitule L'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques contre le pouvoir des monopoles capitalistes, pour le progrès, la liberté, la paix, la restauration et la rénovation de la démocratie.

La résolution du congrès est explicite en ce qui concerne le rôle du PCF comme une sorte de barrière progressiste (et patriotique) aux tendances autoritaires : « Le grand capital monopoliste dont la nature est tout imprégnée de cosmopolitisme ne saurait avoir des préoccupations nationales authentiques... Le pouvoir gaulliste exprime donc les vues et la politique du capital monopoliste. Il porte en lui, en permanence, la menace du fascisme. Voilà ce qu'il importe de ne jamais perdre de vue, sous peine de désorienter dangereusement la lutte des forces ouvrières, démocratiques et nationales. »

Et de la même manière, la seule solution est l'union permise par la stratégie du PCF : « Le pouvoir des monopoles frappe les couches les plus nombreuses de la population française : la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les couches moyennes des villes, certaines fractions de la bourgeoisie. C'est l'union de toutes ces couches qui permettra de vaincre le pouvoir personnel. Le chemin de la victoire passe obligatoirement par cette union... Le Parti communiste considère comme son devoir de surmonter tous les obstacles à l'union. » Cela signifie une union au sommet commençant par la base, qui donne « à la démocratie une perspective réelle, en lui traçant des voies

pratiques. » (Maurice Thorez, Discours de clôture du XVIème congrès).

Ce principe est repris au congrès suivant, du 14 au 17 mai 1964 à Paris, dont le rapport a le titre révélateur de Pour assurer l'établissement d'une véritable démocratie et mettre fin au pouvoir personnel. Waldeck Rochet y réaffirme le même principe : « une telle unification suppose l'accord entre socialistes et communistes et, tant que les conditions ne sont pas réalisées, nous sommes pour la coopération étroite et durable », tout comme Maurice Thorez qui résume ce congrès en disant qu'il « a été un appel passionné à l'unité de la classe ouvrière et à l'union des forces démocratiques, au rassemblement des couches sociales victimes de la politique des monopoles, en vue de la lutte contre le pouvoir personnel, pour l'instauration d'une démocratie véritable (...).

A travers toutes ces actions, on retrouve l'idée et l'ébauche d'une plate-forme d'entente, un programme commun. Un projet de programme a été formulé par nous dès 1959, dans le but de donner une base concrète à l'alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des classes moyennes et de toutes les victimes des monopoles. Nous constatons que d'ores et déjà, bien des éléments communs existent dans les programmes des divers partis démocratiques : ne peut-on dégager à partir de là une conception qui réalise l'accord de tous ?

Si l'on veut communiquer aux forces démocratiques la confiance et l'élan indispensables pour créer les conditions de leur victoire, l'élaboration commune d'un programme commun s'impose. Au contraire, l'absence d'un tel programme permet au pouvoir de spéculer sur la crainte d'un « retour au passé » et de représenter les forces ouvrières et républicaines comme incapables de s'entendre pour faire oeuvre positive et neuve. »

(Discours de clôture du XVIIème congrès)

C'est le dernier congrès de Maurice Thorez, qui meurt le 11 juillet 1964, laissant une place immense dans le PCF. L'histoire du PCF et

celle de Maurice Thorez se sont confondues non seulement pendant plus de trente années, mais également durant les périodes qui ont forgé l'identité de l'organisation : la crise de 1930, le front populaire, la Résistance.

Voilà pourquoi a inévitablement lieu une réunion pour aider au « passage » à un PCF qui doit suivre la ligne de Maurice Thorez sans celui-ci. Un passage qui en soi n'est pas excessivement difficile : Maurice Thorez était sérieusement malade depuis plusieurs années, et le groupe le concurrençant avait été liquidé en 1961 avec ce qui a été appelé « l'affaire Servin-Casanova ».

Laurent Casanova et Marcel Servin avaient été accusés de chercher à se poser comme une direction et exclus de toutes responsabilités à haut niveau ; Maurice Kriegel-Valrimont qui les soutenait avait lui été exclu du PCF. Tous les trois appuyaient la « déstalinisation », mais doutaient de l'alignement de De Gaulle sur les USA. De manière intéressante à noter, Casanova avait proposé en février 1949 la notion de « science prolétarienne », thèse rejetée par l'ensemble du mouvement communiste international et par le PCF lors d'une réunion d'intellectuels à Ivry, dont les travaux sont publiés dans la revue Nouvelle critique durant l'année 1953.

Les positions du PCF de l'après-Maurice Thorez sont donc synthétisées dans la résolution Sur les problèmes idéologiques et culturels de la réunion du Comité Central du PCF à Argenteuil le 13 mars 1966. L'intervention de Waldeck Rochet elle-même est publiée par la suite sous le nom de Le marxisme et les chemins de l'avenir.

Les thèses d'Argenteuil sont d'une importance extrême, elles fixent la vision du monde du PCF et marquent le passage définitif, sur les plans culturel et idéologique, dans le camp de l'interprétation de Maurice Thorez de la « démocratie ». Une généralisation culturelle et idéologique inacceptable pour la fraction qui, au sein de l'Union des Etudiants Communistes, entendait revivifier le marxisme-léninisme en

profitant des thèses émises par Mao Zedong et du soutien implicite de l'intellectuel du PCF Louis Althusser.

Elle scissionne donc, emportant une partie significative des cadres, pour former l'Union de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste, qui lutte pour la construction du « Parti Communiste de l'époque de la révolution culturelle ».

L'intellectuel Louis Althusser, lui, ne participera pas à ce saut ; il contribue, avec Etienne Balibar, à la « nouvelle » interprétation de l'État et de son appareil qui a lieu au sein du PCF. Althusser a développé le concept des « appareils idéologiques d'État » (droit, famille, informations, école, religion, etc.), dont il s'agit de briser l'hégémonie : la nécessité de la dictature du prolétariat n'a ainsi qu'une importance somme toute secondaire.

Si Althusser entend conserver tout de même le concept, tel n'est pas le cas de l'historien Jean Ellenstein, qui de 1972 à 1975 publiera une Histoire de l'URSS composée de petits ouvrages donnant la vision « officielle » du PCF. A ce niveau de questionnement idéologique du PCF, il faut noter que Jean Cogniot, membre du Comité Central de 1934 à 1964, joue également un grand rôle pour assurer la continuité.

C'est dans cette période transition suite qu'arrive mai 1968, un mouvement où le PCF n'a aucune influence, étant totalement débordé par ceux qu'il appelle les « gauchistes ». Les services d'ordre du PCF et la CGT s'étaient d'ailleurs confrontés physiquement aux cortèges maoïstes entendant défiler le premier mai ; « Gauchistes fascistes assassins » deviendra un slogan classique du PCF des années 1970.

Alors que le 2 mai, la police est intervenue à la Sorbonne, Georges Marchais attaque dans L'Humanité du 3 mai 1968 les groupes de « fils de grand bourgeois » responsables de l'agitation ainsi que « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit », qui tous font le jeu « du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes ».

Marchais affirme que l'agitation n'est portée que par quelques centaines d'étudiants dont « les thèses ne peuvent que faire rire ». Pour le PCF, le mouvement de mai 1968 est un mouvement petit-bourgeois, porté de toutes manières par des étudiants dont 10% seulement proviennent de la classe ouvrière. Il est, de fait, totalement dépassé par les événements, faisant même tout pour freiner la propagation de l'agitation, que ce soit dans les entreprises ou dans les facultés. La bataille pour le système de sonorisation à la Sorbonne est restée dans les mémoires mais le PCF avait déjà l'habitude d'attaquer physiquement les meetings ou les vendeurs de la presse « gauchiste ».

Il faudra attendre la première nuit des barricades, du 10 au 11 mai, pour que le PCF appelle à la lutte « pour garantir les libertés syndicales et politiques », une intervention précédant d'une journée l'interdiction d'une douzaine d'organisations « gauchistes », ce qui ne saurait être un hasard : le PCF est ouvertement appuyé par l'État face au « chaos ».

Le PCF et la CGT refusent de participer aux initiatives du syndicat étudiant UNEF ou à la grève générale de 24 heures du 13 mai : la stratégie est de court-circuiter le mouvement en cherchant l'alliance par en-haut avec la FDGS, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste de François Mitterrand, en sachant pertinemment que le PCF est incontournable, de par son poids politique et électoral dans le pays, sans parler au sein de la gauche.

Ainsi, si Waldeck Rochet affirme le 24 mai : « Le problème du pouvoir reste posé. Le régime gaulliste a fait son temps. Il doit s'en aller » et si on peut lire dans l'éditorial de L'Humanité, sous la plume de son rédacteur en chef : « Le gouvernement actuel ne représente plus rien. Il ne faut plus ruser. Il faut partir », le quotidien du PCF parle pareillement de « la lie » pour désigner les dizaines de milliers de jeunes défilant le 24 mai contre l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit. Il voit naturellement

comme un concurrent la « nouvelle gauche » qui organise un rassemblement au stade Charléty (PSU, CFDT, UNEF, SNES SUP, JCR...), rassemblement qu'il rejette, ainsi que la proposition faite par Mitterrand de formation d'un « gouvernement provisoire ». Les 25 et 26 mai, le PCF et la CGT seront alors en première ligne pour signer les fameux « accords de Grenelle » censés en finir avec la contestation, qui marquent des améliorations sociales mais seront même rejetés par la base avant le retour triomphal de Charles De Gaulle quelques jours plus tard et la vague électorale gaulliste du 30 juin 1968 (293 sièges sur 378).

Les événements passés, la principale figure intellectuelle conservatrice, Raymond Aron, peut affirmer le 4 juin 1968 dans le principal quotidien conservateur, Le Figaro :

« A aucun moment le Parti communiste et la CGT n'ont poussé à l'émeute, à aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste, dont la politique étrangère comble leurs vœux (...). Ils auraient évidemment pris en charge l'État si celui-ci leur avait été livré. Mais ils ont eu pour objectif constant non de « faire la révolution », mais de ne pas se laisser déborder sur leur gauche par les étudiants, par les maoïstes, par les jeunes ouvriers. »

C'est une véritable débâcle pour la gauche, mais le PCF est satisfait d'avoir pu sauver les meubles, d'autant plus qu'une grande fronde interne se développe suite à l'intervention durant l'été des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, pour « ré-instaurer l'ordre ».

Waldeck Rochet se charge de préciser la « réprobation » du PCF. Et c'est également lui qui présente le Manifeste du Comité central du Parti Communiste Français : Pour une démocratie avancée pour une France socialiste !, également appelé Manifeste de Champigny, du lieu où s'est tenue la réunion les 5 et 6 décembre 1968. Waldeck Rochet, alors secrétaire général du Parti, y présente l'interprétation officielle par le PCF du mouvement de mai 1968, mouvement refusé au nom de... la révolution, que seul le PCF peut mener.

Waldeck Rochet y affirme :

« Aux travailleurs qui aspirent à une société plus juste, il faut savoir expliquer que le socialisme est précisément le régime où l'ouvrier travaille enfin pour lui-même et pour la société formée de travailleurs libres et égaux. Il faut que les travailleurs sachent que le but du socialisme et du communisme c'est tout à la fois de libérer les hommes de l'inégalité sociale et de toutes les formes d'oppression et d'exploitation, de garantir le bien-être du peuple entier, de permettre la libre expansion des facultés humaines en chaque personne.

Il faut que les travailleurs sachent que pour réaliser l'idéal du socialisme, il s'agit de faire disparaître les classes antagonistes et de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, cela en abolissant la propriété capitaliste et en socialisant les principaux moyens de production, ce qui exige la conquête et la direction du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés (...) La noblesse d'un tel idéal [le socialisme] explique qu'en raison même de sa résonance, le mot socialisme soit exploité de tous côtés et mis à toutes les sauces, et cela, surtout en ce qui concerne les conditions de sa réalisation. C'est ainsi que les réformistes et les opportunistes de droite - même quand ils s'en défendent - présentent comme du socialisme ce qui n'est qu'un simple aménagement du capitalisme. (...)

D'aucuns parlent d'une « Révolution progressive et permanente », mais dans la mesure où cette expression sert à désigner une transformation insensible du capitalisme par l'accumulation de réformes partielles, il s'agit en réalité d'une variété de réformisme dont le capitalisme peut fort bien s'accommoder. (...) Les réformistes et les opportunistes de droite abolissent l'idée du bond révolutionnaire, à laquelle doit conduire précisément l'évolution graduelle, en cachant que la question fondamentale de toute Révolution est celle du pouvoir et que les classes exploiteuses doivent être définitivement écartées du pouvoir politique

au profit de la classe ouvrière et de ses alliés, les classes moyennes des villes et des campagnes (...).

Quant aux gauchistes, ils rejoignent pratiquement les réformistes dans l'escamotage de cette question du pouvoir politique (...). Ils prétendent instituer l'autogestion dans l'entreprise, quel que soit le mode de propriété, c'est à dire sans toucher à la propriété privée des moyens de production et sans changer l'État bourgeois par un État socialiste. Mais on se perd en conjectures sur ce que pourrait signifier l'autogestion dans une entreprise demeurée au pouvoir des monopoles au sein d'un État capitaliste : de tels mots d'ordre ne représentent qu'un néant, un cri en l'air, un vain bavardage (...).

Est ce à dire que les communistes seraient contre les réformes ? Non ! Comme le souligne le document soumis au Comité Central, les communistes sont, au contraire, pour toutes les réformes qui sont utiles à la classe ouvrière et aux autres travailleurs, mais ils sont contre le réformisme, c'est à dire la limitation de l'action aux changements compatibles avec les bases de l'ordre capitaliste, contre la soumission de la classe ouvrière à l'idéologie et à la politique de la grande bourgeoisie (...).

Les communistes disent qu'à l'aide de réformes, on peut obtenir des améliorations partielles, quelquefois très précieuses, mais qu'elles ne suffisent pas pour abolir la domination capitaliste ; elles peuvent être utiles à la Révolution socialiste, préparer le terrain pour le resserrement des rangs des forces démocratiques et pour l'isolement de l'oligarchie capitaliste et son affaiblissement. Les communistes considèrent qu'il faut utiliser les réformes pour rapprocher l'heure du socialisme.

»

3. Document : « Faut-il réviser le marxisme-léninisme ? »

Roger Garaudy, membre du Comité central depuis 1945, député PCF puis sénateur, a été le philosophe officiel du PCF durant l'après-

guerre. Il participe fermement à la « déstalinisation » et émet des thèses faisant du marxisme un « humanisme », thèses qui influencent notamment la réunion du Comité Central du PCF à Argenteuil le 13 mars 1966 et sa résolution intitulée Sur les problèmes idéologiques et culturels.

Cette résolution servira notamment de prétexte à la majorité de l'Union des Etudiants Communistes pour rompre avec l'organisation mère pour fonder l'Union de la Jeunesse Communiste (Marxiste-Léniniste) (UJCML). Il faut néanmoins noter que Roger Garaudy tentera de faire avancer trop vite le PCF en direction de ses propres thèses ; il sera ainsi exclu du PCF le 9 juin 1970 pour entretenir des rapports trop ouverts avec la social-démocratie et la franc-maçonnerie. Le PCF profitera alors pendant un temps des thèses de Louis Althusser, qui n'a pas suivi l'UJCML dont il était proche à un moment.

« Chose étrange et monstrueuse : « Il y a un humanisme marxiste. » Ainsi en a-t-il été décidé par un vote unanime du Comité Central du Parti Communiste Français. « Il y a... » Il y a un socialisme utopique : Il y a Saint-Simon. Il y a Fourier. Cela signifie-t-il que le socialisme est une utopie ? Le jeune Marx écrit ses Manuscrits de 44 : il est encore humaniste. Marx écrit le Capital : il s'est débarrassé de l'humanisme.

Garaudy écrit : « De l'anathème au dialogue ». Ce marxiste s'est converti à l'humanisme. Il y a du Garaudy. Il y a du jeune Marx. N'en doutons plus : Il y a un « humanisme marxiste ». Il y a un humanisme marxiste. Cela signifie-t-il que le marxisme est un humanisme ? Ou bien, a-t-on voulu dire qu'il y a eu le jeune Marx ? Qu'il y a eu Garaudy ?

Savante ambiguïté !

« Il ne faut pas introduire d'allusions dans une résolution » a écrit Lénine, dans le tome vingt-sept, à la page 118 de ses Oeuvres publiées aux éditions de Moscou et traduites en français sous la responsabilité de Roger Garaudy. Si le marxisme est un humanisme, nombre de conclusions doivent être tirées. A propos de la culture et des intellectuels, à propos de la science et de la révolution, à propos

de la morale et des chrétiens, à propos enfin de l'idéologie et de l'unité. Citer ces conclusions, c'est mesurer l'importance de la résolution rapportée par Aragon. Qu'ici lui en soit rendu hommage : Aragon avec une application qu'on lui connaissait à peine, est allé jusqu'au bout. Le texte qui suit a pour but de définir ce point d'arrivée : un social-populisme de nuance chrétienne. (...)

Qui dit politique dit lutte des classes, Aragon en conviendra. La lutte des classes, c'est une guerre acharnée où tout est mis à contribution : trésors de la culture compris. Pour les marxistes-léninistes, il ne peut y avoir qu'une politique culturelle ; ils ne peuvent défendre abstraitement la culture. Une politique culturelle ne « régent » pas la culture : elle ne dit pas aux écrivains ce qu'ils doivent écrire, aux peintres ce qu'ils doivent peindre. Mais la culture peut être une forme spécifique directe de la lutte des classes.

Si la culture devient une arme des classes ennemies, le pouvoir des travailleurs a le devoir de la réprimer. Comment ? par une limitation de la diffusion, par une campagne éducative de presse, par une interdiction, voire par une condamnation, selon les cas concrets.

D'autre part, le Parti de la classe ouvrière encourage par tous les moyens une culture authentiquement populaire. La culture populaire est l'objet spécifique des écrivains ou artistes communistes. Elle ne tient pas dans un thème décrété populaire : les ouvriers, disait Lénine, ne veulent pas de littérature pour ouvriers. Elle a pour fonction d'élever la conscience culturelle et politique des classes populaires ; pour ce faire, elle doit se donner les moyens de s'adresser à ces classes.

Cette culture prend un sens différent quand le parti n'a pas encore pris le pouvoir ou au contraire quand il dirige déjà la construction du socialisme. Brecht dramaturge ne tient pas la même place qu'un Brasillach. Si des hommes, par l'écriture ou tout autre moyen de l'art, attaquent le pouvoir des Soviets, ils ne doivent pas échapper à la loi.

Car il n'y a pas d'hommes : mais le capital, la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels. Cessez donc de parler du passé : parlez des intellectuels français dans les conditions nouvelles de notre époque. (...)

Précisons : « Les intellectuels soucieux de se libérer des contraintes matérielles et idéologiques que la bourgeoisie impose à leur activité ne peuvent que rechercher l'alliance avec la classe ouvrière. » (Section I. [de la résolution du PCF]) On n'en croit pas ses yeux : des intellectuels ne pourraient-ils pas chercher l'alliance avec la classe des capitalistes ? Mais s'ils ne la cherchent pas, c'est qu'elle est toute trouvée.

Aragon, calmez-vous, nous allons reprendre par le commencement. Si les intellectuels se soucient de se libérer des « contraintes », c'est que ces contraintes existent, au moins aussi pesantes que pour vous la vérité est légère. Les conditions matérielles, disons : l'argent, font bien les choses. Mais la liberté, l'égalité, la fraternité font mieux : cette monnaie est plus courante chez les intellectuels. Rappelez-vous ce que disait Lénine : spontanément, l'intellectuel fait sienne l'idéologie dominante. Qu'est-ce que l'idéologie dominante ? Celle de la classe dominante. Des monopoles, en l'occurrence. Et puis l'État, celui des monopoles, est large : il y a de la place pour les intellectuels dans l'administration, dans les conseils d'administration. Concluons : vous vous êtes trompé. (...)

Kautsky prenait un concept « la dictature du prolétariat » pour un mot. Pour ce petit mot, Lénine n'a rien fait de moins que l'Internationale communiste. C'est que de mot en mot...

Savez-vous où Kautsky en est arrivé ? à déclarer que la conquête du socialisme pouvait se faire par la voie démocratique. Tant il est vrai que tout a une fin, même dans le monde inachevé des révisionnistes. Aragon, lui, raffine. Il se paie le luxe, à escompter sur le trésor de la culture, de parler le langage de Lénine presque jusqu'au bout. « L'unité de la classe ouvrière et l'union de toutes les forces intéressées à l'établissement d'une démocratie véritable se prolongeront, comme il est souhaitable, pour la conquête, l'édification, et le maintien du socialisme, par les voies démocratiques. »

Au début, Aragon reprend la théorie léniniste de l'unité de la révolution ininterrompue et du développement par étapes : théorie chèrement acquise contre les opportunistes de droite et de gauche. A la fin, Aragon redescend à Kautsky. Pour être monté plus haut, Aragon

descend plus bas. De l'humanisme à Kautsky, la ligne est droite. De la science marxiste à Lénine, la ligne est conséquente. Avec l'humanisme, maillon de bois, c'est toute la chaîne du marxisme-léninisme qui rompt. »

10e partie : L'union de la gauche

1. Le programme commun

Après la défaite lors des élections de 1968, mais grâce à la vague de fond existant dans les masses populaires, il y a la place pour un programme commun de gouvernement – ou bien une révolte, mais l'extrême-gauche est vite brisée.

Les maoïstes de la Gauche Prolétarienne ne se maintiennent que quelques années avant d'exploser en raison de leurs contradictions ; les « marxistes-léninistes » concurrençant le PCF avec le Parti Communiste Marxiste Léniniste de France ou le Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) ne tiennent pas le choc et s'effondrent devant la social-démocratie ; quant aux trotskystes, ils se maintiennent en se posant justement comme aile critique et radicale du PCF et du nouveau Parti Socialiste fondé au congrès d'Épinay en 1971.

Le programme commun est un succès pour le PCF, qui jusque-là se contentait de soutenir de l'extérieur les gouvernements de gauche, sans pouvoir s'impliquer dans la rédaction d'un programme. Le titre de l'ouvrage de Georges Marchais, « Changer de cap », donne le ton sur l'espoir qu'a le PCF de pouvoir enfin s'approcher du pouvoir : Il se pose comme capable de mobiliser la classe ouvrière et les techniciens pour amener une nouvelle gestion, qui serait entraînée, renforcée, et régulée par le secteur public.

Il est parlé de « démocratie française renouvelée ». Cette conception repose en fait sur un ouvrage publié en 1971 en deux gros volumes, Le capitalisme monopoliste d'État.

La thèse du Capitalisme Monopoliste d'État avait été présentée lors d'une conférence

internationale à Choisy-le-Roi, en banlieue parisienne, en mai 1966 ; l'ouvrage consiste en une synthèse des analyses à ce sujet et sert de véritable manuel d'économie politique aux cadres du PCF. Il s'agit d'ailleurs d'un ouvrage collectif produit par « la section économique du Comité central du Parti communiste français et de la revue *Economie et politique* », les deux théoriciens principaux étant l'agrégé d'histoire Paul Boccara et du polytechnicien Philippe Herzog.

Il faut noter également l'influence énorme des thèses, émises par le PCF en cette période, concernant la « neutralité de l'État ».

Les années 1970 voient en effet le PCF se focaliser sur la question de l'État, de l'appareil d'État, de l'hégémonie au sein d'une société. L'un des principaux théoriciens du PCF dans ce domaine est Nicos Poulantzas, qui interprète l'oeuvre d'Antonio Gramsci comme permettant une voie parlementaire à un socialisme démocratique. Le philosophe Louis Althusser joue un rôle énorme à ce sujet, comme d'une certaine manière l'économiste Charles Bettelheim qui dans le prolongement de son interprétation positive de Cuba, soutient l'antistalinisme.

C'est-à-dire qu'avec le programme commun, le PCF a élaboré une véritable stratégie pour aller au socialisme à partir de l'État d'alors, sans révolution donc. Auparavant la question restait dans le flou ; en pratique, le PCF n'avait jamais expliqué comment se déroulerait la révolution ni comment l'État capitaliste, selon le principe léniniste, devait être détruit, pour être remplacé par la « dictature du prolétariat ». Le PCF résout cette question centrale en posant la thèse de la neutralité de l'État.

Dans cette optique la question essentielle est purement économique ; l'analyse de Paul Boccara pose comme facteurs nécessaires pour le passage au socialisme l'existence d'un secteur public bancaire et industriel en rapport croissant avec le secteur privé, des moyens d'intervention publique, une planification

élaborée et enfin, pour l'aspect subjectif, l'opposition entre la « masse de la nation » avec « l'oligarchie monopoliste ». Il s'agit véritablement de conquérir les institutions, afin d'orienter « démocratiquement » l'économie.

Paul Boccara explique longuement cette conception dans ses *Etudes sur le CME* parues en 1977 : « Mais y a-t-il seulement un renforcement de l'hégémonie des monopoles, ou bien aussi ce renforcement est-il obligé de développer des processus originaux qui approfondissent les contradictions du capitalisme et le rapprochent, de façon dialectique, du socialisme ? Ces processus fournissent des armes économiques d'un type nouveau au capitalisme, mais aussi au mouvement démocratique et révolutionnaire. Et celui-ci peut les retourner de façon décisive contre les monopoles, s'il prend le contrôle de l'État. Il peut les utiliser au service du peuple et aussi à l'édification d'une société nouvelle, au passage révolutionnaire au socialisme par des voies pacifiques.

Le CME est la phase ultime de l'impérialisme. Si le mouvement ouvrier et démocratique parvient à arracher le contrôle de l'État, la domination politique, à l'oligarchie monopoliste, il s'emploiera à démocratiser profondément la vie économique. Par la nationalisation et la planification démocratiques, les nouvelles formes publiques peuvent être considérablement développées dans un sens antimonopoliste et au service de la nation.

Dans ces conditions, le mouvement révolutionnaire démocratique s'efforcera d'isoler et de détruire progressivement les monopoles. Le CME et l'impérialisme connaîtront alors une crise de décomposition et pourront être détruits. Mais si le capitalisme demeure encore (...) (c'est alors un) capitalisme d'État démocratique qui ouvre une période révolutionnaire de transition directe, pacifique, au socialisme. »

Boccara va jusqu'à présenter un nouveau concept permettant une nouvelle lecture «

populaire » des bénéfiques des entreprises capitalistes : « J'ai proposé l'hypothèse d'un critère synthétique nouveau, suffisamment opposé, dans son contenu, à celui du taux de profit, mais assez proche dans sa forme cependant, de façon à être immédiatement opérationnel, le rapport valeur ajoutée/capital matériel avancé ou VA/C. » (Pour de nouveaux critères de gestion, Économie et Politique, mars 1982).

En pratique cela signifie qu'aux bénéfiques de l'entreprise, il faut prendre en compte l'investissement social ou étatique, qui vient se surajouter au capital du capitaliste lui-même. Il s'agit d'une prise en compte de la coopération privé/public, dans une formule utilisée par le PCF pour les 25 prochaines années.

Dans cette logique, le Comité Central du PCF adopte le 9 octobre 1971 un « programme de gouvernement démocratique d'union populaire », qui aboutit à la signature d'un Programme commun de Gouvernement le 27 juin 1972 avec le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche. Georges Marchais, dans un « rapport secret » du 29 juin 1972 au Comité central, publié en 1975 dans L'Union est un combat, résume ainsi son point de vue ce programme commun : « Il ne s'agit pas d'un programme socialiste. Je rappelle que la société socialiste a pour fondements essentiels la propriété collective de l'ensemble des grands moyens de production et d'échange, et l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec les autres couches de la population laborieuse. Il suffit de lire le Programme commun pour constater que sa réalisation n'équivaudrait pas à l'instauration du socialisme en France. Le régime que ce programme permettrait d'instaurer, c'est une démocratie politique et économique qui correspond à ce que nous appelons l'étape de la démocratie avancée. »

Mais ce sont les socialistes, avec leur nouveau parti, qui ont le vent en poupe ; aux législatives de 1973, les socialistes ont presque autant de

voix que les communistes au premier tour, et les dépassent même au second, pour la première fois depuis la fin de l'Occupation. Aux élections présidentielles de 1974 le PCF cède d'ailleurs la place à François Mitterrand, unique candidat mis en avant sous le mot d'ordre « un programme commun, un candidat commun. »

Après sa courte défaite avec 49,2% des voix face à Valéry Giscard d'Estaing, la tendance continue tout de même à être favorable pour les socialistes, qui devancent alors les communistes aux cantonales de mars 1976 et aux municipales de mars 1977. C'est une période clef pour le PCF qui va accélérer la cadence dans son orientation, et c'est dans cette perspective que se tient le XXIIème congrès, à l'Île Saint-Denis, du 4 au 8 février 1976.

Le thème central du congrès est le « retard » et lui-même est qualifié de « congrès historique ». L'objectif du PCF est de faire participer les travailleurs à la gestion, à tous les niveaux, afin d'être à la source de réformes économiques et sociales abolissant le capitalisme. Par conséquent, et avec la « neutralité » de l'État, il n'y a plus besoin du concept de « dictature du prolétariat », qui est abandonné – un abandon annoncé... à la télévision par Georges Marchais, le 8 janvier 1976, et remplacé par le concept d'« autogestion » au congrès suivant, le XXIIIème qui se tient du 9 au 13 mai 1979 à Saint-Ouen.

Ce qui compte ce n'est pas la « violence révolutionnaire », mais la « propriété » et la « gestion ». Le rôle de l'État est d'amener la propriété privée à se transformer en propriété du peuple tout entier : le capitalisme monopoliste d'État est compris comme l'antichambre du socialisme. Mais contrairement à ce qui était affirmé dans les congrès précédents, il n'y a pas besoin que le pouvoir soit pris pour qu'il y ait immédiatement un début de socialisme et une croissance économique.

L'ouvrage collectif Le capitalisme monopoliste d'État prévoyait des étapes, à partir du XXIIème congrès de 1976 le problème

ne se pose plus. Marchais y explique qu'il faut admettre « des formes diverses comme la nationalisation, la propriété coopérative, la propriété municipale, départementale, régionale » et même « la petite propriété privée (artisanale, commerciale et industrielle), l'exploitation agricole de caractère familial (permettant) mieux la satisfaction des besoins. »

Il ne s'agit pas de tactique mais d'une question de principe : « Tenant compte aussi de l'expérience internationale, nous entendons maintenir (ces formes de propriété) dans une France socialiste. » Ces formes permettent de rejeter la situation actuelle où les « monopoles exercent sur les entreprises une véritable dictature... une bureaucratie technocratique prétend régenter tous les aspects de la vie nationale, l'État du grand capital exerce une tutelle tatillonne sur les collectivités locales. »

Sur le plan de la « gestion », le PCF s'appuie sur ce qu'il considère comme un fait totalement nouveau, à savoir le développement des « forces intellectuelles de la production » : les techniciens, et les cadres acquièrent en fait une position stratégique dans la « planification » mise en avant par le PCF. Ils permettent la véritable démocratie et expliquent justement pourquoi le phénomène de la « dictature du prolétariat » a existé : selon Marchais, « dans les conditions de la Russie de 1917, puis de la jeune Union Soviétique, la dictature du prolétariat a été nécessaire pour assurer l'édification du socialisme. »

Il expliquera dans son ouvrage *Pour une stratégie autogestionnaire* publié en 1979 que « Cette notion formulée au XIX^{ème} siècle renvoie indiscutablement à des pays qui ont un certain type de structures sociales. Il s'agit de pays essentiellement ruraux à majorité paysanne, et c'était le cas de la Russie. Cette notion permettait ainsi d'établir une symétrie entre la minorité bourgeoise au pouvoir et le prolétariat minoritaire dans ces sociétés. La solution présentée consistait à remplacer un État

bourgeois établissant sa dictature sur une masse paysanne par un État prolétarien qui tentait de réaliser une alliance avec la masse paysanne... Après la révolution soviétique, la dictature du prolétariat renvoyait à un certain modèle de révolution, celui d'octobre 1917, à un modèle concret d'État révolutionnaire aux prises avec les difficultés de la guerre impérialiste et de la guerre civile. »

Marchais explique également que « si à cette époque, nous ne disons plus que la dictature du prolétariat apportera la solution des problèmes, nous continuons de penser en revanche que ce qui apportera la solution principale, ce sera quelque chose qui lui est finalement lié, c'est-à-dire l'État, un État certes conçu autrement, mais qui aurait le rôle décisif. C'est à cela que s'oppose le 22^e Congrès. En effet, dans la mesure où ce congrès a rejeté clairement la dictature du prolétariat, nous avons pu ensuite reprendre l'ensemble du problème et donc la question de l'État. C'est finalement un peu de cette façon que l'on peut expliquer le cheminement entre le 22^e et 23^e Congrès. »

Ce cheminement ne se fait pas sans heurts ni contradictions. Ainsi, en 1977, le PCF avait décidé de rompre le programme commun, car il entendait diriger les initiatives, chose impossible avec Mitterrand. La rupture provenait également de la question des groupes à nationaliser, sur le seuil minimal (entre 9 et 25) des groupes à nationaliser. Si le PCF fait donc un accord électoral avec les socialistes en 1978 entre les deux tours des législatives, c'est au fond l'épreuve de force qu'il cherche, qu'il trouve, et qu'il perd.

Lorsque dès le lendemain du scrutin, le bureau politique déclare dans *L'Humanité* que « le Parti Communiste ne porte aucune responsabilité dans la situation », les réactions sont vives dans l'organisation. En affirmant que si défaite de la gauche il y a, c'est parce que les autres partis ne poussent pas assez, la direction du PCF suit sa ligne, mais a surestimé ses forces et surtout le véritable magnétisme exercé par le

Parti Socialiste.

Ainsi, le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM) perd tout son prestige en se transformant en commission pour les négociations avec les socialistes. La revue Nouvelle Critique, destinée aux intellectuels, est supprimée en 1980.

Le philosophe Louis Althusser avait d'ailleurs déjà ruiné le prestige intellectuel du PCF avec une série de quatre articles - dans le quotidien honni pour le PCF d'alors qu'était Le Monde, intitulés Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste (du 25 au 28 avril 1978). Si Althusser se posait en gardien du dogme marxiste-léniniste, des principes de centralisme démocratique et de dictature du prolétariat, c'est uniquement sa critique de la direction sclérosée qui passe à la postérité.

Ces contradictions sont en fait celles de l'« eurocommunisme », terme journalistique désignant l'interprétation communiste des partis communistes de l'ouest-européen prenant leurs distances avec le modèle soviétique. Le projet est né en Espagne et en Italie (sommet italo-espagnol de Livourne et sommet italo-français de Rome de 1975, meeting commun Berlinguer-Marchais à Paris et manifestation italo-espagnole à Rome en 1976...) et donne des ailes à la conception « nationale » de chaque interprétation, avec l'assentiment implicite de l'URSS.

Ce qui n'empêchera pas le PCF, quelques années plus tard, lors du XXIVème congrès de 1982, d'applaudir les délégations soviétiques, polonaises (alors que la Pologne subit la loi martiale) et afghanes (alors que l'Afghanistan a été envahi par les Soviétiques).

La ligne du PCF est alors de se poser en sauveur de l'économie et de se placer comme l'aile gauche du mouvement dont le rôle central appartient à François Mitterrand. Le XXIIIème Congrès, de nouveau à Saint-Ouen, du 9 au 13 mai 1979, prévoit donc un « Plan de lutte contre la crise », le PCF se posant comme étant seul à comprendre la nature de la crise

capitaliste et à poser les moyens de la résoudre.

C'est-à-dire que le PCF a trouvé la clef qui justifie son intervention dans la vie publique, en tant que gestionnaire ; si auparavant il avait pu participer à des gouvernements il était clairement mis à l'écart de certains postes, désormais il l'accepte mais compte justement phagocytter le système à partir de ces positions. Tel est le constat issu du renforcement des socialistes, qui amène une rupture avec eux. Le PCF s'aperçoit en effet qu'en privilégiant les contacts au sommet, il laisse au Parti Socialiste la direction du mouvement.

Dans la tradition ininterrompue depuis le Front Populaire, l'union était comprise comme le facteur décisif et le mouvement était compris comme allant en deux temps : d'abord l'union de la gauche au niveau du gouvernement, ensuite « l'union du peuple de France » pour aller au socialisme.

A partir de 1978, le PCF considère les choses autrement : il s'agit de coordonner les luttes sociales et l'alliance avec le Parti Socialiste afin de coordonner un passage au socialisme. Pour ce faire, le PCF a besoin de souplesse, aussi le XXIIIème Congrès enlève-t-il la référence au « marxisme-léninisme », qui est remplacée par « socialisme scientifique ».

Désormais, « Le PCF s'appuie sur le socialisme scientifique fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres... »

Et l'axe de sa politique consiste en les initiatives sociales : « c'est dès aujourd'hui, dans le combat quotidien, que nous entendons les faire progresser » lit-on dans L'Humanité du 10 septembre 1979, qui propose également des « objectifs de lutte » : sauvegarde de l'emploi et de l'activité des entreprises, consommation populaire permettant la création d'emplois, des productions conformes aux besoins du pays, limitation des loyers et des charges, semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaires, extension du secteur public, meilleure formation à l'école, etc.

Marchais lui-même présente le 20 novembre 1980 un véritable plan pour établir le socialisme autogestionnaire et dont l'objectif est d'« atteindre par la lutte un ensemble d'objectifs dont la réalisation permettra de trouver une issue positive à la crise que connaît notre pays, de satisfaire les revendications et les aspirations essentielles des travailleurs et de leurs familles, en bref, d'obtenir le changement » (L'Humanité du 21 novembre 1980).

Il explique : « Je propose en effet, sous la dénomination de nouvelle croissance française, une nouvelle façon de développer la France, de gérer l'économie. Je propose d'en finir avec le profit capitaliste comme seul moteur de l'activité, d'établir la rentabilité sur des bases sociales et nationales plus modernes, plus efficaces, de donner en somme de nouveaux moteurs à la production et à la création des richesses de la France. Brièvement, je dirai qu'il s'agit : de produire pour les besoins populaires, la justice sociale ; d'investir, de produire et de créer français en priorité, et nous en sommes capables ; de valoriser les sciences et les techniques en les mettant au service des hommes ; de réorienter et de rééquilibrer notre coopération internationale dans un sens conforme à nos besoins et aux intérêts des nombreux pays avec qui nous pouvons développer nos relations ; de faire appel à la plus large initiative et à la responsabilité des travailleurs et travailleuses, disposant des moyens de se qualifier et bénéficiant des fruits de leur travail ; de faire preuve de la plus grande rigueur à l'égard des profiteurs qui gaspillent les ressources naturelles, les moyens économiques, les forces humaines, l'argent du pays. Voilà les ressorts du renouveau de la France. »

Marchais affirmera quelques mois plus tard à la télévision, le 1er juin 1981, à Antenne 2, que « ce programme (131 propositions) est devenu le programme général du Parti.. (...) Il comporte des différences (qui) tiennent tout d'abord à la nécessité de faire face à l'aggravation de la crise et aussi à la volonté de prendre en compte les

acquis de la réflexion approfondie poursuivie par notre Parti au cours des dernières années. C'est ainsi que le plan de lutte comporte des idées, des propositions nouvelles touchant par exemple au contenu et aux conditions de travail, à la retraite, à l'école, au sport, à la jeunesse, aux droits de la femme, à la sécurité, à la région, à la fiscalité, aux circuits de distribution, à l'orientation et à l'utilisation des sciences et des techniques, à l'autogestion et plus généralement, à ce que j'appelle une nouvelle croissance française. »

2. La participation aux gouvernements

La victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles permet au PCF de mettre sa stratégie à l'épreuve, malgré le score de 15 % de Georges Marchais, marquant une importante chute par rapport au 22% de Jacques Duclos en 1969. Aux législatives, le Parti Socialiste et le MRG obtiennent 37,51% (soit 269 députés), le PCF 16,17% (soit 44 députés).

Dès le 15 mai 1981, le Comité central du PCF rappelle que son programme reste les 131 positions et qu'il s'agissait « de mettre en place une majorité et un gouvernement nouveau qui aura pour tâche de faire franchir une première étape de la mise en oeuvre de la politique nouvelle. » (L'Humanité du 16 mai 1981).

« Avec le grand capital au pouvoir, toute lutte se heurte, s'oppose aux options fondamentales. Aujourd'hui, les luttes peuvent s'inscrire dans le cadre général des options d'un gouvernement de gauche. Nous disons bien qu'il faut respecter ce cadre. » (Félix Damette, PCF: parti de lutte — parti de gouvernement, Cahiers du communisme, septembre 1982).

La voie au socialisme autogestionnaire s'intègre dans le programme du gouvernement de gauche, « empruntant, pas à pas, étape après étape, un chemin tracé par les luttes des travailleurs et par l'expression du suffrage universel » comme on peut le lire dans L'Humanité du 5 juin 1981, où Georges Marchais explique : « Notre démarche de

principe est claire : nous défendons les idées, les solutions, les propositions qui nous semblent les mieux adaptées pour résoudre les problèmes. Nous nous battons, de toute la force de nos convictions, pour les voir triompher. Mais ce n'est pas nous qui décidons. Ce sont les Français, et eux seuls. Ce sont eux qui décident du rythme, des formes, du contenu des étapes à franchir. Nous respectons leur choix. Nous gardons bien sûr toutes nos idées. Nous continuons à penser que les solutions que nous avons proposées sont justes, qu'elles sont les plus efficaces pour sortir de la crise. Mais nous tenons compte du cadre politique nouveau que les français ont créé par leur vote. »

Le mot d'ordre est ainsi : « Franchir une première étape, les objectifs proposés par le PCF » (Supplément à L'Humanité, 23 mai 1981). Paul Fromont synthétise ainsi le caractère grandiose du projet: « La classe ouvrière n'aspire pas à dominer une autre classe. Il s'agit de faire franchir aux travailleurs et à la nation un bond décisif où l'on passe des formes d'exploitation à des formes sociales d'un type nouveau fondé sur la coopération, la maîtrise assurant le développement de la société, l'épanouissement des hommes ; il s'agit d'aller vers une nouvelle civilisation » (L'exercice de la lutte de classe pour le changement, le socialisme, Cahiers du communisme, janvier 1982). Philippe Herzog dit pareillement dans L'Humanité du 9 novembre 1982 que le patronat est « disqualifié » en raison de son « incompetence économique » et qu'on a besoin d'« une nouvelle civilisation de la gestion ».

En pratique, le PCF s'insère parfaitement dans le gouvernement, avec quatre ministères (Transports, Fonction publique, Santé, Formation professionnelle) qui ne déterminent en rien la politique économique à quelque degré que ce soit, ce qui n'empêche pas Georges Marchais d'expliquer au XXIVème Congrès à Saint-Ouen du 3 au 7 février 1982, que : « Ce que nous voulons, c'est permettre à tous et à toutes, et non pas seulement à une minorité, de bénéficier des conditions de vie correspondant à

notre époque et des commodités offertes dans un pays moderne (...) nous voulons permettre à tous d'y accéder. »

Selon lui, cela ne se conçoit pas « sans que la possibilité soit offerte aux personnes, aux familles d'être propriétaires du logement qu'elles occupent, de leur automobile, d'une résidence secondaire ou d'autres biens de consommation existants ou à venir. » (L'Humanité du 4 février 1982).

Marchais rappelle également dans son rapport, intitulé Le socialisme à la française que nous voulons, qu'« en l'espace d'une génération, l'essor scientifique et technique et ses effets dans la production, l'évolution de la vie sociale, les luttes populaires ont entraîné un progrès de consommation et de nombreuses façons de vivre. »

Le PCF est là pour faire profiter les masses de ce développement, en surmontant la crise capitaliste, en leur donnant les moyens de consommer, en relançant la crise de la production fondée sur l'exploitation, source de dysfonctionnements comme l'absentéisme, les accidents et maladies, la passivité, le rejet du travail, etc. De la même manière, les dépenses doivent par exemple être mieux gérées grâce à la décentralisation, selon le principe de l'autogestion, que le PCF a développé « en rejetant pour la France, avec la dictature du prolétariat, toute idée d'étatisme centralisateur » (Socialisme et réalités françaises, Projet de résolution pour le 24e Congrès, L'Humanité du 13 octobre 1981).

Jacques Scheibling, dans L'enjeu régional publié en 1981, explique pareillement : « La démarche autogestionnaire consiste en une conquête par la classe ouvrière de son rôle dirigeant du mouvement social par la lutte et par la réalisation d'alliances solides avec toutes les autres couches sociales dressées contre la logique du capital. Il s'agit d'impulser les luttes dans tous les secteurs de la vie publique, à la base et au sommet, dans l'entreprise et au Parlement, dans la commune et dans les

appareils d'État, dans la sphère de la production comme dans la vie sociale, de donner ainsi un contenu de classe à l'union des forces populaires et de traduire les poussées du mouvement populaire en forme d'accords politiques et d'action gouvernementale en imposant des ruptures significatives avec le système du capital. »

Voilà pourquoi le PCF participe au gouvernement, pour donner naissance à une nouvelle forme sociale ; il faut selon lui comprendre que « l'État détient la légitimité démocratique du pouvoir de régulation de la société » (Cahiers du communisme, 1983, n°9), « cet État autonome qui nationalise sans être pour autant l'État des travailleurs, n'est pas non plus au service direct du patronat » (Cahiers du communisme, 1983, n°11).

« L'État est, par rapport aux classes sociales, dans une situation d'autonomie » (Cahiers du communisme, 1983, N°11). La seule solution selon le PCF, c'est l'implication toujours plus grande du « peuple » dans la gestion ; le ministre Gayssot expliquant : « Nous proposons de créer dans toutes les usines lorraines des « cercles de qualité » comprenant tous les ouvriers, les ingénieurs, cadres, chercheurs, techniciens et employés qui le désirent pour rechercher tous les moyens d'améliorer la production, la qualité des aciers, les débouchés » (Économie et politique, n°356, mars 1984, p. 10).

Philippe Herzog, dans son ouvrage *L'Économie nouvelle à bras-le-corps* publié en 1984, résume cette position : « Personne ne propose des soviets à l'entreprise. Les communistes proposent le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion, afin de fonder une efficacité supérieure », « Nous voulons un partage des pouvoirs de gestion entre patrons et travailleurs », « Nous nous adressons à toutes les composantes du monde du travail — dont les patrons, dans la mesure où ils peuvent, dans l'intérêt bien compris de la nation et de l'entreprise, contribuer par leur travail à une

relance centrée sur l'emploi efficace. »

Pourtant, le PCF est obligé d'admettre la défaite, surtout après le tournant de la rigueur de 1982, les ministres communistes démissionnant en 1984, alors qu'apparaît le Front National, qui aux élections européennes de cette même année sont à un point des 11% de la liste de Georges Marchais.

Le PCF est obligé de constater lors de la réunion du Comité central à la mi-janvier 1984, que : « Pour la première fois, les capacités matérielles de production ont baissé en 1982. Les investissements ont chuté de 9 % en deux ans. (...) La courbe du pouvoir d'achat des salaires et des retraites est négative. (...) Le pouvoir d'achat du SMIC a stagné en 1983. (...) Le pouvoir d'achat des salaires nets est, à la fin de 1983, inférieur de 0,1 % à ce qu'il était en 1978. (...) Les inégalités de fortune et de revenus s'approfondissent au lieu de se réduire. » (L'Humanité du 19 janvier 1984)

Et le PCF a même essayé d'infléchir la ligne du Parti Socialiste, comme en témoigne la réponse en 1984 à la proposition du premier ministre Laurent Fabius de participer au nouveau gouvernement : « d'accord à la condition que ce futur gouvernement réoriente sa politique à gauche, qu'il revienne sur la voie qui n'aurait jamais dû être quittée, celle du respect des engagements pris, des réformes démocratiques profondes dont notre pays avait et continue d'avoir tant besoin » (Lettre du comité central du PCF à Fabius le 18 juillet 1984).

Le refus de Fabius ne changera plus rien à l'orientation du PCF, qui devient l'aile gauche du Parti Socialiste, comme en témoigne la participation à la « gauche plurielle », concept formé en quelques semaines en 1997 par le socialiste Jean-Christophe Cambadélis. Participent à cette « gauche plurielle » le Parti Socialiste, le PCF, les Verts, le Parti Radical de

Gauche et le Mouvement Des Citoyens.

En aucun cas le PCF ne se départit de cette position, soutenant inlassablement les candidats socialistes au second tour, sa principale responsable Marie-George Buffet déclarant même en 2006, après les deux expériences gouvernementales, qu'au sujet du projet du Parti Socialiste : « il y a un tas de chose où je dis banco » (Le Monde, 30 juin 2006).

Il a été dit au sein même du PCF que les dirigeants succédant à Georges Marchais – Robert Hue en 1994 puis Marie-George Buffet en 2001 – étaient des « mutants », que leur profil ne correspondait pas au PCF.

Rien n'est plus faux. Ainsi, Robert Hue a adhéré à 22 ans au PCF, en 1962, au moment où la jeunesse contestataire rejoignait déjà les « gauchistes ». Dès 1977 il devint maire de Montigny-les-Cormeilles et est connu sur le plan national en 1981 en organisant, quelques jours avant un meeting de Georges Marchais, une manifestation sous les fenêtres d'un ouvrier marocain, accusé de ventes de drogues par une lettre de dénonciation, le nom de l'ouvrier étant même donné dans les tracts du PCF.

C'est Georges Marchais lui-même qui le poussera à la tête du PCF, alors que Robert Hue est inconnu : celui-ci a en fait entretenu un parcours parfait de fonctionnaire de l'appareil du PCF, entrant en 1987 au Comité central du Parti communiste puis en 1990 au Bureau politique.

Marie-George Buffet, qui prend les rênes du PCF en 2001 – qui n'a alors plus que 130 000 adhérents, ayant perdu des centaines de milliers de membres en quelques années - a suivi le même parcours. Elle adhère également dans les années 1960, au lendemain de mai 1968 et prend rapidement des postes importants, puisqu'elle est membre du Bureau National du syndicat étudiant UNEF et présidente de la Fédération des étudiants en résidence universitaire de France, avant d'entrer au Comité central en 1987, puis en 1994 au Bureau national, le nouveau nom du Bureau Politique.

De la même manière, la ligne du PCF des années 2000 reste fidèle aux thèses émises auparavant ; les notions élaborées, comme VA/C, restent encore utilisées.

Les mesures préconisées et les revendications sont dans la droite ligne de ce qui a été fait durant les années 1970-1980, comme en témoigne en décembre 1992 le numéro spécial d'Economie et politique, la « revue marxiste d'économie » du PCF, consacrée aux Mesures d'urgence pour l'emploi, où l'on retrouve les mêmes thèmes que dans les années 1980 : il faut contrôler les fonds publics pour que le financement public ne serve plus de « Béquilles du capital » (expression d'Anicet Le Pors), taxer les plus-values et les sorties de capitaux, lutter contre la flexibilité et augmenter les salaires ainsi que les budgets de la formation, augmenter les salaires, et bien entendu, dans l'esprit de relance économique des années 1980, « relancer massivement la bataille pour produire et créer français ».

Dans les années 2000, le rapport entre le public et le privé est toujours au centre des préoccupations : « À la guerre économique et ses ravages, nous opposons un type de développement fondé sur la notion de coopération. Le secteur public a un rôle important à jouer dans ce sens, d'abord en son sein, ensuite dans ses relations avec les autres opérateurs à l'étranger, enfin à travers ses partenariats avec l'industrie.

La coexistence entre secteurs public et privé est nécessairement conflictuelle, puisqu'il y a lutte pour la prédominance dans l'économie, mais elle suppose également une coopération, à travers leurs complémentarités et synergies, dont la raison d'être est de conduire l'ensemble vers des objectifs de progrès social.

Le secteur public doit retrouver un rôle de vitrine sociale, à travers la politique des salaires, d'emploi, de formation, de conditions de travail, ainsi que le développement de la citoyenneté à l'entreprise par le biais des garanties collectives et des statuts. » (Commission services publics -

fonction publique, 15 novembre 2006)

La naissance des Espaces Marx en 1995 symbolise le long chemin parcouru. Ce regroupement intellectuel est en effet issu de l'Institut de Recherches Marxistes, qui assurait depuis 1979 la « réflexion » du PCF : sa disparition marque la fin des années Mitterrand. Cet institut marquait lui-même la fin d'une autre époque, puisqu'il était né de la fusion du CERM (Centre d'études et de recherches marxistes), né en 1960 comme organe devant assurer la déstalinisation, la nouvelle formation marxiste, le rapport aux intellectuels (Roger Garaudy en étant la principale tête de file), et de l'Institut Maurice Thorez, créé en 1964 et devant théoriser les acquis de la période marqué par ce dirigeant historique.

Les cadres eux-mêmes n'ont pas changé ; le philosophe principal du PCF, Lucien Sève, est élu membre du Comité central du Parti communiste français en 1961 et en restera membre jusqu'en 1994. Une importante figure comme Léo Figuières a été membre du Comité central de 1945 à 1976 et maire de Malakoff de 1965 à 1995, on retrouve pareillement Georges Séguy, membre du Comité central et secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982, Henri Krasucki, membre du Comité central à partir de 1956, du Bureau Politique de 1964 à 1996, et secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992.

La figure de Henri Krasucki résume sans contester le drame du PCF des années 1980. Caricaturé partout comme un personnage ridicule et borné, il s'agissait d'un fils d'immigrés polonais qui avait été une figure du Belleville populaire puis des FTP-MOI, héros de la Résistance ne parlant pas sous la torture puis déporté, un grand activiste doté d'une solide culture, notamment de l'opéra.

Même Jacques Chirac, alors président, rendit à sa mort en 2003 hommage « au fils d'immigrés polonais dont la jeunesse a été très tôt marquée par le combat pour la liberté et pour la France et qui a connu le drame de la déportation alors qu'il n'avait pas vingt ans ». C'est pourtant

lorsque Krasucki a été responsable de la CGT que les effectifs ont fondu de moitié et que le syndicat commence à se couper totalement du PCF.

De fait, la perte de vitesse du PCF s'explique par son incapacité à maintenir ses fronts de masse, qui n'ont aucune raison d'exister sans horizon révolutionnaire. Tous sont devenus totalement autonomes : le Secours Populaire, la FSGT, l'Union des Vieux de France devenu l'Union Nationale des Retraités et des Personnes âgées, l'Union des Femmes Françaises devenue Femmes Solidaires...

Un facteur important aura également été la perte de l'UNEF, le syndicat étudiant qui était un vivier de cadres. Après le gros de la vague « gauchiste », le PCF avait réussi à se maintenir face aux trotskystes en faisant se scissionner l'UNEF en 1971 et en maintenant son hégémonie dans l'UNEF-Renouveau, devenu en 1982 l'UNEF-SE (Solidarité Etudiante). Il y aura des socialistes « de gauche » jusqu'en 1978 puis uniquement des communistes ou proches du PCF, y compris contestataires « de gauche » qui ne disposent néanmoins pas de « droit de tendance », à l'opposé des membres de l'autre UNEF.

Mais les conflits internes, la forte pénétration trotskyste (notamment la LCR, plus ou moins apparente) amena le PCF à torpiller l'UNEF-SE, qui se dissout officiellement en 2001, cédant la place à l'UNEF-ID (Indépendante et Démocratique) qui devient la seule UNEF.

Le PCF a perdu au fur et à mesure tous les organismes qu'il avait générés dans les années 1930 puis 1950 et qui le liaient aux couches populaires y compris jusque dans les années 1970 alors que le « gauchisme » le dépassait dans le domaine des thèmes révolutionnaires.

Ces organismes l'ont maintenu en vie jusqu'aux années 2000, mais le processus de déconnexion de ces organismes et du PCF était inéluctable et devait inévitablement laisser le PCF seul. Les élus, notamment municipaux, apparaissent alors comme la seule richesse d'un

PCF qui, coupé de plus en plus de toute liaison à la réalité sociale populaire, ne peut que se cantonner dans une surenchère vis-à-vis du Parti Socialiste, étant forcément ébranlé par les courants trotskystes ayant initié précisément cette ligne de surenchère des socialistes dès les années 1930.

Le fait que les élus soient la dernière force du PCF ne relève aucunement du hasard, mais bien de la culture particulière qui voit en les municipalités le tremplin pour la société nouvelle. La croyance en le progrès technique comme moteur du développement est une grande notion de la France du 19ème siècle, une notion « républicaine » que le PCF a pu assumer d'autant plus qu'elle correspondait à la théorie des « forces productives » de Nikita Khrouchtchev en URSS, selon laquelle le développement de la production amenait directement au communisme (devant s'établir selon lui dans les années 1980).

Ceci explique également que le PCF, surtout à partir des années 1970 et comme l'ensemble des organisations liées de près ou de loin à l'URSS, s'est toujours opposé aux revendications écologistes et a toujours maintenu une ligne similaire à l'URSS concernant la mise en avant du nucléaire, le culte de la technique, etc.

Mais la conception du PCF n'est pas une question importée, la culture du PCF a largement puisé dans les valeurs de la France de la 3ème république ; et ainsi dans le roman *Les 500 millions de la Béguine* de Jules Verne, où l'on retrouve l'essentiel de l'éthique du PCF, jusqu'à l'idée de récupérer le capital accumulé pour la production, dans la déclaration du savant français qui donne son héritage faramineux venu des Indes à la libre-disposition de la science pour construire France-ville, cité de l'utopie scientifique : « Oui, messieurs, il est vrai qu'une somme considérable, une somme de plusieurs centaines de millions, actuellement déposée à la Banque d'Angleterre, se trouve me revenir légitimement. Ais-je besoin de vous dire que je

me considère, en ces conjonctures, que comme le fidéi-commissaire de la science ?... (Sensation profonde) Ce n'est pas à moi que ce capital appartient de droit, c'est à l'Humanité, c'est au Progrès ! (...)

Pourquoi ne réunirions-nous pas toutes les forces de notre imagination pour tracer le plan d'une cité modèle sur des données rigoureusement scientifiques ? (Oui ! oui ! c'est vrai !) Pourquoi ne consacrerions-nous pas ensuite le capital dont nous disposons à édifier cette ville et la présenter au monde comme un enseignement pratique... (...). Ce serait, dit-il [le vice-président répondant au savant français], l'éternel honneur du Congrès de Brighton qu'une idée si sublime y eût pris naissance. Il ne fallait pas moins pour la concevoir que la plus haute intelligence unie au plus grand cœur et à la générosité la plus inouïe... Et pourtant, maintenant que l'idée était suggérée, on s'étonnait presque qu'elle n'eût pas déjà été mise en pratique ! Combien de milliards dépensés en folles guerres, combien de capitaux dissipés en spéculations ridicules auraient pu être consacrés à un tel essai ! »

Le PCF a, un siècle après Jules Verne, mis en avant « l'intelligence française », et de la même manière que Jules Verne faisait l'apologie du système des grandes écoles dans *Les 500 millions de la Béguine*, le PCF n'a cessé depuis 1945 de mettre en avant les titres académiques de ses membres ou rédacteurs, s'appuyant sur le prestige conféré à leurs porteurs au sein des masses populaires. Tel est l'unique chemin que le PCF a su trouver pour combiner culture populaire et perspective révolutionnaire.

3. Document : « De la lutte violente de partisans »

Au moment où le PCF pense résoudre la problématique du socialisme en France en supprimant la « dictature du prolétariat » et en participant aux institutions en tant que « gestionnaires », la France connaît une agitation profonde mais temporaire, issue du « gauchisme » né dans les années 1960. La manifestation en

l'honneur de Pierre Overney, exécuté par un vigile en février 1972 aux portes de l'usine Renault de Boulogne Billancourt, rassemble 250 000 personnes et sera qualifiée par les historiens universitaires de « dernière grande messe du gauchisme ».

Les maoïstes inversaient la logique du PCF et généralisaient l'expérience faite durant la Résistance des masses en armes. Ici, un extrait de leur principal papier stratégique publié en mars 1970.

« Nous autres maoïstes, nous sommes la troisième force politique organisée qui réponde à cette question : « qui demain aura le pouvoir ? Qui demain aura les armes ? » Nous disons la troisième force politique, parce que nous ne comptons pas tous les bourgeois qui disent la même chose sous des formes différentes ; tous les groupuscules parasites qui disent, au fond, la même chose que les flics en civil du P.C.F. et des syndicats.

Nous voulons que demain, le peuple ait le pouvoir, et nous savons qu'il ne l'arrachera que par la lutte armée prolongée ; le concept stratégique qui guide notre travail c'est donc « se préparer, préparer le peuple en prévision d'une guerre » ; la lutte politique que nous menons aujourd'hui doit préparer la lutte politique armée que nous mènerons demain. Particulièrement dans les usines qui doivent être le lieu principal de notre travail politique, elle doit briser l'idéologie pacifiste légaliste, idéologie de soumission entretenue par les syndicats. (...)

Nous ne pouvons déjouer le complot des classes régnautes qui cherchent à créer des dissensions entre nous et les masses qu'en faisant régulièrement et d'une manière plus concrète notre travail de propagande. Nous le savons aussi par notre expérience pour construire des bases d'appui, pour unifier le peuple et étendre la lutte de partisans dans les régions qui les entourent, il ne faut pas se détourner un seul instant des tâches de propagande. Si

nous ne faisons pas connaître régulièrement, profondément, aux masses, notre orientation politique, les buts de la guerre que nous menons, l'ennemi pourra semer la division dans le camp du peuple, nous isoler, et nous frapper.

Donc, la formulation complète de notre décision stratégique, c'est : déplacer nos troupes pour construire des bases d'appui, c'est-à-dire, mener de pair la guérilla et la propagande politique dans les masses.

La diffusion de la Cause du Peuple, l'édification des réseaux d'usine, la rédaction des journaux locaux, les feuilles d'usine, les bulletins d'information comme « la vérité vaincra », ce sont des tâches fondamentales des partisans. En outre, il faut mener des actions du type de celles de Renault-Billancourt et de Saint-Lazare, qui intègrent de façon vivante la propagande politique dans la lutte de partisans, font voir dans la guerre même les buts de la guerre : exproprier les voleurs, distribuer au peuple les biens qu'on lui vole et montrer que nous ne nous battons pas pour nous battre, que nous nous battons parce que nous voulons « la paix et pour tous du pain et des roses » ; c'est comme lorsque les paysans indiens moissonnent en plein jour les champs du propriétaire.

Faisons nôtre le mot d'ordre des camarades indiens : **DANS LES REGIONS-USINES OU LES MASSES SONT POUR NOUS LES FORETS ET LES MONTAGNES QUI NOUS CACHENT, NOUS DEVONS FAIRE LA PROPAGANDE POLITIQUE TOUT EN POURSUIVANT LA GUERILLA.**

Camarades, nous sommes engagés dans une lutte de longue durée. Nous voulons que l'avenir soit radieux, mais nous savons que pour y arriver il faudra anéantir l'ennemi dans une guerre de longue durée. Nous voulons la paix, préparons-nous à la guerre.

Nous voulons construire demain la France populaire, nous voulons que le peuple soit libre, créons les bases de sa résistance ! »